

Cahiers du mouvement ouvrier

Le manifeste du Parti ouvrier français (1880)

L'affaire de Vigneux-Draveil (1908)

Varian Fry à Marseille (1940-1941)

La grève de Novotcherkassk (1962)

Robert Havemann (1910-1982)

C
E
R
M
T
R
I

REVUE



C.E.R.M.T.R.I.

Centre d'Etudes et de Recherches
sur les Mouvements Trotskyste et Révolutionnaires Internationaux

Cahiers du mouvement ouvrier

**Fondés par Jean-Jacques Marie et Vadim Rogovine
Assistant pour la partie russe et soviétique : Marc Goloviznine,
collaborateur scientifique de l'Institut de sociologie
de l'Académie des sciences de Russie**

Directeur de la publication : Jean-Jacques Marie

Comité de rédaction : Nicole Bossut-Perron, Odile Dauphin, Marc Goloviznine,
Frank Labrasca, Pierre Levasseur, Jean-Jacques Marie, Pierre Roy, Jean-Marc Schiappa.

CERMTRI, 28, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris

Imprimerie ROTINFED 2000, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris

Internet : <http://assoc.wanadoo.fr/cermtri>

e-mail : cermtri@wanadoo.fr

SOMMAIRE

- **Présentation** p. 5
- **Marcel Picquier : Un procès odieux ouvert contre Dolet** p. 7
- **Pierre Goubert : A propos de la Révolution française** p. 15
- **Le manifeste du Parti ouvrier français (1880)** p. 23
- **Jean-Jacques Marie : Le 9 janvier 1905, ou le tournant du siècle** p. 27
- **Louis Couturier : Il y a cent ans : l'affaire de Vigneux-Draveil-Villeneuve-Saint-Georges** p. 31
- **Loïc Lebars : Le syndicalisme enseignant dans le primaire : une difficile appropriation (1905-1934)** p. 41
- **Léon Trotsky : La révolution d'Octobre a-t-elle été un échec ? (mai 1940)** p. 53
- **Michel Barbe : Varian Fry à Marseille : un rebelle dans l'œil du cyclone (1941-1943) (première partie)** p. 59
- **Alexandre Chtchoubine : La grève de Novotcherkassk (1962)** p. 75
- **Pascal Serman : Robert Havemann (1910-1982) : un marxiste allemand** p. 85
- **Août 1968 : les documents du XIV^e Congrès extraordinaire du PC tchécoslovaque (22 août 1968)** p. 101

- Marc Teulin : L'antisémitisme russe
hier et aujourd'hui p. 113
- Une lettre à l'ambassadeur de Hongrie p. 121
- Notes de lecture p. 125
 - Narochtniskaia, ou les poubelles du stalinisme ;
 - *Buonarotti*, de J.-M. Schiappa ;
 - *Tulle*, de J.-J. Fouché et G. Beaubatie ;
 - *La Guerre du Rif*, de V. Courcelle-Labrousse et N. Marmié ;
 - *Défense des révolutions*, de M. Sérac ;
 - *Le Dimanche rouge*, de J.-J. Marie.
- Chronique des falsifications p. 137
- Courrier des lecteurs p. 141

A l'occasion du 40^e anniversaire du "printemps de Prague", les *Cahiers du mouvement ouvrier* proposent aux premiers lecteurs qui se manifesteront les 17 numéros de l'édition française de *Listy*, "organe de l'opposition socialiste tchécoslovaque", au prix de 42 euros (port compris).

Présentation

“CACHER AUX ENFANTS LA LUTTE DES CLASSES QUI S’EST DEVELOPPEE, SOUS DES FORMES DIVERSES, TOUT AU LONG DE L’HISTOIRE, ET QUI PREND FORME AUJOURD’HUI DANS LA LUTTE DU CAPITALISME ET DU PROLETARIAT, CE SERAIT SUPPRIMER POUR EUX UN DES ASPECTS ESSENTIELS DE L’HISTOIRE HUMAINE”

(JEAN JAURES, *La Revue des maîtres*, revue de l’enseignement primaire,
25 octobre 1908)

Nous commençons dans ce numéro la publication des programmes et manifestes socialistes de 1880 à 1914.

Dans ce numéro figure le programme du Parti ouvrier français rédigé par Jules Guesde, Karl Marx, Friedrich Engels et Paul Lafargue.

Cahiers du mouvement ouvrier

(volume de 144 pages)

Prix du numéro : **8 euros**

Abonnement annuel (quatre numéros) :

- France : **29 euros** ;
- Etranger : Europe : **33 euros** ; Asie, Amérique, Afrique : **38 euros**.

Nom, prénom :

Adresse :

Abonnement d'un an :

- | | | | |
|--|--|--|--|
| <input type="checkbox"/> à partir du n° 13 | <input type="checkbox"/> à partir du n° 14 | <input type="checkbox"/> à partir du n° 15 | <input type="checkbox"/> à partir du n° 16 |
| <input type="checkbox"/> à partir du n° 17 | <input type="checkbox"/> à partir du n° 18 | <input type="checkbox"/> à partir du n° 19 | <input type="checkbox"/> à partir du n° 20 |
| <input type="checkbox"/> à partir du n° 21 | <input type="checkbox"/> à partir du n° 22 | <input type="checkbox"/> à partir du n° 23 | <input type="checkbox"/> à partir du n° 24 |
| <input type="checkbox"/> à partir du n° 25 | <input type="checkbox"/> à partir du n° 26 | <input type="checkbox"/> à partir du n° 27 | <input type="checkbox"/> à partir du n° 28 |
| <input type="checkbox"/> à partir du n° 29 | <input type="checkbox"/> à partir du n° 30 | <input type="checkbox"/> à partir du n° 31 | <input type="checkbox"/> à partir du n° 32 |
| <input type="checkbox"/> à partir du n° 33 | <input type="checkbox"/> à partir du n° 34 | <input type="checkbox"/> à partir du n° 35 | <input type="checkbox"/> à partir du n° 36 |
| <input type="checkbox"/> à partir du n° 37 | <input type="checkbox"/> à partir du n° 38 | <input type="checkbox"/> à partir du n° 39 | |

Commande du (des) n° (nos) :

- Commande du n° 2 de l'édition russe (15 euros port compris)

La collection des n°s 1 à 38 : 120 euros + 20 euros de frais de port

Chèques à l'ordre du CERMTRI

(préciser : *Cahiers du mouvement ouvrier*)

A renvoyer au CERMTRI, 28, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris

**Marcel
Picquier :
Un procès odieux
ouvert
contre Etienne Dolet**

Les *Cahiers du mouvement ouvrier* ont publié dans leur n° 18 un premier article de Marcel Picquier sur Etienne Dolet (1509-1546), *“écrivain imprimeur humaniste lyonnais mort sur le bûcher”*, que le professeur en Sorbonne Verdun-Louis Saulnier avait qualifié d’*“éveilleur d’esprit”*, l’une des grandes victimes de l’intolérance cléricale contre laquelle il s’éleva plusieurs fois au cours de son existence. Son courage lui valut la mort.

Parmi les épisodes marquants de son existence, citons l’année 1531 : le Parlement de Toulouse venait d’interdire le droit d’association en affirmant que ce droit (c’est-à-dire celui d’individus ayant des intérêts communs et des revendications communes de se grouper pour les défendre) introduisait *“divisions et dissensions”*. On reconnaît là l’un des fondements de ce qui deviendra plus tard le corporatisme. Dolet mène de plus combat quinze ans durant pour une philosophie détachée de la religion et de la théologie, donc pour une laïcisation de la pensée.

En 1642, le tribunal de l’Inquisition à Lyon le livre à la justice civile pour le condamner à mort en tant qu’*“impie, scandaleux, schismatique, hérétique et défenseur des hérétiques”*. Il est condamné en août 1546 à être brûlé vif avec ses livres place Maubert, à Paris. Jugeant ce supplice encore trop doux, le président du tribunal ordonne qu’il soit *“mis en torture et question extraordinaire pour enseigner ses compagnons”* et ordonne aussi que *“la langue lui soit coupée”*. Ses assassins affirmeront qu’il s’est repenti avant de périr. L’humaniste Erasme déclarera : *“Je n’en crois pas un mot, c’est l’histoire que des gens ont coutume d’inventer après la mort de leurs victimes.”*

Un “chercheur” canadien vient de juger nécessaire de compléter l’œuvre des bourreaux de l’Inquisition en organisant une campagne de calomnies contre Dolet... près de 500 ans après sa mort. Il faut croire que le combat pour l’indépendance de la pensée et sa laïcisation est toujours brûlant. C’est cette campagne que Marcel Picquier démonte dans son article ci-après.

L'air de la calomnie...

UN universitaire canadien, Jean-François Vallée, a ouvert, en 2005, un procès en sorcellerie contre Dolet, qu'il accuse, sans fournir la moindre preuve tangible, d'avoir dénoncé à la répression du roi François I^{er} le *Cymbalum mundi* de son ami Bonaventure des Périers (1).

Sans attendre le colloque Dolet de Lyon-II des 26-27 novembre 2009, qui reviendra certainement sur cette affaire, n'est-il pas de bonne justice de réfuter M. Vallée, qui a renouvelé son accusation au cours du colloque *Quid novi ? Sébastien Gryphe* (2), tenu à Lyon des 23 au 25 novembre 2006 ?

Qui est des Périers ?

Ce personnage attachant, né, pense-t-on, en 1510, est un savant humaniste et littérateur, qui, après avoir participé à l'édition de la première traduction de la Bible en Français, sous la direction d'Olivetan — Bible dite des Vaudois ou des Martyrs — en 1533-1534, travaille à Lyon chez Gryphe, à l'édition, en 1535, du premier tome des *Commentaires sur la Langue latine* de Dolet, dont il devient l'ami. Il sera ensuite l'un des secrétaires de la sœur du roi, Marguerite de Navarre, protectrice des humanistes. Il se serait donné la mort en se jetant sur

son épée en 1543 ou 1544, on ignore exactement pourquoi. Les *Nouvelles récréations et joyeux devis*, parues après sa mort, et le *Cymbalum mundi* édité en 1537 sont ses œuvres les plus célèbres.

Avant tout, qu'est-ce que le *Cymbalum mundi* ?

Il est impossible de fournir ici une analyse et je renvoie à l'excellente édition — adaptée en français moderne — richement annotée, publiée en 2002 chez Anarchasis (Toulouse) par Laurent Calvié. J'emprunte à la quatrième de couverture de cette édition quelques lignes qui permettent de mesurer combien le *Cymbalum mundi* a pu être jugé subversif : “*Dieu est mort, les églises chancelent, la nature s'éveille et la révolte gronde : telle semble être la conclusion des quatre dialogues joyeux et facétieux qui forment le Cymbalum mundi (...). On en a fait une plaisante satire du paganisme, une critique des usages du lan-*

(1) Jean-François Vallée : *Le corbeau et la cymbale. Etienne Dolet et el Cymbalum mundi*, Bibliothèque d'Humanisme et Renaissance, Droz, n° 67, 2005, pp. 121 à 135.

(2) *Faire bonne impression : Etienne Dolet et Sébastien Gryphe.*

gage, un pamphlet sceptique, cynique ou épicurien, un testament anticatholique, anti-évangélique ou antichrétien, la bible, enfin, de l'athéisme : Tintamarre du monde, que tout cela ! Cymbalum mundi."

Le livre fut effectivement dénoncé en mars 1538 à François I^{er}, qui ordonna des poursuites contre un ouvrage contenant "de grands abus et hérésies". Le libraire parisien arrêté dénonça l'auteur et fut lourdement condamné, mais comme il put reprendre ses activités rue Saint-Jacques quelques mois plus tard, on devine qu'il profita de quelque mansuétude.

Pour sa part, des Périers ne semble pas avoir été inquiété. La Sorbonne, consultée, n'avait pas découvert "d'erreurs expresses du point de vue de la foi", ce qui est étonnant, mais peut s'expliquer par la difficulté d'interpréter les allégories, les anagrammes, le langage crypté sous lesquels des Périers se dissimule et dont les savants discutent encore. Mais le livre fut pourtant condamné au feu "parce qu'il était pernicieux".

La suppression fut si bien exécutée qu'il n'a survécu qu'un seul exemplaire de la première édition. Une seconde édition lyonnaise, en 1538, dut connaître le même sort : on n'en connaît que deux exemplaires.

Mais pourquoi Dolet aurait-il dénoncé le *Cymbalum* ?

D'abord, avance notre procureur, pour "assurer (autant que possible) sa bonne réputation en stoppant la diffusion publique de cet ouvrage", qui risquait de lui nuire puisqu'il y était présenté comme un athée, ennemi de la religion chrétienne (il serait le chien Hylactor du 4^e dialogue).

Et ensuite, ce serait le motif principal de la délation, pour obtenir, en échange ou en récompense, son fameux Privilège d'imprimer de dix ans, qualifié d'"exorbitant" et "extraordinaire", le 6 mars 1538.

De quelles preuves dispose le procureur ?

"Je crois être en mesure, écrit Jean-François Vallée, de démontrer qu'Etienne Dolet — en qui on a coutume de voir un ami, un maître ou un disciple de Des Périers — mérite certainement le statut de suspect numéro un au titre de corbeau..." La seule preuve avancée est une coïncidence de date. Lizet, le président du Parlement de Paris, a reçu la lettre du roi donnant l'ordre de conduire une enquête sur le *Cymbalum mundi* le 5 mars 1538 et le Privilège d'imprimer de Dolet est daté du 6 mars : "Cette étrange conjonction chronologique paraît si incroyable qu'elle ne peut, selon moi, être une coïncidence." On est en droit d'estimer qu'une telle conception expéditive de la justice est de nature à faire pendre n'importe qui !

En fait, il n'est même pas prouvé que Dolet ait été reconnu sous les traits du chien Hylactor par ses contemporains. Certains historiens ont cru reconnaître en Hylactor Clément Marot, un moine défroqué partisan de la Réforme, voire Jean Calvin. Et le deuxième chien doué comme Hylactor de la parole, Pamphagus, aurait pu être, entre autres, Luther, Rabelais ou des Périers lui-même.

Pour prouver que des Périers a voulu s'en prendre à Dolet, M. Vallée va prétendre que des Périers n'était plus qu'un "ex-ami" de Dolet, il s'appuie sur la constatation qu'ils n'auraient plus fait allusion l'un à l'autre après 1536, date à laquelle Dolet avait fait l'éloge de Des Périers qui l'avait aidé dans son édition des *Commentaires sur la Langue latine*. Comme si l'on ignorait que les papiers et correspondances de Dolet ont été confisqués par ses juges et brûlés avec lui et que la vie de Des Périers est très mystérieuse. M. Vallée ne dispose évidemment pas de preuve matérielle d'une querelle quelconque entre les deux hommes.

M. Vallée laisse alors entendre, pour renforcer son hypothèse d'un Dolet dénonciateur, que s'il a pu être traité haineusement par des ex-amis dans cette période, c'est bien qu'il avait commis quelques forfaits "innommables". Ainsi

suggère-t-il : “*Marot avait-il appris des choses innommables sur Dolet ?*” Or rien n’est plus faux et plus malhonnête que cette insinuation répétée depuis des siècles contre l’humaniste : d’une part, ce ne sont que quelques amis qui ont rompu avec lui et un très grand nombre dont on ne veut pas parler lui sont restés fidèles ; d’autre part, les ruptures ont eu des raisons bien connues : ingratitude de Dolet pour l’un, choc de caractère pour l’autre ou querelles d’auteurs ; les seules choses “*innommables*” imputées à Dolet relèvent de différends religieux, les preuves abondent : il était devenu dangereux de fréquenter un homme que l’Inquisition poursuivait depuis ses discours de Toulouse contre les superstitions et le fanatisme religieux, et menaçait ouvertement du bûcher à Lyon dès la deuxième partie de l’année 1538.

Quant à prétendre que l’auteur du *Cymbalum* a voulu lui jouer un mauvais tour, ce n’est pas plausible, puisque le deuxième livre du *Cymbalum* affiche des idées inspirées de Dolet contre la logorrhée théologique des Erasme et autres Luther ou Calvin, et que le prétendu chien Hylactor-Dolet, bien que moqué, est présenté sous un jour sympathique par son complice Pamphagus qui pourrait bien être des Périers : tous les deux voudraient bien crier tout haut ce qu’ils ont compris de la société et des religions, mais la peur des châtiments les retient et Pamphagus tâche de retenir le fougueux et imprudent Hylactor.

Reprenons les faits

Etienne Dolet se trouve bien à Moulins en mars 1538 dans la suite du cardinal de Tournon, ministre du roi et gouverneur du Dauphiné et Lyonnais. C’est le cardinal qui le présente au roi, à qui il remet, en hommage et pour preuve de ses grandes capacités, les deux tomes de ses *Commentaires sur la Langue latine*.

Mais il n’est nul besoin d’imaginer un Dolet délateur pour expliquer l’obtention du privilège d’imprimer de dix ans.

Il avait déjà su s’attirer l’attention et les bonnes grâces du cardinal-ministre et

du roi. N’avait-il pas pris l’initiative, après la mort soudaine, passant pour un assassinat, du dauphin François, au château de Tournon, dans le fief même du cardinal, le 10 août 1536, de rassembler les plumes les plus prestigieuses pour éditer un recueil d’épithètes du prince “*en vers latins et vulgaires*” (dès novembre 1536, chez François Juste) et fustiger le criminel présumé, le comte Montecucculi ? Ne faisait-il pas acte de candidature pour la fonction d’historiographe du roi, n’allait-il pas publier *Les gestes de François de Valois* ?

De plus, on connaît son pouvoir de persuasion, son charisme qui avaient rassemblé une cohorte d’admirateurs. Le banquet des Humanistes de février 1537 avait réuni les plus grands d’entre eux autour de lui pour fêter le pardon obtenu du roi après le malheureux homicide de Compaing : de Guillaume Budé à Nicolas Béraud, de Marot à Rabelais, tous étaient là.

Dolet, orateur enflammé, nouveau Cicéron, n’avait pas dû manquer de reprendre hardiment devant le roi les théories largement développées dans les digressions de ses *Commentaires sur la Langue latine*. Si le roi le voulait, s’il continuait, mécène généreux et père des Lettres, à protéger les savants, l’ignorance et la barbarie allaient reculer devant l’instruction et le progrès de la civilisation, la gloire de la nation et de la langue française (3) allaient s’épanouir. Dolet préparait son grand ouvrage d’illustration de la langue française que la prison et la mort l’empêcheront d’achever.

Enfin et surtout peut-être, Dolet a eu la chance de rencontrer le roi à un moment de son règne où il cherche à favori-

(3) Il est significatif que Dolet, dès ses discours toulousains, ait pris position contre les langues régionales en faveur de la langue française, dont il se voudra bientôt l’illustrateur et le défenseur auquel Du Bellay rendra hommage. Celui qui était un des tout premiers latinistes de son temps et défenseur contre un Erasme de la pureté de la langue de Cicéron avait pris le parti de faire du français la langue de civilisation destinée à remplacer le latin. L’humaniste ne pourra qu’être partisan de l’ordonnance de 1539 de Villers-Cotterêts du roi François I^{er}, acte fondateur de la laïcisation de la vie publique, en imposant le français dans les actes et documents administratifs.

ser la diffusion de l'imprimerie. Michel Constantin (colloque de Rome [4]) est très clair : "*Je voudrais pour ma part souligner que la décision royale (d'attribuer à Dolet un privilège de dix ans), même si elle doit quelque chose à la faculté de persuasion de Dolet et au poids de son protecteur, n'est en rien ad hominem. Elle illustre une politique d'encouragement de l'imprimerie, elle-même génératrice d'un climat favorable à la typographie et loin d'être constant tout au long du siècle...*"

Michel Constantin, on le voit, ne dit absolument pas que le roi aurait voulu faire un cadeau extraordinaire à Dolet pour le récompenser d'une délation. Dolet est arrivé à la cour au moment le plus favorable. Le même auteur remarque que la parution du *Cymbalum* a été "*un raté de l'entreprise générale un peu frénétique d'encouragement à la typographie qui caractérise la politique royale au milieu des années 1530...*". L'opuscule avait échappé à la censure plus libérale que de coutume du prévôt de Paris ; l'imprimeur n'avait d'ailleurs pas même caché son nom et l'ouvrage avait dû lui paraître anodin. Ces réflexions qui concluent la contribution de Michel Constantin et qui invalident la thèse de Jean-François Vallée sont soigneusement omises par notre procureur, qui se réclame pourtant de Michel Constantin jusqu'à décalquer son titre : quand ce dernier écrit *Vol au-dessus d'un nid de corbeaux : le prince, les lettres et le Cymbalum mundi*, il titre : "*Le corbeau et la cymbale, Etienne Dolet et le Cymbalum mundi*."

Qui a donc dénoncé le *Cymbalum mundi* ?

Michel Constantin ne se prononce pas. Mais il sait bien que la cour du roi était "*un nid de corbeaux*".

M. Vallée ne s'est d'ailleurs pas aperçu qu'en reprenant le terme de "*corbeau*" pour accuser Dolet, il détruit sa propre hypothèse. Un "*corbeau*" est un dénonciateur anonyme. Si Dolet avait agi anonyme, comment aurait-il pu être récompensé par l'octroi d'un privilège ?

Hypothèses pour hypothèse !

La première est celle de plusieurs auteurs qui mettent Sagon, rimailleur ennemi et dénonciateur de Marot comme hérétique, et ses amis à l'origine de la dénonciation du *Cymbalum*. Des Périers avait en effet vivement attaqué Sagon et publié *Les disciples et amys de Marot contre Sagon* chez l'éditeur même du *Cymbalum*, Jean Morin, en 1537. La dénonciation aurait fait coup double : elle vengeait Sagon et punissait des Périers ! M. Vallée la rejette sans s'expliquer.

La seconde pourrait être la suivante : si M. Vallée veut absolument découvrir son "*corbeau*", pourquoi ne recherche-t-il pas du côté des spécialistes de la chasse aux hérétiques dans les années 1530 ? Nous lui suggérons d'enquêter du côté de l'Inquisition. Au terme de "délation", l'*Encyclopédie* de Diderot renvoie à "Inquisition". Qu'il s'inquiète donc de savoir si l'impitoyable Inquisiteur général Mathieu Ory, un familier du cardinal de Tournon qu'il poussera au fanatisme, n'était pas à Moulins en mars 1538, auprès du cardinal. Ce dignitaire disposait sans aucun doute d'informateurs, qui, à Paris ou à Lyon, fouillaient les étals des libraires pour y découvrir les ouvrages hérétiques et subversifs. Il surveillait Dolet, suspect depuis ses discours de Toulouse : il fera interdire d'exposition et de vente, dès leur parution, les *Carmina* et le *Cato Christianus* de Dolet aux alentours d'octobre 1538, six mois après l'obtention du Privilège ! Le *Cato Christianus* fut condamné par son tribunal inquisitorial de Lyon le 2 octobre 1542 et brûlé.

Pour ma part, je me suis vainement adressé au couvent Saint-Jacques des dominicains de Paris pour obtenir des informations sur l'emploi du temps du moine en 1538. Mais M. Vallée aura peut-être plus de bonheur.

Nous n'ignorons pas que l'imprimeur de la rue Mercière n'était pas un ange, qu'il a pu être dur, ingrat, arrogant. Et que son forfait "*innommable*" a été de

(4) Michel Constantin : *Vol au-dessus d'un nid de corbeaux : le prince, les lettres et le Cymbalum mundi*, pp. 489 à 500, Actes du colloque de Rome sur le *Cymbalum mundi*, 2000, chez Droz.

ne pas renoncer à ses idées, païennes et athéistes, quitte à les cacher, à ne les confier à ses proches que clandestinement, comme Hylactor à Pamphagus. Mais pourquoi l'accuser d'un forfait imaginaire ? Nous ne comprenons pas. Ou trop bien. Dans sa conclusion, M. Vallée écrit : *"Et on ne peut que s'incliner devant l'ironie tragique de l'histoire qui fait qu'Etienne Dolet subira huit ans plus tard, place Maubert, en compagnie de ses propres livres, le même sort que le petit ouvrage satirique de cet (ex- ?) ami qui, le premier, lui avait accordé le titre de cymbale du monde."* Que penser de cette commisération douceuse ? En fin de compte, le "suspect

numéro un" était bien le coupable, en dépit de l'absence de toute preuve, et le supplice de l'humaniste en 1546 aura été une tragique vengeance de l'histoire, la punition d'un méchant homme, et non pas un acte de répression contre la pensée libre dont l'humaniste s'était toujours réclamé.

Quand nous menons campagne, à l'occasion du 500^e anniversaire de sa naissance, pour honorer en 2009 la mémoire du martyr de la Renaissance française, faudrait-il laisser un odieux procès le noircir ?

**Marcel Picquier,
Lyon, 30 juin 2008**

Cymbalũ mũdi

EN FRANCOYS,

Contenant quatre Dialogues Poétiques,
fort antiques, ioyeux, & facetieux.



Probitas laudatur, & alget.

M.D.XXXVI

**Pierre Goubert :
A propos
de la Révolution
française**

Cette interview de Pierre Goubert a été publiée dans un numéro de *La Vérité* épuisé et introuvable (n° 603, avril 1989). Les *Cahiers du mouvement ouvrier* la republie dix-neuf ans plus tard, car elle n'a pas vieilli d'un pouce. Peut-être même apparaît-elle plus actuelle encore aujourd'hui, à l'heure des expositions, émissions télévisées et articles dans les médias qui réhabilitent Marie-Antoinette, sans parler des divagations sur le prétendu génocide dont auraient été victimes les chouans.

La Vérité faisait précéder cette interview de la courte présentation suivante :

« *Pierre Goubert est historien, spécialiste de l'Ancien Régime. Avant d'être professeur à la Sorbonne (il est aujourd'hui retraité), il a été successivement professeur en Ecole normale, en CET, en lycée. Il est l'auteur de nombreux ouvrages réputés — nous donnons une liste à la fin de cette interview —, dont 1789 : les Français ont la parole.*

Il a bien voulu nous donner ici son point de vue sur les révisions actuelles de l'histoire de la Révolution française. Il montre que "les faits sont plus têtus que les arguties sur du papier", et d'abord, bien entendu, ce fait extraordinaire qu'est une révolution. »

Le métier d'historien : le respect des faits

Question : Dans votre livre *Initiation à l'histoire de France*, paru en 1985, vous écrivez en introduction aux chapitres consacrés à la Révolution française : *"Il n'existe aucun espoir de réconcilier un jour les Français autour de leur première révolution. Les passions antagonistes s'en sont emparées, le proche bicentenaire va les attiser encore, et déjà les querelles ont recommencé..."*

Apparemment, votre pronostic semble erroné. Pas de querelle et une seule version domine : la Révolution française fut au mieux une erreur, au pire une tragédie inutile, et, de toute façon, elle est injustifiable au-delà de 1789.

Pierre Goubert : C'est vrai que cette interprétation polémique "antirévolutionnaire" domine dans la presse, à la télévision, dans la classe politique même. Cela dit, des historiens comme Michel Vovelle, des sociétés de recherche départementales font et montrent autre chose — j'y reviendrai plus loin.

Pour ce qui est de la négation de la Révolution française, il y a en gros deux méthodes : celle de Pierre Chaunu, qui la décrit comme la plus grande catastrophe qu'ait connue la France, lui ayant fait prendre, dit-il, deux siècles de retard — et l'on se pose dans la foulée des questions sur ce qu'à "coûté" la Révolution française, que l'on ne se pose d'ailleurs

pas pour l'Empire ou la guerre de 14-18. On parle aussi "d'holocauste vendéen" avec un nombre de mort tellement excessif qu'il dépasse celui des habitants dans la région à l'époque.

Chaunu va même jusqu'à dire qu'aucun événement d'importance n'est intervenu en France entre la fin du Moyen Age et l'avènement des chemins de fer.

La méthode de François Furet diffère un peu, c'est un historien "des idées politiques". Considérant que la Révolution a certes commencé en 1789, elle ne s'est close, selon lui, qu'en 1875, ainsi que la période de toutes les révolutions véritables.

Les événements disparaissent au profit "de la longue durée" et deviennent secondaires.

Tout cela parce que Jules Ferry a réalisé des principes contenus dans la Révolution française. Certes, mais à ce compte-là, elle n'est toujours pas finie aujourd'hui, au XX^e siècle.

Par ailleurs, le deuxième aspect de ce genre de démonstrations est d'expliquer qu'il existe des "révolutions pacifiques", des transformations qui interviennent sans violence. Et au passage, tout devient d'ailleurs une révolution : la révolution industrielle, agricole, intellectuelle, architecturale, etc. On les considère comme des mouvements qui, eux, agiraient en profondeur, plus importants que les agissements révolutionnaires proprement dits, que l'action politique

des hommes. Personnellement, j'aimerais que l'on me cite une seule "révolution pacifique", je n'en connais pas. Quant aux transformations économiques et culturelles, comment pourraient-elles être indépendantes de l'action des hommes au pouvoir ?

De plus, l'avancée de telle ou telle idée est toujours fonction de l'intervention de forces sociales, que cela plaise ou non. Il y a des idées qui ont existé et ont disparu, certaines sont revenues, d'autres sont purement liées à une époque historique. Si une force sociale ne porte pas une idée, qui la porte ?

Cela peut d'ailleurs être très vaste, cela ne s'applique pas seulement au champ immédiat de la politique. Par exemple, la géométrie et la perspective ont totalement disparu au Moyen Age et sont revenues avec la Renaissance.

Mais cela nous entraîne trop loin ! Enfin, si le but ultime de la démonstration est de séparer la Révolution française et les révolutions en France au XIX^e siècle de la révolution d'Octobre, autant le dire.

Il est parfaitement clair que tous les textes révolutionnaires défendirent jalousement la propriété. Ils furent obligés d'y faire quelques accrocs à cause de la guerre, mais le fait est qu'il n'y eut pas de "communisme" à proprement parler dans la Révolution française.

Gracchus Babeuf exista comme un mouvement ultime et le pauvre fut totalement isolé. Une révolution du XVIII^e siècle réalise certaines choses, en contient d'autres en germes. Celle de 1917, au XX^e siècle, idem. Et de toute façon, elles contiennent toutes les deux, dans leurs principes, des choses qu'elles n'ont pas réalisées. Encore une fois, c'est une question de forces sociales.

Q. : Vous définissez dans votre livre la révolution comme suit : *"Les révolutions, les vraies (il y en eut fort peu), bouleversent les bases mêmes du gouvernement, reclassent les groupes sociaux, révèlent des hommes nouveaux, souvent jeunes, déplacent au moins en partie la propriété et renouvellent sensi-*

blement les idées, les mentalités, les passions."

Il semble bien que pour François Furet ou Pierre Chaunu, ce soit la définition même de révolution qui n'existe plus.

P. G. : Certes, mais les faits sont plus têtus que les arguties sur du papier. Oui ou non, la Révolution française a-t-elle détruit l'Ancien Régime ?

Je donnerai ici, en bref, quelques aspects du problème : l'énorme fortune amassée par le clergé, le haut clergé principalement, a entièrement été dispersée par la vente des biens nationaux auprès de la bourgeoisie, de la paysannerie riche, des artisans des villes et d'une fraction de la noblesse. Ce fut d'une certaine manière la première nationalisation-privatisation !

La loi de tolérance a reconnu l'existence d'autres religions que la religion catholique et d'autres croyances. Elle a transféré tout cela au domaine privé, individuel, sur lequel l'Etat est censé ne pas pouvoir légiférer. Elle a donc laïcisé l'Etat.

Elle a créé les bases d'une école nationale, laïque. Dans le même temps, s'inspirant de l'*habeas corpus* britannique, tout accusé a été réputé innocent si sa culpabilité n'était pas démontrée auprès d'un tribunal indépendant du pouvoir politique.

La Révolution a aboli les droits féodaux et seigneuriaux, dont on essaie de dire aujourd'hui qu'ils n'existaient plus en 1788 qu'à l'état de survivance ! Survivance ? Mais il suffit de lire les cahiers de doléances rédigés à la veille de la réunion des états généraux pour mesurer leur importance.

L'Assemblée constituante a transformé le mode de propriété, qui est redevenu romain et individuel, alors qu'au Moyen Age et sous l'Ancien Régime, ce sont les seigneurs qui se partageaient entre eux ces droits et bénéfices, selon des modalités définies par la monarchie, par le roi, premier des seigneurs. La Révolution a jeté les bases administratives et politiques d'un Etat uni, en décidant la

création des départements, communes, etc., et a supprimé les innombrables péages, frontières et droits particuliers internes au royaume de France.

Elle a unifié les poids et les mesures, ce qui n'est pas du tout secondaire, et créé le système métrique.

La Révolution a proclamé la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, que, soit dit en passant, on apprenait par cœur à la communale auparavant.

Et cette déclaration a décidé que l'autorité nationale n'appartenait plus à une personne, mais à la nation représentée par une Assemblée élue ; quelles que soient les limites du mode de scrutin à l'époque, c'est une transformation radicale du pouvoir. Auparavant, seul le roi était déclaré représenter la nation, "*faire corps avec elle*", comme le disaient les Louis XIV et Louis XV.

Pour concrétiser cette autorité nouvelle, elle a transformé les états généraux, simple réunion convoquée par Louis XVI, en Assemblée constituante qui a légiféré seule, sans le roi.

Tout cela est l'œuvre de la Révolution française, entre autres.

Quant à la définition que je donnais en 1985 d'une révolution, je persiste et je signe !

Qu'on le veuille ou non, en juin 1789, lorsque le bas clergé s'est uni au tiers état pour se proclamer seuls représentants de la nation et se transformer en Assemblée constituante, protégés par les mouvements communaux et paysans, et par le peuple de Paris, il y a eu transfert de pouvoir de la royauté aux députés constitutionnels, même si la proclamation de la République et la destitution du roi n'interviendront ensuite que sous la poussée de la révolution.

Révolution veut toujours dire transformation radicale de la forme et du contenu du gouvernement : dès que l'Assemblée constituante légifère sans le roi, elle est opérée.

Et pour en terminer avec François Furet, pensez-vous une minute que sans la révolte générale des paysans, ce qu'on a appelé la nuit du 4 août et que curieusement nous ne commémorons pas, il y

aurait eu abolition des droits seigneuriaux et féodaux ? Et sans cette abolition, quel contenu réel aurait eu la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen ?

Q. : Pour en revenir au bicentenaire, que pensez-vous de la forme qu'il prend à l'heure actuelle ?

P. G. : Qu'est-ce que j'en ai vu pour l'instant ? Des imbécillités commerciales. Une fille se promenant à la télévision avec une guillotine en plastique, je suppose, autour du cou. A quand le slip tricolore avec le bonnet phrygien au bout ?

Plus fondamentalement, cette célébration a été confisquée dès le début par les pouvoirs politiques, et je constate à ce sujet que nous commémorerons, en septembre 1989, la bataille de Valmy, qui eut lieu en 1792. Cela confirme ce que j'ai toujours pensé, la commémoration s'arrêtera à l'année 1789, et encore, à juillet 1789. Après, on passera probablement à la préparation du bimillénaire de la France !

Par ailleurs, j'ai vu des débats à la télévision : il se peut que les historiens soient amenés à témoigner dans ces "médiats", mais pour y rétablir des faits, combattre des contre-vérités, et non prendre position de manière stupide.

Cela me rappelle une conférence que j'ai faite au Canada. Pendant le débat, les Québécois me disaient : "*Vous nous avez lâchés en 1763...*" D'abord, je n'y étais pas, je n'étais pas né. Et puis, s'il fallait refaire l'histoire, comment aurais-je choisi moi-même entre la vente du Québec et la vente des Antilles ?

Ce genre de question, posée aujourd'hui, hors de tout contexte, est parfaitement idiote. Elle fait malheureusement partie de tout un cirque auquel les historiens acceptent de se prêter. "*Panem et circenses*", disaient les Romains...

Alors fallait-il ou non guillotiner Louis XVI, Marie-Antoinette ?, discute-t-on lors d'un "tribunal" télévisé. "*C'étaient de charmantes personnes, paraît-il.*" Nul n'en doute, mais sérieu-

sement, qu'est-ce que cela change à la fuite de Varennes, aux tentatives pour organiser avec la Prusse, l'Autriche, la Russie et l'Angleterre une contre-révolution visant à rétablir la monarchie absolue ?

Louis XVI a-t-il tenté de s'accommoder d'une monarchie constitutionnelle ? Non.

A-t-il fait appel aux monarchies absolues étrangères ? Oui.

Alors, cela s'appelle une trahison de la nation. Franchement, ce n'est pas aux politiciens du XX^e siècle de se montrer si sourcilieux sur les "exécutions politiques" au XVIII^e siècle ! Ils en ont fait et vu bien d'autres !

On dit aussi : "*La guillotine a été inventée par la Révolution, elle en est son symbole dictatorial...*" Cela aussi, c'est vite dit. Tout d'abord, elle a été inventée en Italie en 1740. Et puis, on ferait bien de relire Georges Lefebvre : il y eut plus d'exécutions après Thermidor, sous le Directoire et la Restauration que pendant la Révolution française.

Curieusement, personne n'en parle. A commencer par la plupart des historiens "de gauche" qui jettent un voile pudique sur cette période et contribuent ainsi à mystifier les faits.

On dit encore : "*Les Vendéens ont été massacrés de manière horrible...*" Là aussi, on ferait mieux de se renseigner : les ouvrages récents et paisibles, de Petitfrère notamment, donnent une idée plus exacte des faits. D'abord, ce sont les royalistes qui ont commencé par massacrer 400 républicains. Je sais de quoi je parle, ma famille est précisément originaire de la région frontrière entre les bleus et les blancs en Anjou.

Par ailleurs, on oublie de signaler que la plupart des chouans étaient d'anciens contrebandiers du sel reconvertis dans l'attaque de tous les convois civils et militaires qui traversaient la région. Et enfin, à ce que je sache, cette révolte a éclaté au moment où la France était attaquée sur toutes ses frontières : c'était donc un coup de couteau dans le dos.

Et le gouvernement révolutionnaire a été suffisamment fort pour mettre fin à la

révolte tout en repoussant la coalition étrangère. Il n'y a pas de répressions joyeuses, quelle que soit l'époque.

La vraie question dans tout cela est : pourquoi s'exciter aujourd'hui là-dessus ? Est-ce pour mieux effacer Pétain, Laval, dont de nombreux collaborateurs sont encore vivants ?

J'ai personnellement totalement refusé de participer à ce genre de manifestations publicitaires qui n'existent que pour alimenter les débats politiques actuels. Les historiens sont libres, mais leur rôle d'après moi est de travailler à faire connaître des faits, des chiffres, des documents, et à rectifier des erreurs.

Q. : Y a-t-il eu des recherches cette année allant dans le sens de votre définition du travail d'un historien ?

P. G. : Oui, mais à un niveau non "médiatique", pour reprendre un terme à la mode. Dans les Landes ou en Vendée, pour prendre des exemples que je connais, des historiens, des archéologues, des instituteurs, mais aussi, tout simplement, des personnes qui habitent sur place ont fait un énorme travail de dépouillement d'archives, de cahiers de doléances, de registres de délibérations de communes, etc. Cet effort me passionne, car c'est comme cela que j'ai été formé par Marc Bloch, par Ernest Labrousse : à mettre les mains dans les vieux papiers poussiéreux et à user mes chaussures dans les rues ou dans les champs. Les gens qui font cela ne sont pas forcément des "intellectuels", comme on dit, ce qui est souvent un plus, car ils apportent des connaissances et une expérience différentes, notamment en ce qui concerne les traditions rurales, le mode de production dans les champs, les outils de travail...

A Machecoul, petit village de la Vendée, lorsque la société qui étudie l'histoire de la région a fait part de ses travaux, il y avait trois cents personnes pour écouter les intervenants.

Voilà des choses qui me font plaisir.

Par ailleurs, pour citer une anecdote personnelle, on a retrouvé dans les pa-

piers de ma commune d'origine des preuves formelles indiquant que ma famille s'était scindée en deux au moment des révoltes de chouans. Les Goubert blancs ont immigré dans le Comtat venaisin, où ils sont redevenus vigneron, comme la branche angevine d'origine. Ce n'est qu'une anecdote, mais elle est très instructive sur l'évolution des familles sous la pression des événements historiques.

Q. : Vous avez cité Marc Bloch, Ernest Labrousse, fondateurs de l'école des *Annales* en 1929 et qui furent à l'origine du renouveau des études et recherches historiques en France. L'école des *Annales* existe toujours, pensez-vous qu'elle soit restée dans la lignée du travail de ses fondateurs ?

P. G. : Franchement, non. J'ai eu l'immense privilège d'avoir été l'élève de Marc Bloch et d'Ernest Labrousse. Je dois d'ailleurs être un des seuls à l'heure actuelle. Mais il faut revenir sur des questions importantes.

Qu'une école historique ait évolué de son origine à nos jours, quoi de plus normal. Marc Bloch, le premier, considérait qu'elle n'avait pas travaillé suffisamment certains domaines, notamment l'économie. Marc Bloch, Ernest Labrousse n'étaient pas marxistes, ils ont évolué selon des routes parallèles au marxisme, personnalisés à l'époque, il faut le rappeler tout de même, par le stalinisme. Mais ils ne nourrissaient aucune hostilité à l'égard de Marx. Ils avaient les premiers utilisés les recherches faites par des ethnologues, des économistes et bien d'autres pour enrichir les études historiques. Mais il y avait un primat : partir des faits, des lieux, des situations concrètes. Je me souviens d'un cours de Marc Bloch sur "*Les rois au Moyen Age*". Il commençait ainsi : "*Il fallait quinze jours, par beau temps, soit six mois de l'année sur douze, pour joindre Paris à Toulouse, toutes deux villes du royaume...*"

Chacun pouvait ensuite déduire les conclusions générales qu'il voulait, mais d'abord, il fallait partir des faits.

Ils avaient suffisamment souffert sous l'ancienne école historique qui sélectionnait les faits en fonction de leur poids polémique pour renforcer l'idée d'une France glorieuse, unie, stable et colonialiste.

Je constate qu'avec l'arrivée de Fernand Braudel et depuis, à la direction de l'école des *Annales*, l'influence du structuralisme a largement éloigné celle-ci de son travail d'origine. Elle est tout d'abord devenue furieusement anti-marxiste.

Par ailleurs, je vous l'avoue franchement, il m'arrive souvent de ne rien comprendre au langage commun au structuralisme et à la linguistique appliquée à l'histoire. De plus, des pages entières de recherches dérivent sur des idées générales sans aucune référence historique. On y étudie "le manger", "le coucher", "les idées" à travers toutes les époques. Soit on cherche à démontrer que cela a beaucoup évolué en fonction d'autres événements que le simple fait de manger, et alors je ne vois pas à quoi ça sert ! Soit on cherche à démontrer que tout est égal à tout et que, malgré les différences, il a toujours fallu manger ! Et alors, je le crois, c'est la métaphysique qui fait sa réapparition dans la recherche historique. François Furet est à l'heure actuelle une des têtes de file de l'école des *Annales*. Je ne sais pas ce qu'en aurait pensé Ernest Labrousse, qui, pour définir le 14 juillet 1789, disait : "*Ce fut le jour où le prix du pain fut le plus cher de l'année !*" Il était assez loin, comme vous le voyez, d'une "histoire des idées" en soi !

Q. : Vous avez été successivement professeur d'École normale, professeur de CET, professeur de lycée et professeur de faculté. Vous connaissez donc le système éducatif de l'intérieur. Il est à nouveau question d'une réforme, des études historiques au lycée, regroupant celles-ci avec l'instruction civique, la philosophie, l'histoire des religions et le droit. Qu'en pensez-vous ?

P. G. : Que du mal ! Tout le mal qu'on peut en penser !

Je suis évidemment pour mettre en rapport les connaissances entre elles. Encore faut-il en avoir !

L'histoire commence par des faits, une chronologie, car on ne peut pas bâtir sur rien. Sinon, on interprète des événements auprès de personnes qui ne les connaissent pas et c'est du bourrage de crâne. J'ai constaté après 1970 que mes étudiants ne connaissaient plus rien, plus aucun événement. Il fallait tout reprendre.

J'ai d'ailleurs fait partie d'une commission de réforme des études historiques en 1970, dont j'ai démissionné lorsque "l'histoire par thèmes" a été imposée à l'école primaire et au collège. Le résultat est là, c'est de la bouillie pour chats. Je constate d'ailleurs que depuis 1968, une poignée d'inspecteurs régionaux et nationaux décident des réformes et de leur application alors qu'ils ont une caractéristique essentielle : ils n'ont jamais enseigné ! La première réforme à faire est de les envoyer dans un LEP ou un CES de la banlieue parisienne avec 40 élèves dans la classe, dont un tiers ne lit pas couramment le français.

Après, on verra ce qu'ils pensent de l'histoire "thématique".

On est en train de former une génération de bavards et d'abrutis. On n'apprend plus les déclinaisons en allemand. Imaginez-vous en train de parler là-bas : "Moi manger pommes mûres pas trop" ! On n'apprend pas l'histoire, la civilisation. Qu'est-ce qu'un jeune connaît au-

jourd'hui de son environnement ? "C'est beau, c'est moche..." Il ne sait pas pourquoi il y a des maisons, des tours, des industries ou pas et même pourquoi le chemin en face de chez lui dessine un tournant alors que le terrain est plat. On peut me répondre que c'est inutile. Mais qui en décide pour lui ?

J'ai été formé par l'école laïque en Anjou par des instituteurs qui aimaient leur métier, nous ouvraient aux idées. On étudiait les philosophes en cours complémentaire. Mais auparavant, on avait appris à lire, écrire, compter.

**Propos recueillis
par Françoise Andréani**

Quelques livres de Pierre Goubert :
Familles marchandes sous l'Ancien Régime, 1959. *Beauvais et le Beauvaisis, 100 000 Français sous l'Ancien Régime*, thèse d'Etat, 1960. *1789 : Les Français ont la parole*, 1965, collection Archives. *Louis XIV et 20 millions de Français*, 1966, éditions Fayard. *Histoire économique et sociale de la France (1660-1789)*. En collaboration. PUF, 1970. *La Vie quotidienne des campagnes françaises au XVII^e siècle*, 1982, Hachette. *L'Ancien Régime* (avec Daniel Roche), Collin. *Initiation à l'histoire de France*, Taillandier, 1985. *Le siècle de Louis XIV*, LGF, 1998 ; *Les Français et l'Ancien Régime*, A. Colin, 2000 ; *Mazarin, Louis XIV et 20 millions de Français*, Fayard, 2005.

**Le manifeste
du Parti ouvrier
français
(1880)**

Au lendemain de l'écrasement de la Commune de Paris, en mai 1871, le mouvement ouvrier français, décapité et persécuté, entre dans période de torpeur dont il commence à sortir en 1878 sous l'impulsion de Jules Guesde et d'un petit groupe de militants rassemblés autour de lui.

Cette année-là, ces derniers tentent de convoquer à Paris un congrès international socialiste. Jules Guesde et 38 militants sont arrêtés et condamnés à des peines de prison pour action subversive.

Ils parviennent néanmoins à convoquer en octobre 1879 à Marseille un congrès de fondation d'un parti ouvrier, qui se fixe comme but premier l'appropriation collective des moyens de production.

Jules Guesde part peu après à Londres discuter avec Marx, Engels et, secondairement, avec le gendre de Marx, Lafargue, de l'élaboration d'un programme pour ce jeune parti. Ce programme, publié ci-après, est adopté par le congrès de Paris du Parti ouvrier en juillet 1880.

C'est sur la base de ce programme que se présentent aux élections législatives de l'année suivante plusieurs dizaines de candidats du Parti ouvrier, qui recueillent ensemble le total modique de 27 902 voix.

Néanmoins, cette même année, le Parti ouvrier conquiert la mairie de la ville ouvrière de Commentry, dans l'Allier. C'est le début d'un lent enracinement qui passera par la conquête de sièges de conseillers municipaux dans les villes ouvrières de Calais, Roubaix, Montluçon, Roanne, etc.

Le “Programme électoral des travailleurs socialistes” (élaboré à Londres par Marx, Guesde, Engels et Lafargue)

Considérant,

Que l'émancipation de la classe productive est celle de tous les êtres humains sans distinction de sexe ni de race ;

Que les producteurs ne sauraient être libres qu'autant qu'ils seront en possession des moyens de production (terres, usines, navires, banques, crédits, etc.) ;

Qu'il n'y a que deux formes sous lesquelles les moyens de production peuvent leur appartenir :

1° La forme individuelle, qui n'a jamais existé à l'état de fait général et qui est éliminée de plus en plus par le progrès industriel ;

2° La forme collective, dont les éléments matériels et intellectuels sont constitués par le développement même de la société capitaliste.

Considérant,

Que cette appropriation collective ne peut sortir que de l'action révolutionnaire de la classe productive — ou prolétariat — organisée en parti politique distinct ;

Qu'une pareille organisation doit être poursuivie par tous les moyens dont dispose le prolétariat, y compris le suffrage universel transformé ainsi d'instrument de duperie qu'il a été jusqu'ici en instrument d'émancipation.

Les travailleurs socialistes français, en donnant pour but à leurs efforts l'expropriation politique et économique de la classe capitaliste et le retour à la collectivité de tous les moyens de production, ont décidé, comme moyens d'organisation et de lutte, d'entrer dans les élections avec les revendications immédiates suivantes :

A. Partie politique

1° Abolition de toutes les lois sur la presse, les réunions et les associations, et surtout de la loi contre l'Association internationale des travailleurs. — Suppression du livret, cette mise en carte de la classe ouvrière, et de tous les articles du Code établissant l'infériorité de l'ouvrier vis-à-vis du patron et l'infériorité de la femme vis-à-vis de l'homme ;

2° Suppression du budget des cultes et retour à la nation “*des biens dits de mainmorte, meubles et immeubles, appartenant aux corporations religieuses*” (décret de la Commune du 2 avril 1871), y compris toutes les annexes industrielles et commerciales de ces corporations ;

3° Suppression de la dette publique ;

4° Abolition des armées permanentes et armement général du peuple ;

5° La Commune maîtresse de son administration et de sa police.

B. Partie économique

1° Repos d'un jour par semaine ou interdiction légale pour les employeurs de faire travailler plus de six jours sur sept. — Réduction légale de la journée de travail à huit heures pour les adultes. — Interdiction du travail des enfants dans les ateliers privés au-dessous de quatorze ans ; et de quatorze à dix-huit ans, réduction de la journée de travail à six heures ;

2° Surveillance protectrice des apprentis par les corporations ouvrières ;

3° Minimum légal des salaires, déterminé, chaque année, d'après le prix local des denrées, par une commission de statistique ouvrière ;

4° Interdiction légale aux patrons d'employer les ouvriers étrangers à un salaire inférieur à celui des ouvriers français ;

5° Egalité de salaire à travail égal pour les travailleurs des deux sexes ;

6° Instruction scientifique et professionnelle de tous les enfants mis, pour leur entretien, à la charge de la société, représentée par l'Etat et par la Commune ;

7° Mise à la charge de la société des vieillards et des invalides du travail ;

8° Suppression de toute immixtion des employeurs dans l'administration des caisses ouvrières de secours mutuels, de prévoyance, etc., restituées à la gestion exclusive des ouvriers ;

9° Responsabilité des patrons en matière d'accidents, garantie par un cautionnement versé par l'employeur dans les caisses ouvrières et proportionné au nombre des ouvriers employés et aux dangers que présente l'industrie ;

10° Intervention des ouvriers dans les règlements spéciaux des divers ateliers ; suppression du droit usurpé par les patrons de frapper d'une pénalité quelconque leurs ouvriers sous forme d'amendes ou de retenues sur les salaires (décret de la Commune du 27 avril 1871) ;

11° Annulation de tous les contrats ayant aliéné la propriété publique (banques, chemins de fer, mines, etc.), et l'exploitation de tous les ateliers de l'Etat confiée aux ouvriers qui y travaillent ;

12° Abolition de tous les impôts indirects et transformation de tous les impôts directs en un impôt progressif sur les revenus dépassant 3 000 F. — Suppression de l'héritage en ligne collatérale et de tout héritage en ligne directe dépassant 20 000 F.



Jules Guesde (1845-1922).

**Jean-Jacques
Marie :
Le 9 janvier 1905,
ou le tournant
du siècle**



“Un tremblement de terre révolutionnaire”

LE constat est unanime : du chef de l'Okhrana de Pétersbourg, le général Guerassimov, à Lénine, de Jaurès à l'empereur d'Allemagne, Guillaume II, du chef du gouvernement provisoire russe en 1917, Kerenski, à Soljenitsyne, de l'historien allemand des soviets, Oskar Anweiler, à l'hagiographe russe du tsar, Serge Oldenburg, tous s'accordent pour affirmer : le 9 janvier 1905, ou “Dimanche rouge”, ouvre une nouvelle époque dans l'histoire de la Russie.

Le soir même du massacre, Gorki écrit à sa femme : “*La révolution russe a débuté.*” Pour Oskar Anweiler, ce jour est “*un symbole très net de la fin de la vieille Russie.*” L'historien monarchiste russe Serge Oldenburg ajoute : « *Le neuf janvier a été un “tremblement de terre révolutionnaire”.* » Il a “*marqué le début de la révolution russe*”.

Le général Guerassimov écrit : “*Une nouvelle époque s'était ouverte dans l'histoire de la Russie.*” Soljenitsyne, étudiant la révolution de février 1917, qui, selon lui, a “*tragiquement changé non seulement les destinées de la Russie, mais tout le cours de l'histoire universelle*”, prétend : “*Le pouvoir a perdu la révolution de février avant même qu'elle ait commencé. Il faut voir là l'effet du traumatisme de 1905, de ce malencontreux 9 janvier.*”

“L'arrêt de mort du tsarisme”

Le Bureau socialiste international, qui coordonne l'activité de tous les Partis socialistes du monde, conclut une déclaration sur ce massacre par le pronostic : “*En ordonnant les massacres de Pétersbourg, Nicolas II a régi l'arrêt de mort du tsarisme.*” L'empereur d'Allemagne, Guillaume II, s'inquiète : “*La Russie paraît tourner aujourd'hui une page de son histoire.*” Le dirigeant menchevik Martov écrit : “*Depuis le 9 janvier, nous sommes entrés dans l'époque de la guerre civile, dans l'époque de la révolution.*” Lénine renchérit : “*La Russie n'est plus le 10 janvier ce qu'elle était le 8 janvier. Le premier jour de la révolution russe met face à face, avec une étonnante vigueur, l'ancienne et la nouvelle Russie.*” Jean Jaurès intitule l'éditorial de *L'Humanité* (23 janvier) consacré au “Dimanche rouge” “*La mort du tsarisme*” et souligne d'emblée : “*Du coup qu'il a porté aux ouvriers russes, le tsarisme s'est frappé lui-même mortellement.*” L'historien russe Nossatch affirme : “*La fusillade des ouvriers le 9 janvier fut pour la dynastie des Romanov le commencement de la fin.*” Pour l'historien de la révolution Fernand Grenard, “*cette journée ouvre la révolution russe*”

comme le 14 juillet 1789 ouvre la Révolution française”.

Le 9 janvier, l'armée du tsar, qui va de défaite en défaite face à l'armée japonaise à l'autre bout de l'empire, écrase dans le sang à Saint-Pétersbourg une manifestation, ou plus exactement une procession religieuse, dont les premiers rangs brandissent des portraits du tsar et de la tsarine, des icônes, des oriflammes sacrées, des croix.

Ses membres, revêtus de leurs habits du dimanche, tentent de se rendre au palais d'Hiver en chantant des cantiques et des hymnes à la gloire du tsar pour remettre une pétition au souverain qui se trouve à trente kilomètres de là...

Le choc est si brutal que certains Juifs de l'Empire voient même dans cette journée et les troubles qui la suivent l'annonce — déçue — de l'arrivée prochaine du Messie. Le père d'Israël, Joshua Singer rabbin, l'affirme à ses fidèles : le Messie sera là d'ici à la fin de cette année 5666 dans le calendrier judaïque : *“Il n'y avait aucun doute là-dessus. Les Juifs simples voulaient seulement savoir comment il viendrait, comment on irait en terre d'Israël, quand les morts se relèveraient de leurs tombeaux.”* Mais cette attente est déçue. *“Le dernier mois de l'année 5666 arriva (...). L'année 5666 approchait de plus en plus de sa fin, mais le messie n'était toujours pas venu (...). Les jours s'étiraient comme des éternités.”*

Et le dernier jour de l'année, *“les étoiles se montrèrent dans un ciel banal qui ressemblait à celui des soirs ordinaires”*.

Le Messie ne vint pas et la révolution fut écrasée. Momentanément.

L'emblème de la répression sanglante

Le “Dimanche rouge” devient emblématique de la répression sanglante d'un mouvement populaire. Ainsi, les Irlandais baptisent du même nom la répression déchaînée contre la grève des ouvriers de Dublin en 1913. La comparaison est poussée au point que Walter et Raymond Mac Lean donnent le même titre *The Road to Bloody Sunday* au livre que le premier consacre aux événements de Saint-Pétersbourg et le second à ceux de Dublin.

Or cette journée dramatique découle d'une double initiative prise par le régime tsariste dans le souci de surmonter ses difficultés intérieures en se lançant à la fois dans une aventure extérieure (une guerre jugée facile avec le Japon) et dans une manœuvre de politique intérieure : la tentative de créer un mouvement ouvrier officiel chapeauté par le pouvoir et dirigé par ses hommes de confiance. Cette dernière entreprise est liée à deux personnages au destin également tragique : le policier Zoubatov, qui disparaît de la scène dès le mois d'août 1903 avant de se suicider au lendemain de l'abdication du tsar, en mars 1917, et le pope Gapone, qui, après avoir échappé à la mort par miracle le 9 janvier, puis connu une éphémère gloire mondiale, finit pendu dans une villa des alentours de Saint-Pétersbourg le 28 mars 1906 sur ordre d'un de ses compagnons de la manifestation et dénoncé sans preuves par ses assassins comme un agent de l'Okhrana, la police politique tsariste.

Jean-Jacques Marie ⁽¹⁾

(1) L'auteur vient de publier chez Larousse un ouvrage sur le “Dimanche rouge”.

Louis Couturier :
Il y a cent ans,
l'affaire
de Vigneux-Draveil-
Villeneuve-Saint-Georges
(2 mai-4 août 1908)
Une page
de l'histoire de la CGT
a été tournée

Le 2 mai 1908, les carriers de Draveil — dont les salaires ne cessent de baisser depuis l'année précédente et sont tombés à 50 centimes l'heure — se mettent en grève. Leur mouvement s'étend en quelques jours aux carriers de Villeneuve-Saint-Georges et de Villeneuve-le-Roi. Le syndicat des carriers de la Seine-et-Oise réclame 70 centimes l'heure, la suppression du travail à la tâche, la journée de travail de 10 heures, le repos hebdomadaire (garanti théoriquement par une loi de 1906 souvent violée) pour tous les carriers, contraints souvent de travailler sept jours sur sept. Les patrons ne veulent pas discuter avec le syndicat, dont ils refusent de reconnaître l'existence ; ils rejettent toute idée d'une convention collective au profit d'accords de gré à gré, entreprise par entreprise, alors qu'eux-mêmes se sont constitués en un syndicat patronal qui a établi une véritable charte patronale de surexploitation et de baisse des salaires à imposer aux ouvriers licenciés du jour au lendemain. La grève vise autant à obtenir la reconnaissance du syndicat ouvrier et de la signature par lui d'une convention collective que l'augmentation même des salaires.

Ce mouvement va déboucher sur une véritable guerre engagée par le gouvernement Clemenceau, guerre qui débouche sur le meurtre de deux grévistes par les gendarmes à Vigneux, le 2 juin, puis sur le massacre par les dragons de grévistes qui manifestent dans les rues de Villeneuve-Saint-Georges (quatre ouvriers tués, plus de 150 blessés soignés et recensés dans les hôpitaux, dont le secrétaire de la fédération des cuirs et peaux, Dret, qui doit être amputé d'un bras), et enfin sur l'arrestation et l'emprisonnement par Clemenceau de presque tout le comité confédéral de la CGT, le 1^{er} août.

Le 6 août, le préfet de la Seine expulse de la Bourse du travail l'Union des syndicats de la Seine. Clemenceau veut faire éclater la CGT, mais le congrès de la CGT tenu à Marseille du 5 au 10 octobre, en l'absence des membres du bureau confédéral emprisonnés — libérés peu après tant leur dossier était vide — approuvera à une très large majorité la politique d'indépendance menée par le comité confédéral de la CGT à l'égard du gouvernement radical de Clemenceau, conformément aux principes définis lors du Congrès d'Amiens de 1906.

C'est à cette page de l'histoire de la CGT qu'est consacré l'article ci-après de Louis Couturier, qui inclut quelques pages consacrées par le romancier "prolétarien" Henry Poulaille à ces événements.

“Après les massacres de Narbonne, de Raon-l’Etape, le gouvernement assassine à Vigneux”

DANS la nuit du 2 au 3 juin 1908, la CGT faisait placarder sur les murs de Paris une affiche : “Gouvernement d’assassins”, titre qu’elle avait utilisé un an plus tôt pour stigmatiser la répression de la manifestation des vignerons (un mort) à Montpellier, le 21 juin 1907, titre qu’elle utilisera à nouveau après les émeutes du 30 juillet.

“Confédération générale du travail.

Gouvernement d’assassins !

Après les massacres de Narbonne, de Raon-l’Etape, le gouvernement assassine à Vigneux.

Depuis un mois, les ouvriers de sablières de Seine-et-Oise sont en grève. Au cours de ce conflit, les autorités ont eu une attitude provocatrice, conséquence des excitations ministérielles. On ne saurait trop rappeler, en effet, que ces dernières années, chaque fois que les agents du pouvoir ont commis un crime contre la classe ouvrière, ils ont recueilli faveurs, décorations, avancements. Aussi est-il compréhensible qu’au moindre conflit les autorités redoublent de zèle provocateur.

Pour suivre l’exemple donné — et mériter à leur tour les faveurs de Clemenceau —, sous-préfet et gendarmes de l’arrondissement de Corbeil ont cherché

une journée. Cette journée, ils l’ont eue mardi.

Vers les 3 heures de l’après-midi, une quinzaine de gendarmes, après avoir eu soin, à une distance que les témoins évaluent à 200 mètres, de charger leurs revolvers et carabines, se présentèrent devant l’établissement où siège le comité de grève. Sous prétexte d’arrêter, sans mandat, un gréviste qu’ils supposaient réfugié dans la salle de réunion, ils tentèrent de pénétrer de force.

Les grévistes s’opposèrent à l’invasion de ces brutes. Etant chez eux, dans un domicile privé, en réunion privée, ils n’avaient pas à obtempérer aux injonctions des gendarmes.

Cependant, les pandores, rendus fous de rage par l’attitude défensive des grévistes — obéissant sans doute à un mot d’ordre —, se divisèrent en deux groupes ; l’un qui restera posté face à la porte d’entrée ; l’autre qui alla se mettre devant les croisées de la salle de réunion.

Et la fusillade commença !

Tandis que la première bande fusillait les grévistes par la porte, la deuxième bande les mitraillait à l’intérieur, au travers des fenêtres.

Les assassins tirèrent jusqu’à épuisement des munitions !

Les grévistes, qui étaient complètement démunis d'armes — aucun n'ayant le moindre revolver dans sa poche —, ne purent que très inefficacement se défendre.

*Et pourtant, qui donc eut pu les critiquer s'ils avaient répondu du tac au tac à la fusillade ? Ils avaient, **légalement**, le droit de repousser les assaillants par la force.*

Qui donc leur eut fait un crime de s'être défendus ?

Qui donc leur eut reproché d'avoir répondu à coups de revolvers aux carabines et aux revolvers des gendarmes ?

Ils ne le firent pas ! Ils n'avaient pas d'armes ! Et puis, il faut le dire, il y a chez eux encore la foi en le mensonge démocratique. Ne leur avait-on pas toujours dit, à ces travailleurs nouvellement venus à la vie syndicale, que la République est un régime de liberté ? Que, sous ce régime, les ouvriers ont le droit de grève, de réunion, de discussion ?

Et voici que, brutalement, sans sommations, les balles des gendarmes noient leurs illusions dans leur propre sang !

A qui incombent les responsabilités de ce nouveau crime ?

Nous l'avons dit : au gouvernement — au trio Clemenceau-Briand-Viviani.

Clemenceau-le-Tueur osera prétendre que les ouvriers ont provoqué. Il suffit de voir où sont les victimes pour constater que ce criminel joint à la scélératesse l'impudence du mensonge !

Travailleurs !

En présence de ce massacre, la classe ouvrière se doit de manifester son indignation contre le gouvernement et d'affirmer sa solidarité avec les victimes.

De leur côté, les syndicats doivent organiser une agitation protestataire, sous forme de réunions, de manifestations, etc.

Ils doivent, par un redoublement de propagande et d'action, répondre à la folie sanguinaire du pouvoir."

Le comité confédéral

A Raon-l'Étape, le 28 juillet 1907, la troupe a heurté les grévistes, les chaousonniers de l'usine Amos (Vosges) : 2 morts et 30 blessés. La CGT publie "Encore du sang !".

C'est dans ce contexte que survient au printemps 1908 la grève dans les sablières de la Seine.

La CGT, qui s'est heurtée à la "folie réacteuse" de Clemenceau, chef du gouvernement, a fait l'objet de poursuites à cause de l'affiche de juin 1907 ; elle n'hésite pas à le braver à nouveau.

"Le vil sable extrait par toi était poudre d'or pour d'autres"

En novembre 1907, les ouvriers des sablières, confrontés au syndicat des sablières de la Seine, demandent que les salaires horaires soient portés à 50 centimes. C'est accordé.

Le 23 novembre 1907, *Le Réveil social*, journal socialiste local, écrit :

"Jamais, camarade terrassier, tu ne pouvais te figurer que le vil sable extrait par toi était poudre d'or pour d'autres. Pourquoi donc ton salaire, qui n'était en 1903 que 4,40 F par jour, n'est-il pas aujourd'hui augmenté de 15 % ?"

Les entrepreneurs de Draveil ont vu leur chiffre d'affaires passer de 201 999,65 F en 1903 à 774 140,30 en 1906 et leurs bénéfices nets de 58 312,15 à 144 564,55 F.

En janvier 1908, se crée un syndicat des carriers-puisatiers-mineurs de Chevreuse, qui, désormais, compte une grosse section à Draveil. Ce syndicat fut rattaché à la fédération des carriers-chaufourniers, fédération qui fusionnera avec la fédération du bâtiment en août 1908.

La situation est très tendue au début de l'année 1908 : lock-out des entrepreneurs en maçonnerie, menace de lock-out dans les entreprises de terrassement, agitation dans les sablières le long de la Seine.

Le 2 mai 1908, la grève éclate aux chantiers Lavollay et gagne l'ensemble

des fouilles de Draveil, Villeneuve-Saint-Georges, Villeneuve-le Roi. L'extracteur de sable s'arrête. Des débardeurs de sable et de cailloux des quais de la Seine se mettent en grève, suivis des chantiers du métro Nord-Sud.

Les syndicats des carriers de Seine-et-Oise demandent :

— 70 centimes de l'heure au lieu de 50 ;

— suppression du travail à la tâche ;

— journée de 10 heures ;

— 1,50 F pour les heures supplémentaires ;

— 1 F pour les heures de nuit ;

— repos hebdomadaire pour tous ;

— 95 centimes de l'heure pour le travail dans l'eau.

Le 18 mai, 26 maisons sont touchées par la grève. Elles se regroupent en syndicat patronal de "patrons de choc" — opposé à toute discussion avec le syndicat — et prennent la tête de la jeune société des Carrières de la Seine.

Chaque maison se déclare prête à discuter avec ses propres ouvriers, mais pas avec le syndicat.

Le 21 mai, la grève se durcit. A la question des salaires s'ajoute celle de la reconnaissance du syndicat par les patrons.

Les grévistes tiennent leur permanence à Vigneux-sur-Seine, localité proche de Draveil, salle Ranque.

Jusqu'au 2 juin, la grève s'est déroulée dans le plus grand calme.

Le 2 juin 1908, elle devient "*la grève sanglante*".

Le mardi 2 juin, la fusillade salle Ranque fait 2 morts, deux grévistes — Le Fol et Emile-Louis Giobellina (17 ans) —, et 10 blessés.

"*Les gendarmes perdirent la tête*", titre *Le Petit Parisien*.

Pour la CGT, l'affaire est claire : l'affiche "*Gouvernement d'assassins*" donne le ton. "*Encore un crime clémenciste*." "*Un massacre prémédité*", titre *La Voix du peuple*. Même ton dans *L'Humanité*, dans les articles de Maurice Allard et de Jean Jaurès.

Il faut souligner qu'à Vigneux, les grévistes ne manifestaient pas et que, pour la première fois, le gouvernement prend la place du patronat comme adversaire de la CGT.

Mardi 2 juin 1908- jeudi 30 juillet 1908

Ce qu'un terrassier aurait pu raconter

A Paris, on parlait de la grève de Vigneux comme ça ; des grèves, il y en a tant dans la terrasse que c'était une de plus, un point c'est tout ; quand est arrivé le coup de la salle Ranque. Ils étaient avec leurs femmes, quelques-uns avec leurs gosses dans le bistro, et voilà que sous prétexte de chercher un gars qu'ils voulaient arrêter, des cognes s'annoncent dans la salle. "*Il est là, le loustic*", dit un gendarme ; et ils veulent à tout prix entrer. C'est un copain qui travaille à Vigneux qui y était, à la salle Ranque, qui me l'a raconté. "*Vous n'avez pas le droit d'entrer ! C'est une réunion privée du comité de grève. On est chez nous.*" Les gendarmes s'énervent, leur chef entre, et ils suivent. Alors, ça ne va plus, ça gueule là-dedans. On se bouscule. On veut repousser les cognes. Mais i'z'ont leur rigolo en main, et un pétard en main, c'est déjà presque un coup de feu qui part, c'est automatique comme qui dirait, et comme j'te disais, ça pète tout d'un coup de plusieurs endroits, et des gars mouchés tombent. Un mort déjà, et puis en v'là un au't... Dix-sept ans, il avait (l'ouvrier Le Fol, enterré le 4 juin à Villeneuve-le-Roi — 2 000 manifestants venus de Paris — et le jeune Giobellina, 17 ans, enterré le 5 juin à Villeneuve-Saint-Georges). Alors, ça a été la fuite, ils étaient fins fous les cognes, i'z'auraient tout tué ! Plus de vingt avaient été blessés, et on en emporta dix à l'hôpital. Ça nous a réveillés.

Ce qu'on venait de faire à Vigneux, on nous le ferait à nous à la première occasion ! Alors, il fallait se montrer, parce

qu'au fond, les interpellations, les engueulades de Willm, Sembat, Jaurès, Allemane à Clemenceau, ça ne rendait pas la vie aux gars enterrés. (*Willm Albert : député socialiste depuis 1906, avocat de la CGT, a interpellé Clemenceau au Parlement le 11 juin 1908 ; Sembat : député socialiste ; Jaurès : fondateur de L'Humanité ; Allemane : député socialiste ; Clemenceau : président du Conseil ; "Le ministre qui ne peut vivre sans cadavres", selon M. Allard, dans L'Humanité du 4 juin 1908 ; le gouvernement Clemenceau comprend Viviani, Barthou, le général Picquart, Briand est Garde des Sceaux — NDR.*)

C'était le moment ou jamais de se tenir les coudes ! On se disait : "On est prêts !" On était prêts à une grève générale en cas de besoin. Enfin, le mois passe. Ça restait stationnaire. Pourtant, la troupe était là. Pourquoi y avait-il tant de dragons là-bas, qu'ils se demandaient les gars. Pourquoi, on l'a su trop tard ! Ça n'était pas que pour le décor ! On arrêtait Ricordeau (*délégué du bâtiment — "l'âme de la grève", selon un rapport de police, on l'a accusé comme Métivier d'être un provocateur*), après une réunion où le commissaire s'était fait sortir. "A la porte ! A bas les assassins !", qu'on criait. La mère de Le Fol était là, elle avait appelé le commissaire assassin. Et après Ricordeau, on arrêtait Métivier (*secrétaire du syndicat des biscuitiers-pain d'épice, membre du comité confédéral de la CGT — agent de Clemenceau — NDR.*)

— Tu connais Métivier, toi, Magneux ?

— Non.

— Non... Il était là depuis le début, et tous les grévistes le connaissaient, car il se dépensait comme un diable, même que, Morera, mon copain, me disait : "Ça, c'est un homme, il vous électrise, ce p'tit !" Et on l'arrêtait. On profite qu'il est tout seul. Les dragons l'emmènent. Alors, quand ils ont su ça, ça les a tous retournés, et ça a chahuté tout de suite. Je venais justement de causer de Métivier avec Monatte. Tu connais Monatte ? Oui, c'est un pays à moi, et ce qu'il dit c'est toujours "pesé".

— Oui, dit Magneux.

— I'm'a dit... I'm'a dit...

— Il t'a dit quoi ? fit Magneux, qui ne comprenait pas l'espèce de bafouillage où sombrait soudain son ami.

— C'est, dit Callade, que je ne sais comment dire depuis que Métivier a été arrêté, ça me trotte dans le ciboulot ! Il disait : "Un drôle de garçon." Personne à la CGT n'a confiance en lui. Trop de gueule et trop casseur. Ce n'est peut-être qu'un vaniteux ! Et comme je lui disais que là-bas ils l'aimaient tous, pourvu que ça ne lui fasse pas faire de bêtises, me disait Monatte. Et voilà le gars arrêté, avec Ricordeau arrêté aussi. C'est de nouveau la bagarre, une bagarre comme qui dirait réglée d'avance, Magneux ! Et c'est de là que je remâche les mots de Monatte, parce que l'arrestation déclenchait la grève générale envisagée par la CGT, au meeting du manège Saint-Paul, le 6 juin 1908. Mon vieux, je remâche les mots de "casseur... vaniteux", surtout depuis mon coup de sabre. Ça te paraît drôle ?

— Et voilà donc que, jeudi 30 juillet, on se trouvait à Vigneux, drapeau rouge en tête, nous autres de la terrasse. On était les plus nombreux avec les maçons. Il y avait déjà un monde fou. On était venu de partout en train, en tram. Ce vieux fou d'Achille Le Roy était là avec ses bouquins et d'autres marchands de paperasses. Il faisait beau. Ah ! nom de Dieu ! Beau et chaud ! Mais on était fiers d'être nombreux, plus de dix mille, mon vieux ! Et on commence les discours, plutôt on allait commencer, voilà que les dragons arrivent de Villeneuve-Saint-Georges. On barre la route, ils passent par les champs vers les Sablières, tu connais pas ? Enfin, ils vont vers le fond du patelin... Tout d'un coup, un pétard pète. Y en a des histoires de pétard dans c'te grève ! Ça, c'est drôle aussi...

"Attention ! Pas de provocation !" crie Aulagnier (*secrétaire de l'Union des syndicats de la Seine — réfugié à Montrouge, il a échappé aux arrestations du 1^{er} août*). On répète : "Attention aux provocations ! Il y a des agents provocateurs parmi nous !" Et du côté des orateurs, il y a du remous. C'est un gars qui,

en gueulant, s'est jeté sur Aulagnier. Des copains s'interposent. Le calme revient. "*C'est une manifestation de solidarité*", rappelle un orateur. Mais les griffons sont toujours là sur leurs canassons ! C'est toujours mauvais signe, les soldats dans les manifestations ! Surtout à cheval ! Pas bien loin de moi, il y avait un gars qui discutait avec quelques militants : Griffuelhes (*secrétaire de la CGT arrêté le 1^{er} août 1908 libéré le 21 octobre, opposé à l'action directe blanquiste*) et Monatte (*un des dirigeants les plus influents de la CGT*), qu'il disait, étaient contre cette manifestation, rapport à Ricordeau qui avait été condamné pour vol... Ils voulaient la faire à Paris. On pourrait rappeler les condamnations de Ricordeau, objectait Griffuelhes ; des blagues, quoi ! disait le gars. Griffuelhes est trop puritain, il ne comprend pas le débrouillage et aurait le pardon difficile ! "*Le vol est la reprise*", a dit Proudhon pourtant ! Pouget (*libertaire anarcho-syndicaliste — secrétaire de la CGT, secrétaire de La Voix du peuple*) en tout cas a eu raison de combattre l'opinion de Griffuelhes. Au fond, ça a permis une belle balade et on verra demain la gueule des bourgeois devant leur journal ! C'est une grande journée pour le prolétariat.

— C'est surtout que Griffuelhes avait peur à cause des couillons qui ont fait les zouaves après les obsèques de Le Fol, disait un autre. Ils ont foutu des outils à l'eau, rançonné des passants, et comme Clemenceau a si bien su tirer parti de ça ! Je les comprends, moi, ces histoires-là font du mal dans les grèves...

— Pourtant, reprenait le premier, tu vois par toi-même, ils se forgeaient des idées. "*A Paris, disait Griffuelhes, si nous avons moins de chance de faire impression et à craindre d'avoir plus de police sur le dos, au moins serons-nous sûrs de ne rien faire que ce que nous aurons prévu d'avance.*"

— Ça a été calme, contrairement à ce qu'il pensait, on aurait eu tort de ne pas venir. On va bientôt partir.

— Il faisait si beau, nom de Dieu, que je pensais comme eux, quand, tout à coup, des cris arrivent et ça bougeait là-bas. Les chevaux venaient sur nous. Ah !

les salauds ! Ils chargeaient ! On cavale de tous côtés. On se dirigeait donc en vitesse vers la gare de Villeneuve, on grimpait sur le talus de la Grande Ceinture qu'est là... Mais ils étaient sur nous et ils y allaient de bon cœur ! Ils nous délogeaient de la voie de chemin de fer, et brutalement, je t'assure. "*Vive le 17^e*" (*le 17^e régiment d'infanterie s'est mutiné à Agde*) qu'on criait. A bas les assassins ! Enfin, on tombe en paquets à Villeneuve, où on se battait. La gare était gardée, plus moyen de partir ! Après ça, je ne sais plus bien ce qui s'est passé, on était abrutis de rancœur et de chaleur. Je venais d'apercevoir Monatte et j'allais vers lui. Il était à côté de Dret (*secrétaire de la fédération des cuirs et peaux*). Il y eut des cris, des coups de feu, des pierres lancées contre la troupe... et voilà Dret qui tombe à côté de Monatte. Et un autre. Et d'autres encore. Ah ! les salauds ! Le 29^e dragons a bien mérité de la patrie ce jour-là. Je m'en rappellerai toujours de leur numéro. J'ai vu Dret s'affaisser et l'autre copain. Et c'est un peu après que j'ai reçu le coup de sabre d'un de ces enfants de salauds du "29". Le sabre a glissé, sans ça, i m'estropiait pour la vie, le ganache ! Ça me brûlait, je sentais que ça se collait, j'osais pas remuer le bras. Un copain m'entraîne chez une bonne femme. Là, j'ai dégueulé d'abord et bu un ou deux petits verres pour me remettre. J'étais dans un fauteuil où j'ai roupillé jusqu'au lendemain, saoulé de rage et de fatigue. Ma bourgeoise s'est fait un mauvais sang, car j'étais bien entendu venu après le petit Parisien chez nous, et l'on parlait des blessés en ne donnant que quelques noms. Maintenant, quand j'essaie de comprendre ce qui s'est passé là-bas, je ne peux pas voir clairement les choses. Je revois Aulagnier parlant de provocateurs à propos du coup de feu tiré, le type qui veut se jeter sur lui et qu'on écarte, et si je rapproche ces choses-là, des craintes de Griffuelhes que rapportait le copain devant moi, et ce que me disait Monatte de Métivier, ça me trouble.

— Mais, observa Magneux, Griffuelhes parlait de Ricordeau et ne le dénonçait pas comme un mouchard... Il ne parlait pas de Métivier. Il craignait avec

raison qu'on fit état contre la grève des condamnations pour vol d'un de ses meneurs. Il ne faut pas voir des mouchards partout, ajoutait Magneux.

— Bien sûr ! fit pensivement le terrassier, bien sûr !

— Oui, je sais ce que tu veux dire, reprit Magneux, on a bouclé Griffuelhes, Pouget, Marie (*un des secrétaires nationaux de la CGT*), Dret et Maucolin (*syndicat CGT des terrassiers adjoint*) dès le 3, et si Monatte put échapper aux argousins, c'est qu'un copain de bon conseil l'avait emmené dormir chez lui. De même pour Le Dû (*secrétaire des terrassiers*)... Ça laisserait croire que c'était bien combiné. Oui.

(Henry Poulaille,
Les Damnés de la terre, 1906-1910,
Grasset, 1935)

Vers la grève générale ?

Le 6 juin, grand meeting au manège Saint-Paul, à Paris.

Griffuelhes et Monatte étaient partisans de répondre par une grève générale de 24 heures, qu'il fallait préparer.

La fédération du bâtiment espère que Clemenceau va désavouer les gendarmes au cours du débat parlementaire du 11 juin. Clemenceau n'en fait rien.

Pas de grève générale.

Le 13 juin, les patrons refusent tout contrat collectif, donc toute reconnaissance du syndicat, et concèdent 6 centimes.

Le 19 juin, la maison Pers reconnaît le syndicat, accorde 10 centimes, la journée de travail de 10 heures, le repos hebdomadaire, double salaire pour les heures de nuit. Le travail reprend chez Pers.

La situation reste tendue. On reparle de grève générale. Le secteur du Livre de Paris, qui jusqu'ici a toujours repoussé la grève générale, se déclare prêt à suivre une grève générale. 27 juillet 1908 : à l'issue d'un meeting tenu à Vigneux, des incidents avec les gendarmes entraînent l'arrestation de Ricordeau — très populaire parmi les grévistes — et de Métivier, secrétaire du syndicat des biscuitiers.

La fédération du bâtiment décide : grève à partir du mercredi 29 au vendredi 31 et manifestation le jeudi 30 juillet à 2 heures de l'après-midi à Draveil-Vigneux.

Pour Griffuelhes, c'est une "grève générale corporative" décidée par les corporations du bâtiment. Le 30, 4 000 à 5 000 ouvriers parisiens du bâtiment (2 200 selon la Compagnie des chemins de fer) et dirigeants de la CGT — dont Griffuelhes — prennent le train pour Draveil.

Le 30 juillet 1908, *L'Action quotidienne* d'Henry Bérenger titre : "Collisions sanglantes — Trois morts — Vingt blessés." Les grévistes élèvent des barricades et tirent sur la troupe. Les soldats ripostent et chargent dans les rues de Villeneuve-Saint-Georges.

Au total, 4 morts : Alijoux, 37 ans, de Corbeil ; Edouard Leblond, 20 ans, maçon, syndicaliste (monument funéraire au cimetière de Palaiseau) ; Paul Louvet, charbonnier ; Marchand (typographe).

De nombreux ouvriers blessés — parmi eux, Dret, des cuirs et peaux —, ainsi que 69 officiers et soldats.

Lourd bilan qui s'ajoute à celui du 2 juin.

Huit dirigeants principaux de la CGT sont arrêtés. Griffuelhes, Pouget, Marie, Maucolin, Yvetot (secrétaire de la fédération des Bourses du travail) et Brisquet sont incarcérés à Corbeil.

Restent en place Merrheim, secrétaire de la fédération de la métallurgie, et Lévy, le trésorier de la CGT. Aulagnier se cache et Monatte s'est enfui en Suisse. Trois secrétaires de la fédération du bâtiment se sont réfugiés à Bruxelles.

Le 3 août, l'appel à un mouvement de grève générale interprofessionnelle est un échec à peu près total, à part les grands chantiers.

Le 4 août, le comité de grève accepte la proposition de la Compagnie des sabblières :

— 55 centimes de l'heure et 10 centimes de plus-value par mètre cube de sable enlevé ;

— repos hebdomadaire garanti ;

— journée de 10 heures.

Pas de contrat collectif.

Le syndicat n'est pas reconnu.

Il faut attendre le 21 octobre 1908 pour que les dirigeants emprisonnés soient libérés.

L'affaire de Vigneux-Draveil-Villeneuve-Saint-Georges est une page importante de l'histoire du mouvement ouvrier

Les dirigeants de la CGT ont conscience que le mouvement ouvrier a subi un échec — faute de préparation du mouvement.

Pour la première fois, un membre du Parti socialiste — Luquet —, en remplacement de Griffuelhes arrêté, entre au bureau de la CGT — ce qui est un tournant pour une CGT fraîchement sortie du Congrès d'Amiens.

La fédération des mineurs (60 000) entre à la CGT quelques jours après la bataille de Villeneuve-Saint-Georges, ce qui renforce le courant réformiste.

La reconnaissance du syndicat n'est pas retenue.

Jaurès, à chaud, dans *L'Humanité*, considère que les événements ont révélé la force de la CGT — l'arrestation de son état-major ne l'a pas arrêté — et sa faiblesse — l'écart entre ses buts et les moyens dont elle dispose.

Pour mener ainsi contre le capitalisme une lutte déclarée systématique et à fond, il faut une grande force d'organisation. Il faut que les syndicats puissants, nombreux, largement recrutés, servent de base à l'action commune.

On peut conclure en disant qu'indiscutablement, une page de l'histoire de la CGT a été tournée à Villeneuve-Saint-Georges.

Victor Griffuelhes démissionne le 2 février 1909.

Du côté gouvernemental, Clemenceau ayant échoué (les arrestations n'ont pas disloqué la CGT), Viviani et Briand vont s'efforcer de faciliter l'intégration du syndicalisme à la société comme le souhaitaient Waldeck-Rousseau et Millerand, d'un syndicalisme qui organise 957 000 syndiqués en 1908.

Louis Couturier

Confédération Générale du Travail

GOUVERNEMENT d'Assassins!



Après les massacres de Narbonne, de Raon-PEtapa, le Gouvernement assassine à Vigneux.

Depuis un mois, les ouvriers des sablières de Seine-et-Oise sont en grève. Autours de ce conflit les autorités ont eu une attitude provocatrice, conséquence des excitations ministérielles. On ne saurait trop rappeler, en effet, que ces dernières années, chaque fois que les agents du Pouvoir ont commis un crime contre la Classe Ouvrière, ils ont recueilli faveurs, décorations, avancements... Aussi est-il compréhensible qu'un moindre conflit les autorités redoublent de zèle provocateur.

Pour suivre l'exemple donné — et mériter à leur tour les faveurs de CLEMENCEAU — sous-préfet et gendarmes de l'arrondissement de Corbeil ont cherché **une Journée**.

Cette JOURNÉE, ils l'ont eue mardi.

Vers les 3 heures de l'après-midi, une quinzaine de gendarmes, après avoir eu soin, à une distance que les témoins évaluent à 200 mètres, de charger leurs revolvers et carabines, se présentèrent devant l'établissement où siège le Comité de grève. Sous le prétexte d'arrêter, sans mandat, un gréviste qu'ils supposaient réfugié dans la salle de réunion, ils tentèrent de pénétrer de force.

Les grévistes s'opposèrent à l'invasion de ces brutes. Etant chez eux, dans un domicile privé, en réunion privée, ils n'avaient pas à obtempérer aux injonctions des gendarmes.

Cependant, les pandores rendus fous de rage par l'attitude défensive des grévistes, — obéissant sans doute à un mot d'ordre, — se divisèrent en deux groupes: l'un qui resta posté face à la porte d'entrée; l'autre qui alla se mettre devant les croisés de la salle de réunion.

Et la fusillade commença!

Tandis que la première bande fusillait les gré-

vistes par la porte, la deuxième bande les mitraillait à l'intérieur, au travers des fenêtres.

Les assassins tirèrent jusqu'à épuisement de leurs munitions!

Les grévistes, qui étaient complètement démunis d'armes, — aucun n'ayant le moindre revolver dans sa poche, — ne purent que très faiblement se défendre.

Et pourtant, qui donc eut pu les critiquer, s'ils avaient répondu du tac au tac à la fusillade? Ils avaient, **légalement**, le droit de repousser les assaillants par la force.

Qui donc leur eut fait un crime de s'être défendus?

Qui donc leur eut reproché d'avoir répondu à coups de revolvers aux carabines et aux revolvers des gendarmes?

Ils ne le firent pas! Ils n'avaient pas d'armes... Et puis, il faut le dire, il y a chez eux encore la folie du mensonge démocratique. Ne leur avait-on pas toujours dit, à ces travailleurs nouvellement venus à la vie syndicale, que la République est un régime de liberté? Que, sous ce régime, les ouvriers ont le droit de grève, de réunion, de discussion?

Et voilà que, brutalement, sans sommations, les balles des gendarmes violent leurs illusions dans leur propre sang!

A qui incombent les responsabilités de ce nouveau crime?

Nous l'avons dit: au Gouvernement, — au trio CLEMENCEAU-BRIAND-VIVIANI.

Clemenceau-le-Tueur osera prétendre que les ouvriers ont provoqué. Il suffit de voir où sont les victimes pour constater que ce criminel joint à la scélératesse l'impudence du mensonge.

Travailleurs!

En présence de ce massacre, la Classe Ouvrière se doit de manifester son indignation contre le Gouvernement et d'affirmer sa solidarité avec les victimes.

De leur côté, les Syndicats doivent organiser une agitation protestataire, sous forme de réunions, de manifestations, etc. Ils doivent, par un redoublement de propagande et d'action, répondre à la folie sanguinaire du Pouvoir.

LE COMITÉ CONFÉDÉRAL.

PLACEMENT GRATUIT aux Sièges des Syndicats adhérents

Loïc Le Bars :
Le syndicalisme
enseignant du primaire
et la grève :
une difficile
appropriation
(1905-1934)

La longue marche vers la grève

Présentation

Dans un premier temps, de 1905 à la Première Guerre mondiale, la petite phalange des pionniers du syndicalisme dans l'enseignement primaire, profondément influencée par le syndicalisme révolutionnaire, n'envisage pas de recourir à la grève pour défendre des revendications corporatives. Et leur responsabilité d'éducateurs des "enfants du peuple" semble incompatible avec leur participation à la "grève générale", dont ils se déclarent pourtant partisans.

Mais, après la guerre, les instituteurs commencent à reconsidérer la question. L'exemple d'autres catégories de salariés de l'Etat, la dégradation de leur conditions de vie et le sentiment d'être devenus des fonctionnaires presque comme les autres, la syndicalisation des amicales et la création du Syndicat national des instituteurs : autant de facteurs qui permettent de comprendre pourquoi le principe de leur participation éventuelle à une action de grève soit adopté dès 1919 par la Fédération des syndicats des membres de l'enseignement laïque, issue de l'élargissement des anciens syndicats d'instituteurs à tous les enseignants et plus communément appelée, après 1922, Fédération unitaire de l'enseignement. Mais sa mise en pratique va se révéler beaucoup plus difficile que prévu !



La première grève dans l'enseignement primaire en France ne se produit qu'en février 1933, alors que les premiers syndicats d'instituteurs apparaissent au début du XX^e siècle et qu'ils se regroupent en fédération nationale dès 1905. Comment expliquer cette contradiction entre la précocité de ce syndicalisme, sans équivalent dans la fonction publique à l'exception des PTT, et la difficulté avec laquelle la grève s'est imposée dans l'enseignement primaire ? Pourquoi les pionniers du syndicalisme enseignant ont-ils, dans un premier temps, unanimement considéré qu'il leur était impossible de recourir à cette forme de lutte ? Cela peut sembler d'autant plus paradoxal que leurs syndicats se veulent, dès leur fondation, partie prenante du mouvement ouvrier et que leur adhésion à la CGT, un moment retardée par la répression gouvernementale, est effective en 1909. Il est permis en effet de penser que *"la plus ou moins grande proximité avec le mouvement ouvrier (...) semblerait prédisposer à l'action gréviste"* (Robert, Tyssens, 2004). Mais, dans le cas de la France, cette proximité n'a-t-elle pas paradoxalement rendu plus difficile l'appropriation de la grève par le syndicalisme enseignant ? Il nous faudra en

particulier revenir sur l'idéologie syndicaliste révolutionnaire de la CGT d'avant 1914 et de la perspective de la "grève générale", qui en constitue l'élément central. C'est essentiellement par rapport à cette dernière, et plus généralement par analogie avec les conflits mettant aux prises patrons et ouvriers, que les instituteurs syndicalistes se sont positionnés. Leur position n'a pu évoluer qu'à partir du moment où le mouvement syndical dans son ensemble a abandonné plus ou moins explicitement une orientation reposant principalement sur la préparation de la grève générale en tant que prélude à la révolution sociale. D'autre part, il ne faut pas oublier que les syndicats ne regroupent, jusqu'en 1914, qu'une petite minorité du personnel de l'enseignement primaire et que cette "avant-garde" doit tenir compte de la "masse" de la profession organisée dans les amicales. De même après la Première Guerre mondiale, quand les amicales se syndicalisent, l'enseignement est le seul secteur où la division syndicale fait rage avant même que ne se produise la scission de 1921. Il faut donc, pour qu'une action collective devienne possible dans l'enseignement primaire, qu'une organisation, en l'occurrence le Syndicat national des instituteurs (SNI), impose son hégémonie aussi bien aux autres syndicats qu'à l'administration. Et cela d'autant plus que dans un pays encore profondément rural où la majorité des instituteurs enseignent dans des écoles à une ou deux classes, seul un mot d'ordre émanant d'une telle organisation peut être suivi.

Mais il faut aussi, et peut-être surtout, pour comprendre cette difficile appropriation de la grève par les instituteurs, prendre en compte d'autres considérations plus générales portant sur la nature même du système éducatif français et sur la place essentielle de l'école primaire laïque dans l'affirmation de la république et de son idéologie au début du XX^e siècle. Comment, en effet, les instituteurs pourraient-ils combattre et donc affaiblir des gouvernements qui placent la défense de l'école laïque au premier rang de leurs préoccupations, et qui ne cessent de leur rappeler que l'avenir du régime républicain dépend en grande partie de la ma-

nière dont ils s'acquitteront de leur mission ? Le recours à la grève ne donnerait-il pas des arguments inespérés à tous les ennemis de la "laïque" ? Ne risquerait-il pas de dresser l'opinion publique contre eux ? Et la grandeur de la tâche dont ils se sentent investis ne fait-elle pas oublier, dans une certaine mesure, la modicité de leurs traitements ? Pour qu'un recours à la grève devienne envisageable, il faudra qu'une majorité parlementaire semble donner des gages aux ennemis de la laïcité de l'école et de l'Etat, et qu'une autre renonce à appliquer son programme de "défense laïque". Il faudra aussi que l'existence de l'enseignement primaire public ne soit plus réellement remise en cause, même par ses ennemis, que l'"école unique" l'ait remplacée comme sujet principal des débats sur le devenir du système éducatif, et surtout que les instituteurs aient l'impression d'être bien mal récompensés des sacrifices auxquels ils ont consenti pendant des décennies et deviennent donc des fonctionnaires et plus encore des salariés presque comme les autres. Enfin, il semble difficile d'envisager une grève dans l'Education nationale sans que le droit syndical ne soit, au moins officieusement, reconnu aux fonctionnaires.

Ce n'est qu'à partir du moment où toutes ces conditions ont été remplies ou en voie de l'être que l'éventualité d'un recours à cette forme d'action collective a pu être discuté dans les instances des syndicats d'instituteurs. C'est ce qui s'est passé entre 1919 et 1924. A cette date, la grande majorité des militants s'exprimant dans la presse syndicale ou à l'occasion des congrès de leur organisation sont convaincus que la profession n'a plus aucune raison de ne pas recourir à la grève pour faire aboutir ses revendications. C'est cette position qu'adoptent cette année-là les congrès de la Fédération unitaire de l'enseignement (FUE), trop minoritaire pour lancer seule un mot d'ordre d'arrêt de travail, et surtout du SNI. Mais sa mise en œuvre se révèle plus difficile que prévu. La direction du SNI, doutant de la détermination de sa "base", est obligée à deux reprises d'annuler au dernier moment un mot d'ordre "*d'abstention aux conférences pédagogiques*", forme

d'action qui peut être assimilée à une grève à "rebours". Le refus de siéger aux jurys du CEP, en 1932, constitue une sorte de répétition générale de la grève, limitée à une demi-heure, de l'année suivante.

Il s'agit donc pour nous de retracer les trois moments de ce long et laborieux processus d'appropriation en nous appuyant principalement sur la presse syndicale, mais aussi sur la correspondance échangée entre les principaux dirigeants de la FUE, qui, dans leurs lettres, exposent sans faux-semblants les difficultés qu'ils rencontrent à faire admettre par la masse des instituteurs la nécessité de recourir à cette forme privilégiée d'"action directe" qu'est la grève.

I. Les premiers syndicats d'instituteurs et la grève (1905-1914)

Le premier syndicat d'instituteurs voit le jour en 1904, quelques années seulement après la fondation des amicales, les seules organisations légalement constituées, le droit syndical n'étant pas reconnu aux fonctionnaires. L'année suivante, la Fédération des syndicats d'instituteurs et d'institutrices est fondée. La plupart d'entre eux sont issus des Emancipations, ces amicales qui avaient la particularité de ne regrouper que des instituteurs adjoints en proie à l'autoritarisme des directeurs. La fédération manifeste immédiatement son intention de rejoindre la CGT. La répression gouvernementale l'oblige à différer cette adhésion, qui ne sera effective qu'en 1909. Mais à cette date, les syndicalistes de l'enseignement primaire, un peu moins d'un millier répartis dans une quarantaine de départements, ont depuis longtemps pris l'habitude de fréquenter les Bourses du travail. Ils y ont très vite subi l'influence des militants ouvriers acquis au syndicalisme révolutionnaire. En quelques années, ils s'approprient les principaux thèmes de cette doctrine en les adaptant à leur situation de salariés de l'Etat et aux spécificités de leur métier d'enseignant. C'est ainsi qu'ils sont amenés à se poser le problème de la grève. Et quand les syndicalistes révolutionnaires parlent de la grève, il s'agit

avant tout de la grève générale devant mettre fin tout à la fois à l'exploitation capitaliste et à l'oppression étatique. Toutes les autres formes d'action, grèves partielles, boycottage..., n'ont d'intérêt que dans la mesure où elles préparent cette phase décisive de la lutte des classes. Les instituteurs syndicalistes prennent donc position dans un premier temps par rapport à cette perspective de grève générale et, en accord avec les dirigeants de la CGT, arrivent à la conclusion qu'il leur sera impossible d'y participer : *"En cas de grève générale, nous estimons que le plus grand service que nous puissions rendre à la classe ouvrière ne serait pas de descendre manifester dans la rue. La place des enfants n'est pas au milieu des mouvements ouvriers : ils constituent un danger pour les uns et pour les autres. Dans une période agitée comme celle-là, notre devoir impérieux serait d'être à notre poste, gardant les enfants pour les soustraire aux dangers de la rue"* (Manifeste du syndicat du Morbihan, 1907).

Quant à la grève pour des revendications professionnelles, elle semble à leurs yeux totalement inopérante : *"La grève des instituteurs est un moyen si faible de pression sur les pouvoirs publics que rien n'en justifierait l'emploi. Est-ce que les classes ne sont pas fermées deux mois chaque année ? La vie nationale n'en est même pas suspendue"* (Revue de l'enseignement primaire, 1905). Beaucoup sont persuadés qu'elle ne serait pas comprise de l'opinion publique, surtout dans les régions rurales où enseignent la majorité des instituteurs, et qu'elle risquerait en définitive de faire le jeu des ennemis de l'école laïque. Ces réticences à envisager une grève limitée à leur profession ont aussi une autre origine. Pour la plupart de ces militants, les revendications corporatives ne sont pas au centre de leurs préoccupations : *"Les instituteurs ont de la forme syndicale la plus haute conception. Le syndicat ne nous apparaît point créé uniquement pour défendre les intérêts immédiats de ses membres, mais il nous semble qu'il doit se soucier autant de rendre plus profitable à la collectivité la fonction sociale que ses membres remplissent"* (Manifeste des instituteurs syn-

dicalistes, 1905). Dans le domaine de l'action corporative, les syndicats se contentent de soutenir l'action des amicales (pétitions, démarches auprès du ministère, des parlementaires, réunions publiques...) en insistant sur quelques revendications susceptibles de combattre les inégalités de traitement qui, trop souvent, dressent les différentes catégories de la profession les unes contre les autres. Les syndiqués forment en quelque sorte "l'avant-garde" du mouvement amicaliste, où ils continuent d'ailleurs à intervenir. La "masse", légaliste et soucieuse de ne rien faire qui pourrait nuire à un régime républicain auquel elle continue de s'identifier, leur semble encore incapable de pratiquer ce qu'ils appellent l'"action directe".

Mais certains militants commencent assez vite à reconsidérer leur position. Au congrès des amicales d'août 1909, l'intervention d'une syndicaliste du Nord évoquant l'éventualité d'une grève corporative se termine sous les applaudissements d'une partie des délégués. Il est intéressant de constater que ce congrès a lieu quelques semaines après le déclenchement des premières grèves dans les PTT. Plusieurs témoignages, dont celui de Maurice Dommanget, semblent indiquer que ces grèves "ont plus fait pour véhiculer l'idée de grève parmi les instituteurs que des dizaines d'articles n'auraient pu le faire".

Cependant, jusqu'à la guerre, les congrès d'instituteurs, même ceux de la Fédération des syndicats, n'ont jamais considéré la grève comme un moyen de lutte réellement envisageable. Mais, dans ce domaine comme dans beaucoup d'autres, la Première Guerre mondiale et la période qui l'a immédiatement suivie vont profondément modifier les données du problème.

II. La grève : un moyen d'action devenu envisageable (1919-1924)

En 1919, le vaste mouvement qui voit des centaines de milliers de salariés se

tourner vers les organisations syndicales touche aussi les instituteurs, qui ont payé un lourd tribut à la guerre. Le traumatisme qui en résulte est peut-être encore plus sensible pour eux que pour l'ensemble de la société : "Ils ont découvert les mensonges de la propagande et contractent le sentiment amer d'avoir fait partie de la multitude trompée et sacrifiée. Là se brisent à la fois la confiance en ce qu'on leur avait enseigné et la confiance en ce qu'ils avaient eux-mêmes contribué à enseigner" (Ozouf, 1992). Beaucoup d'entre eux ne veulent plus entendre parler du "sacerdoce" laïque, au nom duquel on leur avait fait accepter la modicité de leurs traitements. S'ils restent convaincus de l'importance de leur mission, ils exigent maintenant la parité de leurs salaires avec ceux des autres fonctionnaires "de culture équivalente". Politiquement, beaucoup s'éloignent du Parti radical et se rapprochent et même adhèrent pour certains à la SFIO. Dans ces conditions, il n'est pas étonnant de voir leurs organisations reconsidérer le problème de la grève. Les syndicats déjà en place se renforcent, s'ouvrent aux autres catégories d'enseignants, et leur fédération prend le nom de Fédération des syndicats des membres de l'enseignement laïque (FSMEL). Mais surtout, leurs amicales décident de se transformer en syndicats, et leurs dirigeants, depuis longtemps convaincus de la nécessité de cette mutation, affirment leur volonté de rejoindre la CGT. La création du SNI sera, en 1920, le produit de cette mutation. Les dirigeants de la FSMEL refusent la fusion avec ce nouveau venu pourtant largement majoritaire dans la profession. Cependant, les syndicats existants et les amicales syndicalisées exigent, mais avec des revendications qui ne se recourent qu'imparfaitement, l'augmentation de leurs traitements, rendue nécessaire par l'accélération de la hausse des prix depuis la fin de la guerre, et la "péréquation" avec les autres catégories de fonctionnaires dont les instituteurs se sentent proches. On parle dans les instances syndicales de grève des œuvres post-scolaires et même d'une "grève de protestation" de vingt-quatre heures. Mais l'impossibilité de

présenter un front uni face au gouvernement et le vote d'une loi en juillet 1919, qui accorde en particulier l'égalité des traitements entre instituteurs et institutrices, leur fait rapidement abandonner cette perspective.

Les syndicalistes enseignants sont aussi confrontés au problème de leur éventuelle participation à une grève générale de courte durée appelée par la CGT. Une première discussion à ce sujet a lieu au congrès fondateur de la FSMEL, en août 1919. La perspective de s'associer à une grève de longue durée est exclue ; le recours à une cessation de travail pour faire pression sur l'autorité politique semble encore inefficace à une majorité de délégués, qui, en revanche, adoptent le principe de leur participation à une grève décidée pour 24 ou 48 heures par la CGT. La victoire électorale du Bloc national signifie pour nombre de militants de la CGT, et en particulier pour ceux qui entendent tirer les leçons de la révolution russe d'Octobre, que les grèves et les manifestations constituent les seuls moyens qui restent à la disposition de la classe ouvrière pour faire aboutir ses revendications. Les arrêts de travail se multiplient, l'éventualité d'une grève générale le 1^{er} Mai 1920 devient de plus en plus vraisemblable. Mais dans la FSMEL, les responsables des syndicats s'aperçoivent que de nombreux adhérents, censés pourtant représenter "l'avant-garde" de la profession, ne sont pas prêts à suivre un mot d'ordre de grève. Le débat reprend. Un référendum est organisé en février 1920 parmi les adhérents de la fédération : seule une petite minorité se déclare en faveur de la participation à une grève générale de 24 heures. Curieusement, car elle avait été à peine évoquée pendant la discussion préparatoire, la grève corporative pour défendre des revendications salariales obtient plus de suffrages, ce qui tend à prouver l'existence d'un décalage entre les préoccupations des militants les plus "avancés", restés fidèles au syndicalisme révolutionnaire, et celles de la majorité des syndiqués et, à plus forte raison, de la profession dans son ensemble. Cependant, le Conseil fédéral réuni immédiatement après la décision de la CGT d'appe-

ler à la grève le 1^{er} Mai invite malgré tout les instituteurs à se joindre au mouvement. Mais, devant l'afflux des protestations émanant des assemblées générales syndicales, qui, de manière unanime, indiquent que seule une petite minorité des syndiqués débraiera et s'exposera ainsi à la répression gouvernementale, les dirigeants de la fédération doivent battre en retraite et annuler en catastrophe leur appel à la grève. Seul le syndicat des Bouches-du-Rhône maintient son mot d'ordre et deux cents instituteurs marseillais cessent le travail le 1^{er} Mai. Le congrès de la FSMEL d'août 1920 tire le bilan de cette tentative avortée. Il adopte une motion qui témoigne du chemin parcouru depuis la fin de la guerre : après avoir écarté la participation des enseignants "à un mouvement de longue durée destiné à s'emparer des moyens de production et d'échanges", celle dernière affirme que les instituteurs pourront, à l'occasion, user d'une grève de courte durée pour monter leur solidarité envers les autres travailleurs ou "comme signe du mécontentement contre l'attitude des pouvoirs publics", et elle insiste sur "la propagande nécessaire qui doit être faite pour préparer les syndicats à l'action". Mais avec la répression qui suit l'échec des grèves du printemps 1920, le problème n'est plus vraiment d'actualité. Il ne le redevient qu'en 1924, avec la victoire électorale du Cartel des gauches. A cette date, la fédération n'est plus la seule à envisager le recours à la grève. Le SNI, fort de ses 80 000 adhérents, menace lui aussi d'appeler à cette forme d'action directe, celle qui convient à un véritable syndicat ayant rompu avec son origine amicaliste et qui exige de la gauche au pouvoir qu'elle tienne ses promesses électorales aussi bien en ce qui concerne la revalorisation des traitements des fonctionnaires que dans le domaine du combat laïque. Il le fait d'autant plus facilement que le ministre Herriot vient de reconnaître, encore officieusement, le fait syndical dans la fonction publique ; et, étant donné le rapport de force entre la FUE et le SNI, c'est de ce dernier que peut venir le danger pour les gouvernements. Mais ce n'est qu'en février 1933 que le syndicat

appellera les instituteurs à faire grève. Il est donc nécessaire de comprendre pourquoi il lui a fallu autant de temps pour passer à l'action.

III. Une laborieuse mise en œuvre (1925-1934)

En 1925, la FSMEL, qui a participé à la fondation de la CGTU et qui, depuis, est communément appelée Fédération unitaire, démontre une nouvelle fois son incapacité à se lancer seule dans l'action. Le "Comité d'action contre la guerre au Maroc", regroupant essentiellement le PC et la CGTU, appelle à une grève de 24 heures, le 12 octobre, contre l'intervention des troupes françaises dans ce conflit. Le bureau fédéral estime immédiatement que les instituteurs unitaires ne pourront participer au mouvement, mais demande en même temps leur avis aux responsables des syndicats départementaux. Tous partagent l'avis du bureau fédéral : il serait très difficile à des instituteurs ruraux isolés dans leur village, qui constituent la majorité des adhérents de la fédération, de se mettre en grève sans savoir ce que feraient leurs collègues des villes importantes, qui, eux, peuvent se concerter et prendre une décision collective. Ils s'aliéneraient la population qui les entoure et risqueraient ainsi de faire le jeu de l'enseignement catholique... Les militants avancent aussi très souvent un autre argument : sans le SNI, le recours à la grève est impossible, d'autant plus que les villes, là où le mouvement peut démarrer, sont les fiefs incontestés de cette organisation. A l'issue de cette consultation, le bureau fédéral confirme la non-participation des instituteurs à un mouvement qui ne connaîtra d'ailleurs qu'un succès très limité.

Seul le SNI semble en mesure d'appeler les instituteurs à la grève. La Fédération unitaire, avec laquelle ce dernier refuse maintenant tout contact, n'aurait dans cette éventualité d'autre possibilité, bon gré malgré gré, que de s'associer au mouvement. En 1925, les responsables du SNI peuvent avoir le sentiment qu'ils ont réussi la "syndicalisation" de leur or-

ganisation, qui, depuis 1922, fait partie de la CGT. Cependant, ils ont dû batailler longuement pour vaincre les réticences de nombre de syndiqués à adhérer à une centrale ouvrière pourtant bien assagée. C'est maintenant chose faite : tous les membres du SNI doivent prendre leur carte confédérale. Mais, pour son principal dirigeant, Emile Glay, ces réticences semblent indiquer que les instituteurs ne sont pas encore prêts à répondre majoritairement à un mot d'ordre de grève. Pour faire aboutir leurs revendications, il compte avant tout sur ses propres démarches auprès d'hommes politiques "amis" et des responsables du ministère de l'Instruction publique. Cependant, cette stratégie ne tarde pas à montrer ses limites. Si le SNI obtient la création de comités consultatifs départementaux où les représentants du personnel pourront donner leur avis sur les promotions et les mutations proposées par l'administration, il se montre incapable d'imposer la revalorisation des traitements des maîtres du primaire et surtout leur péréquation avec les autres catégories de fonctionnaires auxquelles ces derniers veulent être assimilés, comme les vérificateurs des contributions indirectes, par exemple. Aussi, certains militants commencent-ils à affirmer dans les bulletins syndicaux, et même parfois à la tribune des congrès nationaux, la nécessité de recourir, comme les autres salariés, à "l'action directe" de l'ensemble de la profession, et donc à la grève. Une "aile gauche" apparaît ainsi dans le SNI, composée de jeunes enseignants qui n'ont pas connu le temps des amicales, mais aussi d'anciens militants de la Fédération unitaire désireux, au nom de l'efficacité, d'intervenir dans l'organisation de très loin la plus représentative de leur corporation. La hausse des prix s'accroît ; les traitements des fonctionnaires ne suivent pas. Leur exaspération est à son comble, mais leur action est entravée par les divisions catégorielles. Pourtant, des meetings, plus ou moins unitaires, se tiennent, des manifestations rassemblent des milliers de travailleurs de l'Etat. La stabilisation du franc obtenue par le gouvernement Poincaré met fin provisoirement aux demandes de revalorisation des

traitements. En revanche, les conclusions des commissions parlementaires chargées du reclassement des différentes catégories de la fonction publique provoquent la colère des organisations d'instituteurs. Au congrès du SNI d'août 1927, de nombreux délégués affirment que l'heure de l'action a enfin sonné. Mais la direction du syndicat hésite. Finalement, elle préconise l'abstention aux conférences pédagogiques du mois d'octobre. Il s'agit en quelque sorte d'une grève à rebours, puisque les instituteurs seront invités ce jour-là à faire classe comme d'habitude. Les congressistes entérinent cette proposition et accordent un délai de quelques semaines au gouvernement pour revoir sa copie. Les militants de la Fédération unitaire, mis une nouvelle fois devant le fait accompli, décident malgré tout de se rallier à cette initiative, qu'ils jugent pourtant encore bien timorée. Mais, quelques jours avant la rentrée, les responsables de plusieurs sections du SNI font savoir à leur direction nationale que le mot d'ordre d'abstention risque de n'être que très partiellement suivi dans leurs départements. La commission permanente du syndicat hésite et, finalement, prétextant quelques vagues promesses du ministre de l'Instruction publique, décide de surseoir à l'action prévue. Cette décision est loin de faire l'unanimité dans l'organisation confédérée. Certains militants regrettent la décision de la commission permanente et parlent même de "dégonflage".

Le SNI entre alors dans une zone de turbulences qui durera plusieurs années. André Delmas, un jeune militant qui n'a pas hésité à critiquer les insuffisances de la politique de "collaboration" avec l'administration prônée par Emile Glay, entre à sa commission permanente en 1928. La même année, son congrès se termine au son de *L'Internationale*, une première qui ne passe pas inaperçue ! Son aile gauche se renforce et parvient à exprimer l'impatience de nombreux cadres de l'organisation, en particulier les plus jeunes, qui veulent rompre définitivement avec l'amicalisme. L'époque n'est plus où, dans les congrès, la direction nationale du syndicat se faisait désavouer par une majorité de délégués pour

avoir pris des positions jugées trop "avancées" : "*Une fraction non négligeable des militants du SNI attendaient maintenant de l'action collective ce que la collaboration officielle ne pouvait donner*" (Delmas, 1979). La crise éclate au grand jour au congrès de 1930. Finalement, Emile Glay restera aux commandes du syndicat jusqu'à sa retraite, mais au sein d'une direction bien décidée à mettre enfin en pratique cette action directe dont on brandit la menace depuis si longtemps.

Ce même congrès adopte une plateforme revendicative qui s'efforce de mieux répondre aux aspirations des jeunes instituteurs en demandant le resserrement de l'échelle des traitements. Il menace aussi d'appeler au boycottage des commissions d'examen du certificat d'études primaires, à défaut d'un mot d'ordre de grève qui semble encore prématuré aux yeux d'une partie des délégués. Le gouvernement faisant la sourde oreille, le SNI, et à sa suite la Fédération unitaire, confirment en mars 1931 leur consigne d'"*abstention aux commissions d'examen*". Mais les dirigeants du syndicat confédéré se demandent avec inquiétude s'ils seront suivis par leur "base". Aussi, décident-ils de faire signer par leurs syndiqués un engagement à suivre le mouvement. Cette initiative provoque quelques remous dans un milieu où l'indépendance d'esprit se confond encore souvent avec l'individualisme. Les responsables des sections départementales font part d'un certain nombre de démissions. Mais, cette fois, la direction du SNI est bien décidée à aller jusqu'au bout et maintient son mot d'ordre. Le mouvement est plus ou moins bien suivi suivant les départements. Bien souvent, l'action est menée en commun par le SNI et la Fédération unitaire. Le boycottage a deux inconvénients majeurs : il ne concerne qu'une partie des instituteurs et l'administration parvient sans trop de difficultés à trouver les quelques "jaunes" nécessaires pour faire fonctionner les commissions d'examen. Fort de ce succès, le gouvernement peut rester sur ses positions. De ce point de vue, le mouvement est un échec. Certaines sections du SNI excluent ceux de leurs membres qui

ont refusé de signer l'engagement à suivre le mouvement. Mais son congrès refuse de généraliser cette mesure et décide en revanche d'amplifier la propagande syndicale en faveur d'une action collective. D'autre part, ces assises confirment la "radicalisation" du SNI, qui maintenant se situe dans la "gauche" de la CGT. Dans ce contexte, la participation d'un assez grand nombre d'instituteurs à cette première tentative d'action directe est considérée comme un encouragement, d'autant plus qu'elle a convaincu certains militants de la Fédération unitaire de la réalité des changements survenus au sein du SNI et qu'elle a contribué à les persuader de le rejoindre, ce qu'ils feront effectivement au début de l'année 1932. Les conditions au déclenchement d'une véritable grève semblent enfin réunies. D'autant plus que les mesures déflationnistes prises par les différents gouvernements qui se succèdent à cette époque vont être ressenties comme de véritables provocations par les fonctionnaires en général et les instituteurs en particulier.

Ces gouvernements entendent en effet réduire les traitements des fonctionnaires pour rétablir l'équilibre budgétaire mis à mal par les conséquences de la crise économique. Ils justifient leurs projets en affirmant que les salariés de l'État ont vu leur pouvoir d'achat augmenter avec la baisse des prix et ils font aussi remarquer que la France demeure le seul pays européen à ne pas avoir adopté ce type de mesure. Ces arguments sont repris dans une campagne de presse particulièrement virulente. Les organisations de fonctionnaires répliquent en affirmant que cette augmentation ne fait que compenser l'insuffisante revalorisation de leurs traitements pendant toute la décennie précédente. Cependant, elles hésitent à engager une épreuve de force avec les gouvernements issus de la victoire électorale de la gauche à laquelle elles ont œuvré. Mais quand un décret-loi annonce en novembre 1932 qu'ils ne feront plus partie du cadre des fonctionnaires "actifs" et ne pourront donc plus prendre leur retraite à 55 ans, l'indignation des instituteurs est à son comble. Il n'est donc pas étonnant qu'un nouveau projet

ministériel prévoyant une nouvelle retenue sur les salaires leur apparaisse comme une nouvelle provocation intolérable. Le SNI fait part de son intention de participer à la grève de courte durée décidée par le Cartel confédéré de la fonction publique. Pour cette première dans l'histoire du syndicalisme, le SNI décide que l'arrêt de travail prendra la forme d'une rentrée retardée d'une demi-heure l'après-midi. Sa direction, pour limiter l'effet des mesures d'intimidation que l'administration s'apprête à prendre, ne fait connaître la date choisie, le 2 février 1933, qu'au dernier moment. La Fédération unitaire déplore la durée limitée de la grève ainsi que la manière dont elle est préparée et la qualifie de "*geste puéril*", mais ne peut faire autrement que de s'y associer.

Les instituteurs répondent massivement au mot d'ordre du SNI. Certes, cette action ne suffit pas à faire reculer le gouvernement, et cela d'autant plus qu'elle reste sans lendemain. Quelques semaines plus tard, la réduction des traitements est votée par la Chambre des députés. Mais, pour les militants, cette grève d'une demi-heure suivie par la majorité du personnel, alors que ce moyen d'action leur est théoriquement interdit, signifie qu'ils ont réussi à vaincre les réticences de leurs collègues à utiliser un moyen d'action longtemps considéré comme incompatible avec leur "mission" et leur position sociale. C'est l'aboutissement d'un long processus, qui, comme nous l'avons vu, a débuté avec les interrogations et les remises en cause provoquées par la Première Guerre mondiale et la syndicalisation des amicales. Les instituteurs ont ensuite constaté que l'enseignement primaire public, durablement enraciné maintenant dans le pays, ne constituait plus l'enjeu politique qu'il était encore au début du siècle. Ils ont même l'impression que la laïcité de l'école et de l'État elle-même, à laquelle ils étaient viscéralement attachés, est menacée. Ils en veulent pour preuve le refus ou l'incapacité politique de tous les gouvernements de l'époque d'abroger le statut particulier de l'Alsace-Lorraine en matière scolaire. L'époque où ils proclamaient leur allégeance à un pouvoir sur lequel ils pou-

vaient compter pour faire triompher l'école laïque appartient définitivement au passé. Ils s'aperçoivent aussi que "l'école unique" et la démocratisation de l'enseignement secondaire sont maintenant au centre des préoccupations des hommes politiques et de l'opinion publique. Ils comprennent que l'enseignement primaire va cesser, à plus ou moins long terme, d'être le seul fréquenté par les enfants du peuple, au moins pour les plus chanceux d'entre eux. Il ne sera plus que la base d'une pyramide dominée par les enseignements secondaire et supérieur auxquels ils n'ont pas eu accès. Leur prestige social ne pourra que s'en ressentir, y compris dans le monde rural où ils faisaient jusqu'à présent figure de notables. Ils se refusent à voir cette relative dévalorisation confirmée et même accentuée par le décrochage de leurs traitements par rapport à ceux d'autres catégories de fonctionnaires qui leur sont traditionnellement assimilées, mais qui eux sont passés par l'enseignement secondaire et sont donc titulaires du baccalauréat. D'où la présence de cette "péréquation" au premier rang de leurs revendications, avant même celle de la revalorisation salariale.

La propagande de la FSMEL et surtout celle du SNI ont donc rencontré un écho de plus en plus favorable dans une corporation qui a le sentiment que son rôle et sa place dans la société sont progressivement remis en cause. Il a donc été possible de les convaincre d'abord de la nécessité du syndicat, puis de son adhésion à la CGT, et enfin du recours à l'action directe et à la grève. La très progressive mais inexorable urbanisation de la France a d'autre part renforcé le poids des instituteurs exerçant dans les agglomérations importantes, là où ils n'avaient pas eu la prétention d'être des notables et où il leur est plus facile de décider d'une action collective. La réussite de la grève du 20 février 1933 n'est donc pas due uniquement à l'exaspération d'une corporation qui se sent agressée. On en aura la confirmation un an plus tard, quand le SNI va peser de tout son poids pour que la CGT appelle à la grève en riposte aux émeutes du 6 février et que les instituteurs vont massivement cesser le travail

le 12 et contribuer aux succès des manifestations organisées ce jour-là. Le syndicalisme enseignant s'est définitivement approprié la grève aussi bien pour faire aboutir ses revendications que pour s'associer à une démonstration de force du mouvement ouvrier. Ni sa non-participation aux grèves de 1936, essentiellement motivée par la volonté de ne pas créer des problèmes supplémentaires à un gouvernement "ami", ni l'échec de la grève du 30 septembre 1938, dans l'enseignement comme dans presque tous les secteurs d'activité, ne viendront remettre en cause cet acquis, comme en témoigne toute l'histoire du syndicalisme enseignant après la Seconde Guerre mondiale.

Loïc Le Bars

SOURCES

- *La revue de l'enseignement primaire et primaire supérieur.*
- Presse syndicale : *Bulletin mensuel*, puis *L'Ecole libératrice* pour le SNI, *L'Ecole émancipée* et *L'Emancipation* pour la FUE.
- Fonds Louis Bouët, Maurice Dommanget, Jean Aulas à l'Institut français d'histoire sociale (Archives nationales).

BIBLIOGRAPHIE

- BERNARD (François), BOUET (Louis), DOMMANGET (Maurice), SERRET (Gilbert), *Le Syndicalisme dans l'enseignement. Histoire de la Fédération de l'enseignement des origines à la réunification de 1935*, présentation et notes de Pierre Broué, 3 tomes, Grenoble, Institut d'études politiques, 1966.
- BIANCONI (André), "*Le SNI de 1920 à 1939*", Thèse de doctorat, Paris, Fondation nationale des sciences politiques, 1963.
- BIANCONI (André), *L'Idéologie du SNI de 1920 à 1939*, Toulouse, Presses de l'institut d'études politiques, 1985.
- DELMAS (André), *Mémoires d'un instituteur syndicaliste*, Paris, L'Albatros, 1979.
- FERRE (Max), *Histoire du mouvement syndicaliste révolutionnaire chez les ins-*

tituteurs des origines à 1922, Paris, SUDDEL, 1955.

- GIRAULT (Jacques), *Instituteurs, professeurs, une culture syndicale dans la société française (fin XIX^e-XX^e s.)*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1996.
- LE BARS (Loïc), *La Fédération unitaire de l'enseignement. Aux origines du syndicalisme enseignant*, Paris, Syllepse, 2005.
- MARTIN (Roger), *Idéologie et action syndicale. Les instituteurs dans l'entre-deux-guerres*, Lyon, Presses universitaires de Lyon, 1982.
- MOURIAUX (René), *Le Syndicalisme enseignant en France*, Paris, PUF, "Que sais-je ?", 1996.
- OZOUF (Jacques et Mona), *La République des instituteurs*, Paris, Gallimard/Seuil, 1992.
- ROBERT (André D.), *Le Syndicalisme des enseignants*, Paris, CNDP/La Documentation française, 1995.
- ROBERT (André D.), THYSSENS, *Pour une cartographie de la grève enseignante*, 2004.
- SYWEK-POUYDESSEAU (Jeanne), *Le Syndicalisme des fonctionnaires jusqu'à la guerre froide*, Lille, Presses universitaires de Lille, 1989.

**Léon Trotsky :
La révolution
d'Octobre
a-t-elle été
un échec ?
(mai 1940)**

Ce texte de Trotsky figure à la fin du tome 23 des *Œuvres* (pp. 334 à 338).

L'expérience prouve qu'il est néanmoins largement méconnu, car il est assez malaisé d'y entrer. La difficulté que représente sa lecture consiste en ce qu'il est conçu comme la préface à un recueil qui ne verra jamais le jour et ne sera même jamais formalisé, Trotsky étant assassiné quatre mois plus tard. Or, dans ce texte, Trotsky commence par présenter et expliciter ces articles que le lecteur n'a pas sous les yeux, et répondre aux critiques dont ils ont fait l'objet dans la revue américaine *The New Republic*. Le lecteur ne peut donc vraiment saisir les allusions que Trotsky fait à ces derniers, qui portent sur un vaste éventail de problèmes, depuis le rôle de Kerenski en 1917 jusqu'à la politique de Staline en passant par l'analyse du régime parlementaire, et auxquels Trotsky renvoie quand il écrit : *"Ce qui est arrivé n'est pas, et de loin, ce qui était prévu dans ces articles."*

Pour cette raison, nous avons supprimé ici le début de cette préface et reproduit le texte à partir du moment où il aborde deux problèmes de fond dont la compréhension n'est pas directement liée à la connaissance de la dizaine d'articles évoqués : la nature et la validité d'un pronostic, et la question : la révolution russe a-t-elle échoué ? On verra que, dans les deux cas, les lignes de Trotsky sont d'une évidente actualité...

Toute l'histoire ne serait-elle donc que faute et échec ?

C'EST devenu maintenant une habitude dans la presse bourgeoise du monde de décrire (*la situation actuelle*) comme le produit de la néfaste volonté d'un seul homme. L'initiative de ce concept revient à la France. "*Ce n'est pas réellement par la volonté d'un seul homme, d'un seul fou, que l'Europe et l'humanité tout entière vont être à nouveau plongées dans le gouffre de la guerre ?*" Puis l'idée a traversé jusqu'en Angleterre et aux Etats-Unis. L'histoire, c'est que le monde entier vit généralement dans le cadre florissant de rapports fraternels et pacifiques. Mais il apparaît quelque part un dictateur et ce seul homme est capable de plonger le monde entier, avec ses millions d'habitants, dans la guerre. C'est la même idée que *The New Republic* a élaborée sur Kerenski et la révolution d'Octobre. Là, l'ennui était qu'une personne faible a assumé la direction de la démocratie et n'a pas su comment empêcher des hommes forts de renverser la démocratie et de la remplacer par une dictature.

Maintenant, le malheur est qu'il y a en Allemagne au pouvoir un homme fort qui bouleverse la paix que chérissent les démocraties plus puissantes.

Ce qui est arrivé n'est pas, et de loin, ce qui était prévu dans ces articles. Et ce

qu'ils prévoyaient est loin de s'être réalisé. C'est le destin de tout pronostic politique. La réalité est infiniment plus riche en ressources, variantes et combinaisons que n'importe quelle imagination. Que la guerre commencerait par un partage de la Pologne entre l'Allemagne et l'URSS, nous ne l'avions pas prédit. Peut-être qu'une analyse plus attentive et plus détaillée nous aurait suggéré aussi cette variante. Mais quand tout est fait et dit, le partage de la Pologne n'est qu'un épisode.

Un pronostic est valable, non pas dans la mesure où il exprime ou trouve une confirmation photographique exacte des développements ultérieurs, mais plutôt s'il nous aide, en projetant devant nous les facteurs historiques, à nous orienter dans le cours réel des événements. Il nous semble de ce point de vue que les articles réunis dans ce volume ont victorieusement subi l'épreuve. L'auteur se sent le droit d'ajouter qu'ils peuvent (*encore être utiles*) même aujourd'hui en éclairant le présent à la lumière du passé.

Les événements se déroulent à un rythme tel que certaines prédictions sont réalisées ou confirmées bien plus vite qu'on ne pouvait le supposer. Ainsi, quand nous parlions dans une interview (avec le *St-Louis Post Dispatch*, 14 fé-

vrier 1940) de l'inévitabilité de l'intervention des Etats-Unis dans la guerre, ce fut considéré comme une hérésie qui fut refusée par tous les partis et toutes les nuances d'opinion de parti aux Etats-Unis. Il n'y a qu'un mois de cela, et aujourd'hui, au moment où nous écrivons ces lignes, la presse américaine, commentant l'invasion de la Scandinavie par les Allemands, dit qu'une intervention des Etats-Unis est parfaitement possible dans l'année qui vient.

Le 9 mars 1939, M. Chamberlain a assuré aux correspondants étrangers que la situation internationale s'était améliorée, qu'il y avait un dégel dans les rapports anglo-allemands et que le désarmement pourrait être mis à l'ordre du jour. Six jours plus tard, l'armée allemande occupait la Tchécoslovaquie.

En 1937, M. Roosevelt proclama la neutralité ; sans prévoir le moins du monde que cette doctrine était incompatible avec la position globale des Etats-Unis.

On pourrait indéfiniment citer semblables exemples. On peut presque dire que c'est une loi que les postes de direction dans les démocraties contemporaines ne sont occupés que par des hommes qui ont pendant des années fait la démonstration qu'ils ne peuvent pas s'orienter dans la situation actuelle et qu'ils ne peuvent rien prévoir.

En juin 1939, j'ai eu une conversation avec un groupe de touristes américains sur des questions de politique mondiale. La conversation a abordé la Foire internationale de New York. Cette exposition est sans aucun doute un magnifique triomphe du génie humain. Mais quand on rappelait "le monde de demain", on lui donnait là un nom unilatéral — unilatéral au moins. Le monde de demain apparaîtra différemment. Pour donner une image véritable du monde de demain, il faudrait des bombardiers survolant tout et lâchant leurs charges à des centaines de kilomètres alentour. La présence du génie humain côte à côte avec une barbarie terrifiante — c'est l'image du monde de demain. Là aussi, notre "schéma rigide" s'est révélé juste.

Ce qui est important dans la pensée scientifique, surtout dans les questions

complexes de politique et d'histoire, c'est de distinguer le fondamental du secondaire, l'essentiel de l'accidentel, de prévoir le mouvement des facteurs essentiels du développement. Pour les gens dont la pensée ne va que du jour au lendemain, qui cherchent à se rassurer avec toutes sortes d'événements épisodiques sans les relier ensemble dans un tableau global, la pensée scientifique qui part de facteurs fondamentaux semble dogmatique : en politique, on rencontre ce paradoxe à tout moment.

Si l'auteur a justement prédit un certain nombre de choses, cela n'est pas à mettre à son crédit personnel, mais à celui de la méthode qu'il a appliquée. Dans tous les autres domaines, les gens — ou au moins ceux qui sont spécialement formés — considèrent comme essentielle l'application d'une méthode définie. Il en va autrement en politique. Là domine la sorcellerie. Des gens d'une éducation supérieure croient que, pour une opération politique, les capacités d'observation, le coup d'œil, une certaine dose de finesse et le sens commun suffisent.

L'illusion de la libre volonté engendre l'arbitraire subjectif. En Amérique, on trouve beaucoup la conception de l'homme politique comme un "ingénieur" qui prend des matières premières et construit en fonction de ses plans. Il n'y a rien de plus naïf et vide que cette conception. Pourtant, comme dans toute philosophie, y compris la philosophie de l'histoire, il existe une façon juste de concevoir les rapports réciproques entre subjectif et objectif. En dernière analyse, les facteurs objectifs remportent toujours sur le subjectif. C'est pourquoi une politique juste commence toujours par une analyse du monde réel et une analyse des tendances qui le traversent. C'est seulement ainsi qu'on peut parvenir à une prédiction scientifique correcte et à une intervention correcte dans un processus sur la base de cette prédiction. Toute autre approche relèverait de la sorcellerie.

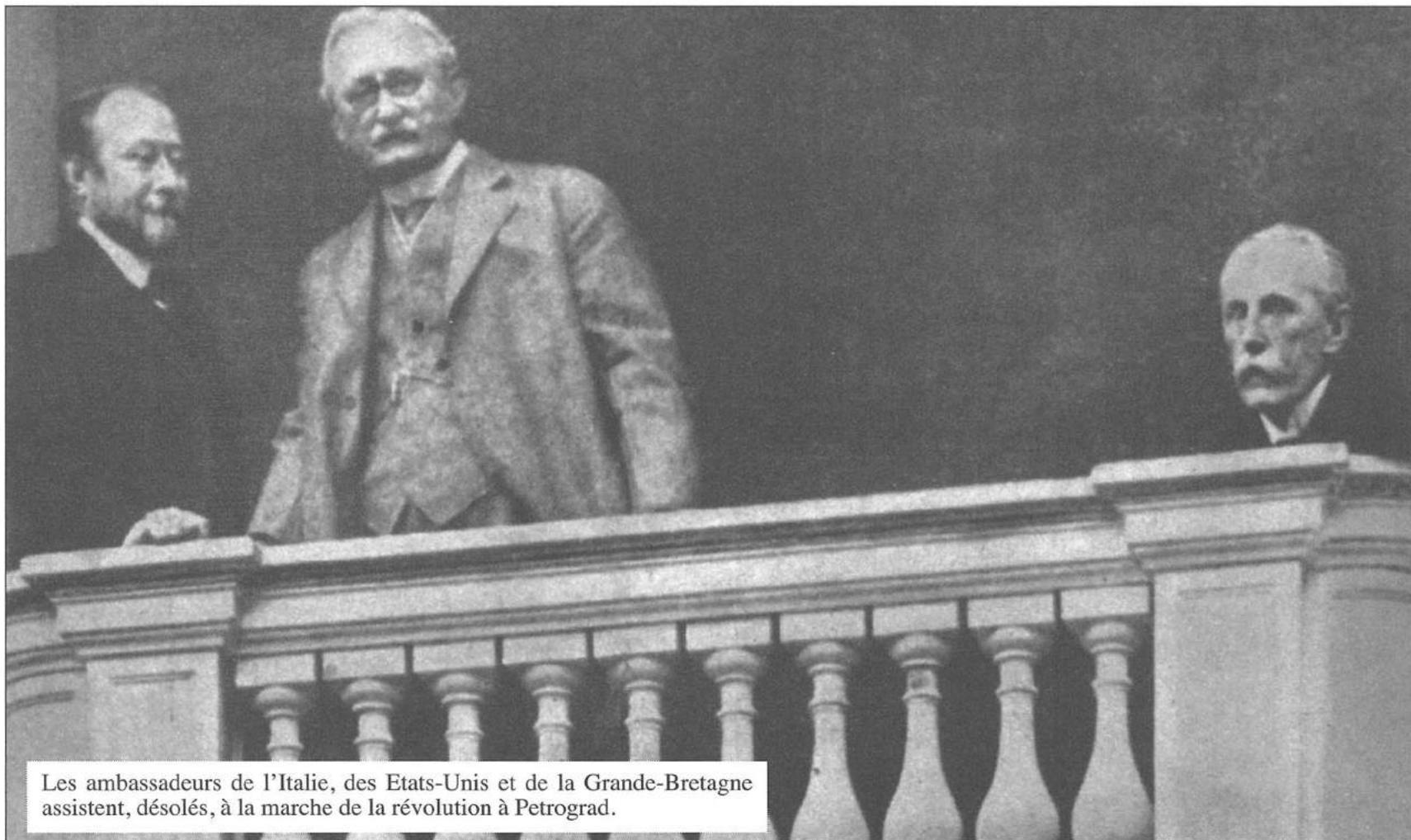
Des gens à la tournure d'esprit vulgaire pourraient maintenant faire allusion à la défaite du courant politique auquel appartenait et appartient toujours

l'auteur de ce livre. Comment est-il possible que l'empiriste Staline ait vaincu la fraction qui suivait une méthode scientifique ? Cela ne veut-il pas dire que le sens commun est supérieur au doctrinarisme ?

Tout sorcier a un certain pourcentage de malades qui guérissent. Et tout docteur un certain pourcentage de malades qui meurent. A partir de là, certains tendent à préférer la sorcellerie à la médecine. Mais en fait, la science peut démontrer que dans un cas le malade a guéri en dépit de l'intervention du sorcier et que dans l'autre il est mort parce que la science médicale, au moins dans sa phase actuelle, ne pouvait effectivement surmonter les forces de destruction de l'organisme ; dans les deux cas, on peut déterminer correctement le rapport entre l'objectif et le subjectif.

En politique, la méthode scientifique ne peut assurer la victoire dans tous les cas. Mais, par ailleurs, la sorcellerie donne dans certains cas une victoire quand celle-ci repose sur des alignements objectifs et les tendances générales du développement.

Il y a des gens qui se considèrent comme des gens instruits, mais qui se permettent d'émettre des jugements sommaires comme celui selon lequel "*la révolution d'Octobre a été un échec*". Qu'en est-il de la Révolution française ? Elle s'est terminée par la restauration, bien qu'épisodique, des Bourbons. Et la guerre civile aux Etats-Unis ? Elle a conduit au règne des Soixante Familles. Et toute l'histoire humaine en général ? Jusqu'à présent, elle a conduit à la seconde guerre impérialiste, qui menace notre civilisation entière. Il est dans ces conditions impossible de ne pas dire que toute l'histoire n'a été que faute et échec. Finalement, qu'en est-il des êtres humains eux-mêmes — pas un petit facteur dans l'histoire ? Ne faut-il pas dire que ce produit d'une évolution biologique prolongée est un échec ? Bien entendu, il n'est interdit à personne de faire semblables observations générales. Mais elles découlent de l'expérience individuelle de petits boutiquiers, ou de la théosophie, et ne s'appliquent pas au processus historique dans son ensemble ou à toutes ses étapes, ses chapitres principaux ou ses épisodes.



Les ambassadeurs de l'Italie, des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne assistent, désolés, à la marche de la révolution à Petrograd.

Michel Barbe :
Varian Fry à Marseille
Un rebelle
dans l'œil du cyclone

(première partie)

Nous assistons à Marseille depuis une dizaine d'années, et cette année 2007-2008 à Paris pour la première fois, à un retour en force du citoyen américain Varian Fry sur le devant de la scène politico-médiatique. Qui était cet inconnu ?

Depuis son expulsion de Marseille en 1941 et son retour aux Etats-Unis, tous les médias outre-atlantique et français l'avaient oublié et soigneusement mis au placard. Pourquoi, après plus d'un demi-siècle de silence, ce retour en grâce d'un pestiféré qui sentait le fagot trotskyste sans jamais avoir été militant, de près ou de loin, à la Quatrième internationale ? Pourquoi cette intronisation en grande pompe dans le cénacle fourre-tout de la Résistance d'un pur rebelle à l'autorité que l'histoire classerait plutôt aujourd'hui dans la mouvance anarchiste ?

C'est en restituant pleinement l'action de sauvetage humanitaire de Varian Fry, du point de vue de la lutte des classes, dans le contexte politique de la guerre vue de Vichy en zone non occupée, que cette mise au point est réalisée.



Arrivé le 13 août 1940, expulsé le 6 septembre 1941. 398 jours, pas un de plus ! Pourquoi ? “Parce que vous protégez les Juifs et les antinazis !”

A. Premier contact de cet Américain avec une ville sous le choc de la défaite

Quel est cet étrange voyageur débarquant du Nouveau Monde et qui s'enfonce dans la cité phocéenne, terminus géographique de l'effondrement de l'Ancien ? En cet été 40, Jean-Michel Guiraud compare la ville à une “immense salle d'attente de l'Histoire (où) la vie continuait”.

Issu de la bourgeoisie protestante libérale — au sens américain du terme — de la côte est des Etats-Unis, il impressionne au premier abord. “*Mi-journaliste, mi-politicien...*” (J.-M. Guiraud), il est grand et droit, jeune et distingué — il a 32 ans —, très élégant dans son complet veston bien coupé et avec ses lunettes d'écaille.

Dès l'annonce de la capitulation, un comité de secours d'urgence, l'Emergency Rescue Committee (ERC), réuni en toute hâte à New York, l'avait envoyé

en mission confidentielle de repérage et de sauvetage d'intellectuels d'Europe réfugiés à Marseille et dans le Midi, menacés d'être “livrés sur demande” aux autorités du Reich (article 19 de la convention d'armistice) qui circulaient partout.

“*La commission Kundt est un groupe d'officiers allemands et d'agents de la Gestapo qui font la tournée des camps d'internement français pour passer en revue les noms de tous les internés et choisir ceux qui seront envoyés en Allemagne en vertu de l'article 19 de la convention d'armistice*” (*La liste noire*, p. 112).

Varian Fry remontait une “*cohue de réfugiés*” (Victor Serge) qui se précipitaient dans le piège que la défaite leur avait tendu. “*Une masse humaine à la recherche d'un abri (...) occupe tout ce qui peut servir de gîte : hôtels, halls de gare, écoles, centres d'accueil. Les plus démunis trouvent des abris de fortune, voire des baraques qu'ils construisent de bric et de broc le long de la voie ferrée*” (Renée Dray-Bensouan, p. 39).

La débâcle les conduisait droit dans la nasse marseillaise où pourrissent tous

les espoirs de liberté, "faisant des rives de la Méditerranée l'aboutissement d'un exode et le point de départ d'un exil collectif" (Emile Témime, préface à J.-M. Guiraud, p. 5).

"L'origine des étrangers échoués à Marseille en 1940 permettait de redessiner le réseau tentaculaire des régimes totalitaires installés en Europe. Ils étaient de toutes provenances, incluant les Juifs menacés par les ravages de l'antisémitisme : Allemands, Autrichiens, Tchécoslovaques, Polonais, Estoniens, Lituanais, Lettons, Dantziens, Sarrois, bientôt Belges et Hollandais refoulés par la croix gammée, Espagnols républicains ou catalans chassés par la guerre civile, Italiens victimes potentielles du fascisme"» (J.-M. Guiraud, pp. 115 à 117).

La faim au ventre, la hantise de la rafle et celle du transfert en camps d'internement les tenaillaient nuit et jour. Sans visa de sortie, ces "débris cosmopolites des multiples déroutes" (Louis Mercier Vega, p. 17) se heurtaient aux quais du Vieux Port sous haute surveillance, où le "nuage de peur que faisait planer au-dessus des têtes la monstrueuse machine nazie ne les quittait pas un instant" (Mary-Jayne Gold, p. 225).

Dans cet effondrement de civilisation, que venait donc faire "cet Américain bien tranquille" (J.-M. Guiraud) dans cette galère qu'ils cherchaient tous à fuir ? Il n'est ni fiché, ni recherché, ni traqué par aucune Gestapo. En dépit des apparences, ce citoyen, journaliste de son état, n'était venu ni en touriste ni en brasseur d'affaires.

Une ville sans droits

Sa lointaine patrie, encore isolationniste mais très attentive aux progrès de la mainmise nazie sur l'Europe, observait l'évolution du pacte germano-soviétique. A quand la rupture ? Elle reconnaissait le fait accompli de la défaite française. Elle avait replié son ambassade à Vichy. Elle maintenait un consulat à Marseille. Ses relations avec le Maréchal lui convenaient. S'appuyant sur le maintien d'un empire colonial, cette situation contribuait à entretenir la fiction de l'existence d'une certaine marge de manœuvre poli-

tique pour Vichy. Marseille devint ainsi la véritable capitale, seule porte ouverte sur le monde et l'empire colonial. Porte entrouverte à présent, la guerre ayant coupé ses lignes traditionnelles. Éloignée du front et, provisoirement, des destructions de la guerre, elle semblait encore intacte. Apparence trompeuse ! Elle venait de sombrer dans un *no man's land* politique invisible, inimaginable à peine quelques semaines auparavant.

Cette ville, symbole de Révolution, donna son nom à l'hymne national. Elle fut punie par elle en 1793 pour rébellion. On la renomma *Ville sans nom* ! En 1939, mise sous tutelle pour gestion incompétente des affaires municipales, l'Etat lui ôta le droit de s'administrer elle-même. Août 1940, une fois la République dissoute, la loi commune s'effaça, substituant la débrouille et le chacun pour soi à la défunte trilogie démocratique : liberté, égalité, fraternité. Marseille devint une ville sans droits.

« Si, par rapport à d'autres villes françaises, elle a peu pâti du Blitzkrieg et de la débâcle, bien vite la pénurie s'est installée (...). Seul le marché noir permet l'accès au "pain blanc", déjà promu au rang d'aliment mythique (...). Les premiers tickets de ravitaillement ont été institués dès le 23 septembre 1940, et les queues s'allongent devant les magasins vides" (Marseille, p. 638).

La France d'avant, celle des droits de l'homme, celle qu'il avait choisi pour modèle et voyage de noces, cette France n'existait plus, elle avait sombré, corps et biens.

"Pour sauver son pays de la révolution" : retour sur une descente aux enfers

Le *Blitzkrieg* hitlérien et la capitulation de Pétain renvoyaient aux calendes grecques le spectre de la révolution qui les hantait tous depuis les manifestations ouvrières du 12 février 1934 et les occupations d'usines de juin 1936. Successivement liquidée en Italie, en Allemagne et en Espagne, la révolution, en France, fut emportée par le tsunami de la défaite, de la débâcle et de l'exode.

La chasse aux Juifs commença le plus légalement du monde par les décrets de Vichy du 3 octobre 1940. En l'absence de toute force indépendante capable de susciter l'indignation et de prendre l'initiative d'une résistance collective, Vichy eut les mains libres pour donner cours à la barbarie quotidienne : la radiation du tissu social, l'arianisation de leurs biens, la conduite vers les camps de regroupement et la solution finale.

La barbarie devenue naturalisée, la roue de l'histoire pouvait tourner à l'envers !

Etat-major, Eglise, patronat, dirigeants du Front populaire et des ligues nationalistes, cagouleurs antisémites, tous pouvaient enfin souffler et se rassurer. L'objectif essentiel était atteint : la propriété, celle, s'entend, des grands moyens de production, celle que visèrent un instant les comités de grève et d'occupation, était sauvée du *bolchevisme* au prix d'une "étrange défaite" (Marc Bloch).

Dès lors, qu'importait le prix à payer ? Tout plutôt que la révolution. La veulerie de la bourgeoisie française s'établit dans le soulagement secret des possédants qui acceptèrent de courber l'échine sous la botte nazie.

Le sordide secret de cette défaite s'exprima dans la déclaration du porte-parole de la délégation française à la convention d'armistice ; c'est lui qui vendit la mèche : "*Le général Huntzinger, chef de la délégation française aux discussions d'armistice en juin 1940, précise au général von Stülpnagel, qui préside la Commission franco-allemande d'armistice, (que) le Maréchal (...) a accepté, pour sauver son pays de la révolution et de la ruine, de signer l'armistice*" (Jean-Jacques Marie, *Trotsky*, p. 541).

L'ombre de la révolution permanente

Depuis la scission avec la SFIO et la proclamation, dans le sillage d'Octobre 17, d'un parti communiste SFIC au sein d'une classe ouvrière combative, la me-

nace de la révolution inquiétait au plus haut degré les cercles du capitalisme français et européen. Pour se protéger des aspirations à l'émancipation de sa classe ouvrière, la République bourgeoise n'avait-elle pas, par deux fois — en 1916 et en 1935 — procédé à l'expulsion de son territoire du plus dangereux des agitateurs : Léon Trotsky ? Le chef du Kremlin, qui le craignait à juste titre comme la peste, et les chancelleries occidentales qui mesuraient en lui l'ennemi de classe encore actif l'avaient condamné à parcourir "*la planète sans visa*" (Malaquais).

Pour gommer cette immense et insolente tache rouge sur le planisphère du monde, l'élimination de Trotsky s'imposait à tous ceux que la révolution menaçait.

Avant de quitter la scène, la majorité des élus du Front populaire de 1936, encore présents, donnèrent le coup de grâce à la République. Trahissant leur mandat, ils la livrèrent, "pour sauver la patrie", à un vieux maréchal, doté pour cette besogne sans gloire des pleins pouvoirs en carton-pâte d'une dictature sénile mort-née.

La divine surprise !

La flamme de la révolution une fois étouffée en France, Hitler, Mussolini et Pétain, tous artisans complices de la défaite, se partagèrent les rôles. Aux maîtres du fascisme vainqueur : le démembrement et le pillage du pays. A l'ancien vainqueur de Verdun, la tâche de faire boire la coupe de la honte jusqu'à la lie à un peuple puni d'avoir succombé à "*l'esprit de jouissance*" et trop chanté "*Debout, les damnés de la terre, nous ne sommes rien, soyons tout !*".

Quelle *divine surprise* ! s'écrièrent tous les Charles Maurras éblouis, monarchistes anti-dreyfusards, pourfendeurs de laïcité et casseurs de "gueuse". Ni coup d'Etat à l'issue hasardeuse ni massacre préventif par une bourgeoisie coutumière de "coups de chien" aveugles et sanglants.

Bref : "*Une défaite bénie (...) qui permit la dissolution des syndicats, des écoles normales d'instituteurs, des partis ouvriers et de la franc-maçonnerie, le fi-*

nancement de l'école catholique par l'Etat" (Jean-Jacques Marie, Trotsky, p. 537).

Ordre nouveau : "Maréchal, nous voilà !"

Sonné par ce désastre, le mouvement ouvrier — colonne vertébrale de la démocratie — se disloqua et s'affaissa d'un coup. Le corps social, privé de ses outils de résistance historiques, observa passivement l'arrivée d'un régime politique nouveau qui lui tombait du ciel : la *Révolution nationale*.

C'est donc avec ces institutions nouvelles, inconnues de lui et de la population, que Varian Fry dut composer pendant plus d'un an. Elles troquaient les guenilles de la République contre la camisole du corporatisme. Pendant treize mois passés à Marseille, il se refusa à endosser cette chemise qui ficelait sa victime par derrière.

On installa le Maréchal au sommet d'une entité politique inédite. Comment nommer une non-existence politique ?

Répondant au vide juridique, on inventa un vide institutionnel : l'*Etat français* !

Armé d'un drôle de bâton (de maréchal !), l'homme de la *collaboration d'Etat* fut logé dans l'un des hôtels de Vichy, chef-lieu d'arrondissement de l'Allier. Cette minuscule capitale du thermalisme fut élevée au grade inattendu pour le monde entier de capitale d'un pays privé de capitale. Où la situer sur la carte de France ?

Surveillé de près par la Gestapo, au milieu de curistes malades du foie, il présida aux destinées d'un gouvernement sous influence où des ombres de ministres se croisaient dans les corridors interminables de l'hôtel du Parc...

Varian Fry raconte une délégation qui le conduisit dans l'ambiance délétère de ce haut lieu du faux-semblant, particulièrement sinistre en hiver. Il s'y rendait pour plaider, sans succès, le renouvellement de son visa à l'ambassade des Etats-Unis et, au ministère de l'intérieur, le sort de ses protégés. Il y arpentait d'"*interminables corridors de l'hôtel (où) vous passez de-*

vant des portes de chambres sur lesquelles on lit, écrit à la main sur des morceaux de papier, Vice-Présidence du Conseil, Chef de Cabinet, Entrez sans frapper..." (La liste noire, p. 141).

Varian Fry se heurtait à Vichy à un inconsistant gouvernement de papier auquel se soumettait en apparence la forteresse américaine qui l'avait mandaté...

Le Maréchal tira de son képi de vieux magicien une trilogie pour enfants des écoles : *travail, famille, patrie*. Mais le képi était vide : plus de travail, plus de famille, plus de patrie. Tous envolés sur les routes de l'exode, les villes bombardées, les papas prisonniers, les mamans veuves ou privées de maris, les enfants abandonnés et les jeunes gens déportés, esclaves du STO. La patrie ? Disloquée en sept parties aux statuts divers : de l'annexion pure et simple pour l'Alsace-Moselle à la non-occupation militaire pour Marseille et la zone sud. Fini, le cadre national où se forgèrent les libertés démocratiques et les droits ouvriers. Une frontière artificielle — la ligne dite de "démarcation" — marquant l'avancée de la *Blitzkrieg* coupa le pays en deux : *nord, occupé, et sud, libre ou non occupé ou inoccupé, mais librement parcouru par les hommes de la Gestapo*.

Varian Fry ne connut pas l'occupation de la zone sud par l'Allemagne et l'Italie en décembre 1942.

Les enfants et leurs maîtres, réunis chaque matin s'il ne pleuvait pas, devaient chanter, en rangs et au garde-à-vous devant les couleurs, le fameux *Maréchal, nous voilà, toi, le sauveur de la France* !

Un embrigadement politique précoce qui fit réfléchir une génération d'écoliers parvenus à l'âge adulte.

Un Don Quichotte à Marseille ?

Avec le recul et un peu d'humour, se qualifiant lui-même de "*Don Quichotte moderne volant au secours de réfugiés politiques*" (*La liste noire*, p. 90), et après un moment d'observation de l'ampleur des tâches à accomplir, Varian Fry se présenta à ses nouvelles autorités comme envoyé d'un Comité américain d'aide d'urgence. Il était porteur de visas

destinés à des réfugiés fuyant le nazisme depuis 1933, déjà présents à Marseille et ses environs ou affectés par Vichy à divers camps d'internement dont ceux du Vernet, des Milles, de Gurs, de Rivesaltes... Son mandat l'autorisait à les rencontrer pour leur procurer les documents tant attendus leur permettant de gagner les Etats-Unis, hors quotas d'immigration. *“Le consul général me répète sans arrêt que je vais être expulsé un jour ou l'autre si j'ai la chance de ne pas être arrêté et poursuivi. Mais quatre amis de Paul Hagen sont au camp du Vernet et il m'a demandé de les aider. Je ne veux pas partir tant que je n'ai pas réussi à leur faire quitter la France”* (p. 100).

Au fil des jours, l'épée de Damoclès d'une arrestation à domicile ou de la raffle en pleine rue des gens à rechercher l'incitèrent à réorganiser son service spécial d'urgence, indépendant des tutelles de l'ERC, du consulat et, si possible, de l'Evêché (siège de la police). Il conservait sur lui la *liste noire*, copie de celle établie à Berlin par la Gestapo : deux cents intellectuels, artistes, écrivains et opposants notoires qu'il fallait sauver coûte que coûte de ce terrible article 19 de la convention d'armistice exigeant qu'on les lui livrât sur simple demande.

Mary-Jayne Gold, cette jeune touriste présente sur le sol français au début de la guerre, belle et richissime américaine si bien nommée qui rallia le comité de Varian Fry, évoque dans sa biographie la genèse de cette fameuse liste : *“Alors que Varian Fry achevait ses préparatifs, des représentants des groupes émigrés allemands, autrichiens, tchèques, italiens et même français lui fournirent des listes de personnes en danger. Le musée d'Art moderne de New York et la New School for Social Research y ajoutèrent leurs noms. La centrale syndicale American Federation of Labor envoya son propre éclaireur, le Dr Frank Bohn”* (Marseille, année 40, pp. 22-23).

C'est ainsi que la fine fleur de l'*intelligentsia* européenne : intellectuels, artistes, chercheurs, musiciens, peintres, acteurs, écrivains et hommes de lettres, des arts et de la politique était menacée d'anéantissement. Mary-Jayne Gold les regroupe sous cinq rubriques : art ;

théâtre-cinéma-musique ; auteurs et éditeurs ; science et philosophie ; militants politiques.

On ne peut évidemment les citer tous ici, mais quelques noms suffisent à saisir l'ampleur et la qualité du sauvetage à effectuer par Varian Fry.

Des peintres : Marc Chagall, Marcel Duchamp, Max Ernst, Wilfredo Lam, André Masson... Des producteurs de théâtre, des chefs d'orchestre, des musiciens, des chanteurs, un réalisateur de cinéma, Max Ophuls, une *muse*, nous dit-elle : Alma Mahler Werfel..., des écrivains : Hannah Arendt, André Breton, Lion Feuchtwanger, Konrad Heiden — biographe d'Hitler —, Jean Malaquais, Golo Mann, Valeriu Marcu, historien, Heinrich Mann, Walter Mehring, poète, Benjamin Péret, poète, Jacques Schiffrin, éditeur (créateur des éditions de La Pléiade), Victor Serge, romancier, Franz Werfel..., Otto Meyerhof, physiologiste, prix Nobel en 1922, des physiciens, psychiatres, professeur de philosophie, mathématicien, statisticien..., Franz Boegler, Bedrich Heine, Wilhelm Pfeffer : socialistes allemands, Giuseppe Modigliani, leader du Parti socialiste italien, Friedrich Stampfer, ancien député socialiste au Reichstag et rédacteur du *Vorwaerts*, organe de feu le parti social-démocrate allemand...

Comment traverser les mailles du filet ?

En treize mois, outrepassant largement les limites de son mandat, Varian Fry réussit à aider plusieurs milliers de réfugiés menacés d'arrestation, majoritairement des Juifs. Avec un visa vers les Etats-Unis, le Mexique ou l'Amérique du Sud, à l'aide de filières organisées par les chemins muletiers partant de Cerbère ou de Banyuls à travers les Pyrénées, ou grâce à un soutien matériel concret : repas, argent, papiers, faux ou falsifiés, hébergement, téléphone, etc. Parfois, c'est l'échec, lorsque, après avoir *“pu leur obtenir des visas de transit portugais et espagnol, la frontière espagnole s'est refermée, (nous obligeant) à trouver un autre moyen de les évacuer de France au plus*

vite — ou nous résigner à les voir retourner au Vernet, vers on ne sait quel destin” (p. 101). Ou lorsque “la frontière espagnole est fermée et qu'aucun bateau ne quitte Marseille à part des bâtiments français à destination d'Oran et d'Alger, ça semble vraiment être la fin (...). On dirait que les réfugiés sont vraiment piégés. Ils sont parqués en France comme du bétail dans l'enclos de l'abattoir et la Gestapo n'aura qu'à venir se servir. Finies, les évasions” (p. 99).

Les fonds provenaient d'Amérique, des familles et des amis des réfugiés, du siège de l'ERC, de la riche héritière ou d'autres voies plus ou moins légales et clandestines, via la Suisse. Ils étaient souvent avancés à des réfugiés qui remboursaient la mise une fois parvenus à bon port.

Protégé, pensait-il, par le mandat de l'ERC, par le visa de son passeport et la lettre personnelle de recommandation d'Eleonor Roosevelt, Varian Fry croyait disposer d'un capital de confiance et d'une marge de manœuvre suffisants pour sauver ses “clients”. Dans la dégringolade universelle, il pouvait à juste titre s'estimer un peu ambassadeur de la véritable Amérique : celle des droits de l'homme dans le pays qui les avait proclamés et perdus. C'était sa légitimité et sa légalité secrètes dans un monde qui les rejetait. Pendant trois cent quatre-vingt-sept jours, il réussit ainsi à insérer sa minuscule pointe de démocratie américaine dans les interstices de l'Etat policier. Au milieu de la barbarie ambiante, sa force morale s'appuyait sur l'existence de cette immense démocratie qui l'envoyait sur le front. Cela explique l'assurance dont il faisait preuve dans ses démarches innombrables non seulement à Marseille, mais aussi à Vichy, à Madrid, à Lisbonne, à Narbonne et sur les sentiers de passeurs des Pyrénées. Il n'hésita pas à convoyer et à accompagner personnellement certains de ses protégés jusqu'à l'embarquement à Lisbonne. Il n'y avait pas, pour lui, de situation désespérée, mais des gens désespérés dans des situations difficiles qu'il fallait savoir examiner les yeux ouverts. Il ruse, il déjoue, il trompe, il ment, il disparaît, il réapparaît, il se joue autant qu'il le peut de

la machine policière parfois défaillante de Vichy à Marseille, où tous les policiers ne sont pas attachés à la philosophie policière de la même façon. Il eut même de son côté un commissaire qui sut le prévenir de mauvais coups et perquisitions décidés contre lui à l'Evêché. Il termina même son équipée marseillaise comme clandestin, sans papiers ! Le consulat et la police les lui avaient confisqués pour l'inciter à déguerpir au plus vite ! Bref, l'illégalité n'était assurément pas sa tasse de (mauvais) café ! Face à un pouvoir de gangsters, toute initiative propre à sauver des réfugiés traqués par la Gestapo était légitime, légale et justifiée.

Sa qualité d'Américain était incontestablement un atout. Elle forçait le respect dû à un étranger venant d'un grand pays ami, non seulement en règle avec la loi, mais porteur d'une mission humanitaire liée à la convention de Genève. Il n'était ni Juif ni communiste (orthodoxe). Quelles meilleures garanties pouvait-il offrir ?

“Le Maréchal arrive en ville” (titre d'un chapitre de son livre)

Varian Fry découvrit à ses dépens que la police de Vichy ne respectait pas la liberté de mouvement des citoyens américains et que son passeport ne l'immunisait guère contre la lèpre pétainiste. Lui aussi est arrêté par la rafle et la perquisition qui vidèrent la villa Air-Bel de ses occupants. On les embarqua sans ménagement particulier sur le *Sinaïa*, prison flottante où furent préventivement entassés les *indésirables* de Marseille à l'occasion de la venue que le Maréchal voulait triomphale, les 2 et 3 décembre 1940.

Varian Fry et ses amis et protégés présents à la villa, André Breton, Victor Serge, Daniel Bénédite, Jean Gemälhing, Mary-Jane Gold, alertèrent le consulat et le capitaine du bateau les reçut. Lorsque leur ami Harry Bingham, vice-consul, les rejoignit en toute hâte à bord, le capitaine sortit de son placard quelques fines bouteilles rescapées de la pénurie pour honorer des Américains et leurs amis ar-

tistes français. Mais ils ne parvinrent pas à les extirper des griffes de la police avant la fin de "l'exercice" !

Le durcissement des conditions d'attribution des visas adopté par les Etats-Unis pour barrer la route à l'invasion des flots d'*indésirables* venant d'Europe (*Russel Act*) — visant les communistes et les Juifs — et celui, d'autre part, des difficultés rencontrées aux entrées et sorties à la frontière espagnole, un jour ouverte, un jour fermée, le contraignirent à des relations de chat et de souris de plus en plus tendues et risquées avec le consul, l'ambassade à Vichy et l'Evêché.

Les issues de secours se verrouillant l'une après l'autre, sa mission devint presque impossible ! Son aventure marseillaise ne pouvait plus s'éterniser !

Il fut alors expulsé, ou plutôt *refoulé*, comme en termes diplomatiques cela doit être dit, concernant un libre citoyen américain, à la frontière, accompagné d'un policier compréhensif, afin d'être honorablement restitué à son pays.

Examinons les véritables raisons de l'expulsion de Varian Fry.

Le 29 août 1941, un peu plus d'un an après son arrivée, suite à un avis de recherche lancé contre lui par la police, privé de passeport et de visa, devenu "immigré clandestin", accusé de trafic de devises, il fut convoqué à l'Evêché par Maurice Rodellec du Porzic, intendant général de police pour la région de Marseille.

Varian Fry, porteur d'un mandat des Etats-Unis, souhaitant discuter d'égal à égal avec l'homme fort de Pétain, se rendit à la convocation.

Dialogue entre deux mondes qui s'affrontent

Varian Fry : *"Le consul américain me prévient que la Gestapo fait pression sur la police française pour qu'on m'arrête immédiatement."*

Maurice Rodellec du Porzic : *"Vous avez causé beaucoup de désagréments à mon bon ami le consul général des Etats-Unis (...). Mon ami le consul général me dit que votre gouvernement et le comité américain que vous représentez*

(il s'agit ici de l'Emergency Rescue Committee, l'ERC, constitué aux Etats-Unis, et non du Comité américain de secours, CAS, créé à Marseille) *vous ont demandé l'un et l'autre de rentrer immédiatement aux Etats-Unis."*

V. F. : *"Il y a erreur. Mes instructions sont de rester (...). Il n'y a aucune preuve que j'y aie été mêlé d'une quelconque manière (la police l'accusait de trafic de dollars)."*

M. R. du P. : *"Dans la France nouvelle, nous n'avons pas besoin de preuves (...). Au temps de la République, on croyait qu'il valait mieux laisser une centaine de criminels en liberté qu'arrêter un innocent. Cela, c'est fini. Nous croyons qu'il vaut mieux arrêter cent innocents que laisser un seul criminel s'échapper."*

V. F. : *"Je vois que nos idées sur les droits de l'homme sont très éloignées."*

M. R. du P. : *"Oui. Je sais qu'aux Etats-Unis vous adhérez encore à la vieille idée des droits de l'homme. Mais vous finirez par partager notre point de vue. C'est simplement une question de temps. Nous avons compris que la société est plus importante que l'individu. Vous finirez par y venir, vous aussi."*

(Se levant pour quitter les lieux, mais se ravisant et jouant la naïveté), Varian Fry pose une dernière question à l'homme de Vichy : *"Dites-moi, franchement, pourquoi vous acharnez-vous sur moi ?"*

Maurice Rodellec du Porzic : *"Parce que vous protégez les Juifs et les antinazis" (Livrer sur demande..., pp. 249-250).*

B. Que signifie "protéger" ?

Aide, protection ou ingérence ?

L'accusation portée contre lui d'avoir protégé les Juifs et les antinazis lui valut l'expulsion à la fois des autorités de Vichy, mais aussi et plus encore du Département d'Etat lui-même. Soyons clairs : la protection des réfugiés, comme telle, n'entraîne pas dans le mandat de l'ERC.

Les *aider*, oui, les *protéger*, non. Où est la différence ?

Pour contourner l'application de l'article 19 qui concentrait l'activité de Varian Fry, le "conseil de guerre" qui avait été réuni en toute hâte à New York dressa cette fameuse liste d'intellectuels, d'écrivains, d'artistes, etc. — établie selon des critères qui excluaient les communistes (du Komintern) et les révolutionnaires — pour les *aider* à quitter l'Europe. Critiquée pour son élitisme et sa récupération des cerveaux, elle concernait l'élite reconnue de la culture européenne, qualifiée de *dégénérée* par Hitler et... de si peu prolétarienne par Staline.

Coûte que coûte, il fallait l'arracher à ce piège. Quoique tous antinazis et souvent Juifs, les listes confiées à Varian Fry ne concernaient pas des Juifs et des antinazis *en tant que tels, mais des réfugiés cherchant à échapper au nazisme ou chassés par le nazisme avant l'effondrement militaire et politique de la France.*

Rapports de Varian Fry avec le consulat des Etats-Unis à Marseille

Varian Fry substituait à la notion d'*aide* à des réfugiés — selon la convention de Genève — celle d'une *protection* des Juifs et des antinazis. Il brisait ainsi le consensus établi. Cette ingérence dans les affaires d'un Etat relevait d'un *casus belli* qui fragilisait le *statu quo* entre vainqueur et vaincu. D'autant que l'amiral Leahy, ambassadeur des Etats-Unis à Vichy, ne cachait pas sa sympathie pour le Maréchal et sa réprobation pour Varian Fry.

La réponse du *chargé d'affaires* de l'ambassade des Etats-Unis à Vichy auquel Varian Fry avait envoyé une longue liste de gens à sauver est claire et nette : l'ambassade "*ne peut obtenir* (du département d'Etat) *des visas de sortie individuels pour des milliers de réfugiés qui souhaitent quitter la France, quelle que soit notre compassion pour ces pauvres malheureux qui aspirent à trouver un havre à l'étranger*" (p. 143).

Sa relation avec son compatriote Fulleton, consul général des Etats-Unis par

ailleurs "ami" de Rodellec du Porzic, ne fut pas très détendue. "*Contrairement à ce que l'on pourrait penser, les relations de Fry avec le consulat des Etats-Unis à Marseille, et celles qu'il pourra entretenir par la suite avec l'ambassade, à Vichy, et notamment avec l'amiral Leahy, ne furent ni cordiales ni sympathiques*" (J.-M. Guiraud, p. 117).

Muni de pouvoirs quasi diplomatiques et largement connoté à gauche, la mission de ce journaliste, *missus dominicus* informel du département d'Etat, proche de la Maison-Blanche par l'épouse du président, ne pouvait qu'indisposer le représentant officiel des Etats-Unis à Marseille. Le consul ne tarda pas à flairer en lui un rebelle à sa légitimité institutionnelle : il tendait à échapper au contrôle de ses services. Il leur faisait de l'ombre. La routine administrative ne pouvait faire bon ménage avec des situations à la lisière de la légalité et qu'il fallait régler dans l'urgence. Excédé par ses initiatives — à l'exception du vice-consul, Hiram Bingham, qui l'aida et qui finit par être déplacé —, le consul ne cessa d'exiger du siège de l'ERC et du département d'Etat le rapatriement de celui qui fut rapidement qualifié d'*emmerdeur* par le personnel du consulat. Pour illustrer cette réalité, le consul lui remit un jour à sa demande le télex reçu de Vichy qui "*ne peut approuver les agissements qui nous ont été rapportés du D' Bohn, de M. Fry et d'autres personnes visant à contourner les lois de pays avec lesquels les Etats-Unis entretiennent des relations amicales*" (La liste noire, p. 94).

Retour sur la conception du voyage confié à Varian Fry

Selon Jean-Michel Guiraud, "*il s'agissait simplement d'une mission de reconnaissance dans la zone non occupée pour définir la situation des réfugiés étrangers, surtout des Allemands antinazis menacés d'être livrés par Vichy, sur simple demande des autorités d'occupation ou de la Gestapo, selon la clause 19.2 de la convention d'armistice*".

Avec trois mille dollars en poche, collectés dès le 25 juin lors de la réunion

de fondation de l'ERC à l'hôtel Commodore de New York, un simple aller-retour New York-Marseille, pour un bref séjour de trois à quatre semaines, délai jugé nécessaire pour rencontrer les personnalités recensées, devait suffire. Pas de temps à perdre : Varian Fry prit un mois de congé et s'envola avec l'hydravion régulier New York-Lisbonne.

C'est une rapide prise de conscience de la réalité qui modifia son destin.

La situation des réfugiés était tellement alarmante, selon les informations que lui fournit Frank Bohn, le délégué de la centrale syndicale de l'AFL (*American Federation of Labor*) qui l'avait précédé à l'hôtel Splendide (actuellement siège du CRDP à Marseille, boulevard d'Athènes), qu'il changea rapidement son fusil d'épaule.

Si l'on voulait vraiment respecter les termes du contrat, sauver les gens de la liste, il fallait beaucoup plus de temps pour retrouver ces hommes et ces femmes traqués et dispersés dans la région marseillaise. Il fallait s'installer à demeure, d'autant que la rumeur se répandit vite de la présence, à Marseille, d'un Américain porteur d'espoir, de visas et de dollars. Ce qui ne pouvait manquer d'intriguer la police lorsque les files de demandeurs de visas s'allongeaient dans les escaliers et devant sa porte et indisposaient les responsables de l'hôtel.

Selon Jean-Michel Guiraud, *“si Varian Fry a choisi Marseille pour installer la tête de pont de son opération de sauvetage, c'est parce que la cité phocéenne est un lieu de repli avec des structures culturelles relativement récentes, développées dans l'entre-deux-guerres”*.

Varian Fry troqua ainsi une brillante carrière de journaliste, déjà bien tracée aux Etats-Unis, pour une mission humanitaire hasardeuse, pleine de pièges, à l'issue incertaine et mal définissable. Coup de tête ou prise de conscience d'une responsabilité nouvelle imposée par le caractère exceptionnel de la situation et de la mission ? En tous les cas, ce choix ne répondait à aucune ambition carriériste personnelle. Bien au contraire ! Dès son retour forcé aux Etats-Unis, il fut remis au placard de l'oubli. Il n'exi-

gea ni ne chercha à retirer de cette extraordinaire aventure quelque reconnaissance, avantage ou gloire que ce fût.

Un programme, une organisation et une direction indépendante

Il n'esquiva pas la difficulté, fit face et répondit à la situation en se dotant d'un appareil opérationnel moins provisoire et plus professionnel ; une vitrine, le *Comité américain de secours (CAS)* qu'un avocat alla déclarer en préfecture en parfaite légalité.

Après l'hôtel Splendide et un passage boulevard Garibaldi, il installa ses bureaux dans un local plus vaste, rue Grignan, qu'il décora du drapeau américain. Il proclamait ainsi l'existence d'une parcelle d'Amérique à Marseille, de statut privé, distincte du consulat, symbole de libertés démocratiques. Pour rassurer les réfugiés et, peut-être, impressionner la police ? Plus sûrement pour affirmer son indépendance, clé de ses initiatives hasardeuses et confidentielles.

Parfaitement conscient des faibles marges de manœuvre dont il disposait, il remplaçait sans cesse sa mission dans le contexte politique des rapports de force d'une guerre en continue évolution.

“Les événements à l'horizon politique, les nouvelles dispositions frontalières du Portugal et de l'Espagne, la présence des agents de la commission Kundt, cette évolution a pour nous deux conséquences. D'une part, nous allons devoir réorganiser notre travail, abandonner une fois pour toutes l'idée qu'il pourra se régler en quelques semaines et miser sur le long terme. D'autre part, nous allons avoir à secourir un grand nombre de réfugiés et tout faire pour leur éviter la prison ou le camp d'internement. Réorganiser le travail implique de restreindre autant que possible le nombre des conspirateurs pour transformer le bureau — jusqu'ici un paravent plus ou moins opaque pour des opérations illégales — en un véritable centre d'entraide géré par des professionnels du travail social, dont la plupart ne doit pas se douter qu'ils couvrent des ac-

tivités clandestines (...). De la sorte, j'espère pouvoir dissocier le travail clandestin du travail de bureau" (*La liste noire*, p. 113).

Les bureaux du CAS sont officiellement ouverts le 1^{er} octobre. (Une plaque apposée sur le mur, rue Grignan, rappelle le lieu et l'événement.)

Au grand dam de l'ERC, la mission de Varian Fry changeait ainsi non seulement d'échelle, mais également de nature.

Renonçant à établir une limite au nombre de dossiers à examiner et une durée à leur consacrer pour les mille et une démarches concrètes à effectuer, il la fit glisser du statut d'action humanitaire à celui d'une solidarité politique dressée contre la double légalité policière et administrative de Vichy et du consulat.

Le consul Fulleton, hostile aux activités subversives de Fry, "*loin de lui accorder son soutien, lui conseille de rentrer au plus vite aux Etats-Unis*" (*Dossier de presse*) - (Exposition Halle Saint Pierre, chronologie, p. 14).

Rejetant toute notion de charité chrétienne, il concevait son mandat comme un mélange spécifiquement américain de démocratie des droits de l'homme et de solidarité de classe ouvrière.

Au départ de Franck Bohn, délégué de l'AFL rappelé aux Etats-Unis, Varian Fry récupéra la partie du travail ouvrier confié au syndicaliste.

"*Maintenant, en plus des écrivains, des catholiques, des jeunes socialistes et des Anglais* (il s'agissait des aviateurs anglais de la *British Expeditionary Force* tombés en France et à rapatrier d'urgence en Angleterre pour le service de la RAF, via le Portugal, pays resté neutre), *j'hérite de Breitscheid, d'Hilferding, de Modigliani et de tous les autres chefs de file plus âgés des divers et multiples mouvements ouvriers et socialistes d'Europe*" (*La liste noire*, p. 107).

Le renforcement du CAS avec des militants révolutionnaires

Le 20 octobre, il est rejoint par André Bénédite, un militant socialiste aguerri du mouvement ouvrier français qui va

jouer un rôle central au CAS. "*En octobre 1940, il rejoint Marseille à l'appel de Mary-Jayne Gold, une riche Américaine vivant en France et que sa famille avait pris en pension durant les années 1930. Il fait alors la connaissance de Varian Fry, dont il devient l'un des plus proches collaborateurs, mettant ses compétences acquises à la préfecture de police ainsi que ses anciens réseaux professionnels et militants au service du CAS*" (Charles Jacquier).

André Bénédite et Paul Schmierer, son ami et adjoint, militants tous deux de la gauche révolutionnaire de la SFIO, adhèrent au Parti socialiste ouvrier et paysan (PSOP) que Marceau Pivert fonda en juin 1938 contre la politique de capitulation de Léon Blum. Ils avaient donc milité au contact de la mouvance trotskyste. Pivert et Trotsky avaient plusieurs fois dialogué.

C. Avec la signature du pacte germano-soviétique : qui est réellement antinazi ? Trotsky, trotskysme, antitrotskysme

Le *Dossier de presse* qui présente la récente exposition et les débats organisés à l'occasion du centième anniversaire de la naissance de Fry à la Halle Saint-Pierre, à Paris (du 17 septembre 2007 au 9 mars 2008), précise qu'« *il se sent assurément plus proche des réfugiés compliqués de l'intelligentsia européenne que des fonctionnaires bornés et xénophobes du consulat américain (sauf le bon Hiram Bingham Jr, bientôt muté ailleurs). Les rapports avec "la maison mère" à New York se détériorent constamment, et Fry finit par proclamer avec insistance que son Centre est un organisme parfaitement indépendant qui ne reçoit d'ordres de personne. Vers la fin, tout le monde — sauf ses collègues et les réfugiés ! — veut qu'il rentre chez lui : le département d'Etat américain, qui fait pression sur l'Emergency Rescue Committee à New*

York ; la police de Vichy, qui savait sûrement ce qu'il faisait et qui n'aimait surtout pas les trotskystes ou anciens trotskystes qui faisaient partie de son entourage (souligné par moi), et peut-être surtout les fonctionnaires du consulat américain à Marseille, qui le détestent et ne voient en lui qu'un "trouble-maker" — un semeur de pagaille. »

Retour sur l'analyse politique du contexte de la guerre

Le 22 août 1939, les "étoiles jumelles" Hitler et Staline signèrent un pacte de "non-agression".

Staline fondait son analyse sur le refus du Royaume-Uni et de la France de faire alliance avec lui contre Hitler. Staline avait un besoin urgent de temps pour stabiliser la couche sociale issue de l'appareil du parti et des soviets, bénéficiaire des privilèges acquis sur le dos de la classe ouvrière. En pleins remous politiques des procès de Moscou et de liquidation de l'état-major de l'Armée rouge, il lui fallait gagner du temps et maintenir coûte que coûte le *statu quo*.

La guerre, formidable machine à détruire la vie quotidienne des peuples et qui les soumet à des tensions sociales énormes, menaçait de ranimer en URSS la flamme d'Octobre, la démocratie des soviets et le spectre du trotskysme encore vivant dans la conscience soviétique. Cette perspective le paralysait.

Il lui fallait donc signer un pacte de tranquillité (provisoire) avec quelque diable capitaliste que ce fût. Ce fut Hitler. Le manifeste de la *Conférence d'alarme* tenue à New York le 28 mai 1940 par le SWP (*Socialist Worker Party*, section américaine de la IV^e Internationale) analysait ce pacte non comme une géniale manœuvre de Staline, mais comme "préparant l'agression contre l'URSS dans des conditions plus favorables pour l'assaillant". Hitler s'emparant de la moitié ouest de la Pologne, la frontière avec l'URSS devenait la même avec celle de l'Allemagne. Elle ouvrait la porte directement sur l'invasion, le moment venu et choisi par Hitler.

Ce pacte fit l'effet d'un séisme dans les rangs des partis communistes. Il était

clair pour tous que cette signature "invitait tous les partis communistes à bénir le pacte Hitler-Staline et à jeter l'antifascisme à la poubelle" (Trotsky, Jean-Jacques Marie, p. 541).

La seule force antinazie réelle se concentre dans la mouvance trotskyste

Dès lors que les partis communistes devinrent interdits d'antinazisme militant par le chef du Comintern lui-même, les antinazis protégés par Varian Fry ne pouvaient que relever de la *mouvance trotskyste, en relation avec la Quatrième Internationale dispersée*.

Tous les artistes regroupés autour de la *Révolution surréaliste* d'André Breton n'étaient-ils pas reliés, sinon liés, de près ou de loin, à Trotsky et au trotskysme ? N'avaient-ils pas choisi le camp de l'Opposition de gauche et de la "révolution permanente" contre celui de la "construction du socialisme dans un seul pays" avec Staline et... Aragon ? N'importe quel homme conscient, antifasciste et antistalinien, se trouvait nécessairement dans un rapport politique plus amical qu'hostile avec cette mouvance dynamique et clairvoyante.

Varian Fry ne pouvait échapper à cette réalité politique. Nationalisme stalinien ou internationalisme trotskyste ? Cette question dominait toutes les autres. Son antistalinisme acquis en Espagne et son antinazisme à Berlin le conduisaient nécessairement à croiser la route du trotskysme.

C'est à Marseille qu'elles se rencontrèrent. Ils firent un bout de chemin ensemble. Il savait le rejet de la demande d'asile pour Trotsky faite à la Maison-Blanche par ses amis et camarades. La haine stalinienne le poursuivait et le pourchassait partout. Le journal *L'Humanité*, en France, résonnait d'appels au meurtre. Dans la débandade universelle, ce courant restait le mieux organisé, le moins démoralisé et le plus conscient.

Cette mouvance militante active animait d'inépuisables discussions, dans des rapports politiques fraternels, amicaux ou conflictuels, entre amis trotskystes, antistaliniens divers, poumistes, oppo-

sants notoires au nazisme, anarchistes, socialistes de gauche, Allemands, Autrichiens, Italiens, Roumains. Le trotskysme, apprécié ou combattu, était le fil à plomb politique international de tous.

Ils avaient en commun d'être traqués, partout, à la fois par les polices fascistes d'Europe et les tueurs du Guépéou. Cette traque les soudait dans la perspective de l'effondrement prochain du nazisme et du fascisme. Modigliani, vieux dirigeant socialiste italien antistalinien qui "soutient l'enquête de Trotsky sur les procès de Moscou" (Broué, *Histoire de l'Internationale communiste*, p. 1051), refusait de quitter l'Europe. Il voulait voir et prendre part à l'effondrement de Mussolini ! Il n'eut guère à attendre : dès 1943, le jeu de cartes européen commence à s'effondrer par son chaînon le plus faible, l'Italie ! Varian Fry connaissait et protégeait à Marseille ce militant, frère du grand peintre.

Varian Fry et le trotskysme aux Etats-Unis

Au moment où Staline qualifiait les trotskystes d'*hitléro-trotskystes*, il signait le pacte avec Hitler. Une crise profonde jeta le trouble dans les partis du Comintern.

L'invasion de l'URSS le 22 juin 1941 par la Wehrmacht soulagea provisoirement la conscience des communistes orthodoxes.

Qui pouvait ignorer aux Etats-Unis l'existence de la *Commission Dewey*, tribunal menant l'enquête sur les procès de Moscou, à l'initiative des trotskystes américains ? Réunie dès le 1^{er} mars 1937, elle avait innocenté Trotsky le 13 décembre. Une défaite politique pour Staline que nulle personne politiquement éclairée ne pouvait ignorer. Le journaliste international Varian Fry ne pouvait ignorer cet épisode du combat antistalinien.

Sans doute ignorait-il le détail des débats qui traversaient les divers courants de la IV^e Internationale américaine en construction, s'opposant et se divisant sur fond de discussion avec Trotsky, réfugié au Mexique, en relation avec la marche à la guerre. Mais, comme journa-

liste politique, il les connaissait professionnellement.

Trotsky et trotskysme en France

André Bénédite ne pouvait y échapper. Pas plus qu'André Breton, porte-parole mondial du surréalisme, inscrit sur la *liste noire* de Varian Fry, hébergé par le CAS à la villa Air-Bel avec sa femme, Jacqueline Lamba, et leur fille Aurore.

En 1938, alors que les procès de Moscou décapitaient la génération d'Octobre, André Breton n'avait pas hésité, en dépit des menaces et des calomnies, à faire le voyage au Mexique pour le rencontrer... bien qu'il n'eût, selon Jean-Jacques Marie, "*qu'une connaissance superficielle du surréalisme*" (p. 511). Ils jetèrent ensemble les bases programmatiques d'une FIARI qui ne vit pas le jour (*Fédération internationale de l'art révolutionnaire indépendant*).

Dans *Communications - Artistes et intellectuels réfugiés dans la région marseillaise en 1940-1942 : un jeu d'ombres entre survie et engagement*, l'historien Robert Mencherini évoque "*une atmosphère très autogestionnaire* (réunissant) Sylvain Itkine, Jean Rougeul, Loris Fabien, Barbara Sauvage, Gilbert Lély, Jean Effel, Sylvia Bataille, Pierre Brasseur, Pierre Prévert, Benjamin Péret, Jacques Hérold, Jean Malakaisla. *Très liés au groupe trotskiste* (souligné par moi), *ses dirigeants sont interrogés par la police de Vichy lorsque ce dernier est inquiété*" (document Internet). La qualité de trotskyste de Sylvain Itkine, artiste et metteur en scène, fondateur de la Compagnie du Rideau Gris, arrêté par la Gestapo et qui mourut à Auschwitz-Birkenau, est complètement occultée par Roger Duchêne et Jean Contrucci dans leur volumineux *Marseille*. Ignorance ?

Varian Fry dans l'œil du cyclone de la traque des traqués

Comment a-t-il pu tenir le coup pendant treize mois ? Chacun mesurait l'enjeu de la double traque engagée par la Gestapo et le Guépéou contre ces irré-

ductibles antinazis. Varian Fry, viscéralement attaché aux droits de l'homme, menait le combat d'aide et de protection aux Juifs et aux antinazis qui se tournaient vers lui. Il n'était pas trotskyste, ni de près ni de loin. Mais il avait appris à rejeter le stalinisme, rencontré dans le Comité d'aide aux républicains espagnols (North American Committee to Aid Spanish Democracy) auquel il avait adhéré au début de la guerre civile en Espagne, et qui traquait toute la mouvance anarchiste et trotskyste. Ses rapports avec les gens du POUM l'avaient familiarisé avec le rôle de Trotsky dans la révolution d'Octobre, dans l'Armée rouge et la guerre civile. Son nom était synonyme de révolution. Même si Trotsky avait rompu avec le POUM après sa participation au gouvernement de Barcelone et à sa défaite, la solidarité avec les poumistes victimes de Staline demeurait vive.

Varian Fry aida Malaquais, ce Juif athée, sympathisant trotskyste, ex-bordiguiste et ex-poumiste, prix Goncourt 1939, à passer au Mexique.

Il aida Victor Serge, cet écrivain anarchiste devenu bolchevik, rallié à Lénine et à Trotsky, militant du Comintern, déporté par Staline à Orenbourg qu'une campagne internationale d'écrivains réussit en 1936 à arracher *in extremis* aux griffes de l'appareil. Tous ces hommes menacés étaient là, dans la villa Air-Bel, à ses côtés, en attente de visa. Justement, Victor Serge décrit l'ambiance culturelle exceptionnelle que les réfugiés avaient créée entre eux.

« Nous avons baptisé Espervisa le château délabré que j'habitai un moment avec de bons amis. André Breton y écrivait des poèmes dans la serre, au soleil de novembre. J'écrivais des pages de roman et ce n'était pas par amour de la "littérature" : il faut témoigner sur ce temps ; le témoin passe, mais il arrive que le témoignage reste (...). Je fus une fois arrêté à domicile et relâché, deux fois raflé dans la rue, une fois convoqué pour le camp de concentration, une fois interné pendant quelques jours à bord d'un bateau avec les collaborateurs du Comité américain ; j'avais de la chance d'être un écrivain connu — et assez bien défendu... j'habitai un hôtel — l'hôtel de

Rome — où quelques réfugiés de marque jouissaient d'une tranquillité relative à cause du voisinage de plusieurs agents de la Gestapo et d'une surveillance spéciale de la Sûreté (...). Ambiance : les poètes Walter Hasenclever et Walter Benjamin se sont suicidés... Rudolf Hilferding et Breitscheid, enlevés parmi nous, sont livrés aux nazis... L'avocat Apfel est venu mourir — du cœur — dans le bureau de Varian Fry... (...). Mes amis italiens ont un moral excellent. Ce sont un jeune marxiste aventureux, un vieux garibaldien plein de latinité, un vieux leader réformiste probe et d'une haute intelligence, Modigliani (...).

Quelques hommes en danger finissent par passer ! La bataille des visas que leurs amis ont à soutenir pour cela mériterait d'être décrite : cela ferait, pour une seule évasion, un livre balsacien plein d'incidents inattendus et de sombres dessous (...). Nous voici, mon fils et moi, sur un cargo bizarrement aménagé comme une sorte de camp de concentration flottant, le Capitaine Paul-Lemerle. Je pars sans joie (...). Nous sommes quarante camarades à bord, sur trois cents réfugiés, les autres ne songeant pour la plupart qu'à fuir, apolitiques et beaucoup réactionnaires » (pp. 808-809).

Il est clair que Varian Fry, par la place qu'il occupe à Marseille, se trouve dans l'œil du cyclone politique de la guerre elle-même.

“Le livre jaune français”. La diplomatie et Trotsky

Publié pour le ministère des Affaires étrangères, il réunit toutes les “pièces relatives aux événements et aux négociations qui ont précédé l'ouverture des hostilités entre l'Allemagne, d'une part, la Pologne, la Grande-Bretagne et la France, d'autre part”.

Le document 242 publie le rapport que Coulondre, ambassadeur de France à Berlin, envoie à Paris. Le 25 août 1939, trois jours après la signature du pacte entre l'Allemagne et Staline, Hitler convoquait l'ambassadeur de France à la chancellerie. Il voulait connaître l'attitude de la France avant l'entrée en guerre annoncée du Reich en Pologne.

Conclusion du dialogue avec Hitler avant la rupture des relations diplomatiques avec l'Allemagne :

Coulondre : *“Si je pensais effectivement, ai-je remarqué, que nous serions victorieux, j'avais aussi la crainte qu'à l'issue d'une guerre, il n'y eût qu'un vainqueur réel, M. Trotsky.”*

M'interrompant, le Chancelier s'écria : *“Pourquoi, alors, avoir donné à la Pologne un chèque en blanc ?”*

Dans un article du 18 octobre 1939, *“Encore une fois à propos de la nature de l'URSS”* (Œuvres, tome 22, p. 110), Trotsky commente cet “étonnant dialogue” :

“Ces messieurs donnent un nom propre au spectre de la révolution. Mais ce n'est bien entendu pas là que réside l'essentiel de ce dramatique dialogue, au moment même de la rupture des relations diplomatiques. La guerre va inévitablement provoquer la révolution, assure ce représentant de la bourgeoisie, lui-même glacé jusqu'à la moelle, mais qui cherche à effrayer son adversaire. Je sais, répond Hitler, comme s'il parlait d'une question résolue depuis longtemps, je sais ! Étonnant dialogue ! Tous les deux, Hitler et Coulondre, représentent la barbarie qui menace l'Europe. En même temps, aucun d'eux ne doute que la révolution socialiste l'emportera sur leur barbarie. Telle est actuellement la compréhension des classes dirigeantes de l'univers capitaliste. Leur complète démoralisation est l'un des éléments les plus importants dans le rapport des forces entre les classes. Le prolétariat a une direction révolutionnaire jeune et encore faible. Mais la direction de la bourgeoisie pourrait sur pied. Au début même de cette guerre, qu'ils n'ont pas pu éviter, ces messieurs sont persuadés d'avance de l'effondrement de leur régime. Ce seul fait doit être pour nous la source d'un optimisme révolutionnaire invincible.”

20 août 1940 : Trotsky assassiné une semaine après l'arrivée de Varian Fry à Marseille

La peur panique que Trotsky inspirait à Staline confinait à l'hystérie. A la suite d'une première tentative ratée, Soudoplatov, organisateur central de l'assassinat, rapporte cette conclusion de Staline : *“L'élimination de Trotsky se traduira par l'effondrement total du mouvement et nous n'aurons plus besoin de dépenser de l'argent pour combattre les trotskystes et les empêcher de détruire le Comintern ou de nous détruire”* (Staline, p. 590).

Arrivé à Marseille depuis une semaine, Varian Fry en fut-il informé ? Nul ne le sait. Le sort particulier de Trotsky ne le préoccupait pas particulièrement en arrivant à Marseille. La presse, et laquelle, celle qui s'était repliée sur Marseille, avait-elle informé ses lecteurs ?

La disparition de Trotsky supprimait la tête pensante de la révolution. Elle ne supprimait pas la révolution ! Ce fut un coup très rude pour la IV^e Internationale encore balbutiante, mais, en dépit de ses faibles forces, son orientation politique en phase avec la situation fondée sur la lutte des classes lui permit de résister à l'effondrement, d'agir et d'attendre l'effondrement imminent des régimes fascistes.

Or les *hitléro-trotskyistes* et leurs amis pourchassés par la trilogie policière Staline, Hitler et Vichy avec tant de haine sont ceux-là mêmes qu'à Marseille, encore une fois, Varian Fry côtoie et protège dans son *Comité américain de secours*.

Il est dans l'œil du cyclone !

Michel Barbe

(Suite et fin de cet article
dans le prochain numéro
des Cahiers du mouvement ouvrier.)

**Alexandre
Chtchoubine :
Novotcherkassk
(1962)**



Panneau définissant les revendications des grévistes et manifestants de Novotcherkassk : *“De la viande, du beurre, hausse des salaires.”*

“Place à la classe ouvrière !”

Déclarations

En mai 1962, Khrouchtchev eut l'idée d'installer des fusées à Cuba pour mettre les Américains dans la situation où ceux-ci avaient mis la Russie en disposant l'arme atomique près de ses frontières. Khrouchtchev comprenait que cela pouvait susciter un conflit et pressait les militaires dans la course aux armements. Et ces derniers exigeaient des moyens, si bien que le pays devait à nouveau se serrer la ceinture.

La nouvelle poussée de guerre froide, en 1961-1962, a signifié un tournant dans le développement social et économique de l'URSS. La relative amélioration de la situation économique de la population des années 1955-1965 s'est arrêtée. Cela a suscité de premiers troubles. A Alexandrov, on a ouvert le feu sur la foule. C'est ainsi qu'a commencé une série d'affrontements entre le pouvoir et le peuple qui s'avérait indigne de la confiance mise en lui.

En 1962, ayant à choisir entre les fusées et le pain, le “parti et le gouvernement” ont choisi les fusées. Le 1^{er} juin, on a annoncé l'augmentation des prix du pain, du beurre, des œufs. Comme toujours, ces attaques sociales contre les gens ordinaires étaient justifiées par la nécessité d'importantes transformations économiques : “Il faut comprendre que,

si nous ne prenons pas aujourd'hui des mesures comme l'augmentation du prix d'achat de la viande, demain ces produits manqueront, il y aura des queues pour la viande”, déclara Khrouchtchev. On le voit, la logique économique des idéologues communistes de ce temps différerait peu de l'argumentation actuelle des “néoconservateurs”.

Un habitant de Novotcherkassk, B. Stepanov, raconte : “*Si on se souvient que depuis deux ans seulement les magasins d'alimentation répondaient à tous les modestes désirs de l'âme russe et que les gens avaient déjà pris l'habitude que tous les ans, le 10 mars, on annonce une baisse des prix (généralement de 10 à 20 %), cette aggravation brutale et inattendue de l'approvisionnement ne pouvait que surprendre et éveiller la plus grande inquiétude.*”

La crise économique de 1961-1962 a créé une situation explosive. La réforme des prix a suscité une vague de mécontentement dans tout le pays, partout les ouvriers indignés discutaient, mais finalement se mettaient au travail. A Novotcherkassk, il en fut autrement.

Les pâtés aux abats

L'augmentation des prix frappait particulièrement durement les ouvriers qui

venaient de subir des baisses de salaires. C'était le cas des ouvriers de l'usine de construction électrique Boudenny, à Novotcherkassk (NEVZ). Les ouvriers discutèrent par petits groupes, se demandant comment ils allaient vivre.

La situation était particulièrement tendue au laminoin. Le directeur de l'usine, Kourotchkine, et le responsable du parti s'y rendirent. Un participant, P. Siouda, raconte : « *Ils ont pris les ouvriers de haut, comme des seigneurs. A ce moment, une marchande de pâtés s'est approchée du groupe d'ouvriers qui entouraient le directeur. Voyant les pâtés, le directeur a décidé de faire de l'esprit et s'est tourné vers les ouvriers en disant : "Si vous n'avez pas assez d'argent pour la viande et le saucisson, mangez donc des pâtés aux abats".* »

Les ouvriers ont explosé : « *En plus, les salauds, il se foutent de nous !* » Et ça a commencé. « *Les circonstances faisaient qu'il n'était pas nécessaire d'argumenter pour la grève. Dès qu'un groupe arrivait pour y appeler, le travail s'arrêtait aussitôt* », raconte P. Siouda. Des leaders sont immédiatement apparus et ont commencé à exprimer des revendications toutes simples. L'ajusteur V. Tchernikh et le peintre d'atelier V. Koroteev ont accroché les mots d'ordre « *De la viande, du beurre !* », « *On veut des logements* ». Un mot d'ordre a eu beaucoup de succès : « *Khrouchtchev à la casserole !* » « *En voyant déferler cette masse de gens en colère, les cordons de police se dispersèrent instantanément* », écrit P. Siouda.

La sirène d'usine a retenti dans la cité, amenant toujours plus de monde. V. Tchernikh était à la tête d'un groupe d'ouvriers, ce qui lui valut plus tard douze ans de camp.

Les tentatives de l'administration pour disperser le meeting et raisonner les ouvriers sont restées sans succès, d'autant que seul l'ingénieur en chef Elkin avait eu le courage de leur parler d'homme à homme. De la viande et du beurre, les orateurs en vinrent bientôt à l'injustice du gouvernement et à d'autres questions politiques. Ils furent accusés, par exemple, d'avoir attenté au saint des

saints, à l'aide internationale aux « partis frères ».

La question se posait. Que faire maintenant ? Il était clair qu'un meeting à l'intérieur de l'usine n'était pas suffisant. Pour attirer l'attention au-delà de la cité, les grévistes ont coupé la ligne de chemin de fer qui passait non loin, arrêtant le train « Saratov-Rostov » et émettant des signaux de détresse à partir du train. Il s'agissait de faire savoir dans les autres villes que « quelque chose se passait ». Les grévistes comptaient sur la solidarité des ouvriers du pays. En coupant la voie, les ouvriers de NEVZ lançaient, de fait, un défi au régime, ils refusaient de régler leur problème seul à seul avec lui et en appelaient à tout le pays.

Les ouvriers I. Sloujenko et S. Sitnikov ont appelé à aller dans les usines voisines pour y soulever les travailleurs. Une délégation de l'usine NEVZ, avec I. Sitnikov à sa tête, a pris le chemin de l'usine n° 17 et de l'usine d'électrodes. A l'usine 17, qui était une usine privilégiée, presque personne n'a soutenu la délégation. Furieux, les grévistes ont voulu arrêter cette usine « *de briseurs de grève* » en coupant le gaz. Mais cette tentative échoua : l'opérateur de la centrale, Fedorov, les trompa en fermant seulement les appareils, mais non la distribution.

Au tribunal, on a affirmé ensuite que la coupure de gaz aurait pu provoquer des explosions localisées. Mais on peut juger de la réalité de cette menace par le fait qu'elle n'est mentionnée qu'en passant et après celle, plus substantielle, d'un manque à gagner de 50 000 roubles.

A l'usine d'électrodes, la lutte entre les grévistes et le « parti de l'ordre » prit un tour encore plus dramatique. Le machiniste de la station d'accumulateurs, Viounenko, menaça de faire sauter le bâtiment avec tous les grévistes. En même temps, une partie des travailleurs de l'usine les soutenaient et les avait rejoints. Ils étaient dirigés par l'ancien officier A. Kortchak, à qui son sens aigu de la justice avait déjà valu trois ans de privation de liberté sous Staline, et l'ouvrier G. Katkov. Les affrontements ver-

baux entre les grévistes et ceux qui ne voulaient pas se joindre à eux prirent un tour si violent qu'on était à deux doigts d'en venir aux mains. Par exemple, un gréviste s'écria : *"Ceux qui travailleront sont des fascistes."* Eduqués par la propagande soviétique sur la vie des travailleurs dans les pays capitalistes, les grévistes stigmatisaient leurs adversaires en les traitant de *"briseurs de grève"*. Mais on en resta là et les partisans de la grève sont partis au meeting, laissant l'usine pratiquement paralysée. Une partie des ouvriers de l'usine "Neftemach" se joignit également à la grève.

Cependant, le mouvement ne concernait plus seulement les ouvriers. Des habitants prirent la parole au meeting. Ainsi, l'étudiant Iou. Demetiev proposa de s'emparer de la banque, du télégraphe, du téléphone et de la poste de Novotcherkassk pour faire connaître le mouvement dans les autres villes. On voit que les étudiants de cette époque avaient bien assimilé les leçons de Lénine.

Mais les ouvriers n'étaient pas disposés aussi radicalement. Le sentiment dominant était celui qu'exprima, notamment, P. Siouda : *"J'ai pris la parole, en appelant à poursuivre la grève, tout en restant fermes, maîtres de soi et organisés. Je proposais d'organiser une manifestation en ville pour le lendemain, d'élaborer nos revendications et de les présenter aux autorités."* C'est la position qui prévalut.

Avant de se disperser, les grévistes, passant devant les bureaux de l'usine, ont rassemblé les nombreux portraits de Khrouchtchev et en ont fait un grand feu, ce qui ne laissait pas de doute sur le caractère politique du mouvement.

On ne peut pas dire que les ouvriers aient été laissés à eux-mêmes. Le premier secrétaire de région, Bassov, s'est adressé, depuis le balcon, à ses subordonnés. Cette position "supérieure" suscita l'indignation et l'on se mit jeter tout ce qu'on avait sous la main sur ce "grand seigneur". Ensuite, la troupe arriva, mais elle fut happée par la foule. Les soldats, pour l'essentiel des slaves, étaient sensibles à l'agitation. Le soir arrivèrent des blindés avec des officiers,

mais ce moyen non plus ne fut pas efficace : la foule balançait les voitures et les militaires étaient dans une situation difficile. Les blindés durent se retirer. La nuit, après la fin du meeting, arrivèrent les tanks. Les ouvriers à qui les événements du jour avaient coupé le sommeil entrèrent en lutte contre leur chère armée, bouchant les ouvertures des tanks. L'un d'eux échoua dans le fossé.

Pendant la nuit, le KGB procéda à une première série d'arrestations. Parmi eux, il y avait notamment les orateurs qui avaient fait des propositions constructives (par exemple, P. Siouda). Cela ne pouvait avoir qu'un seul but : renforcer le poids de l'aile extrémiste parmi les dirigeants du mouvement, provoquer la foule à des actes qui aideraient à justifier la répression ultérieure. Celle-ci se préparait déjà, on faisait venir des soldats de nationalité caucasienne. Le mot d'ordre de tout empire est *"Diviser pour régner"*, il s'est toujours appliqué en URSS. Dans les années 1940-1950, les soldats slaves avaient écrasé les soulèvements dans le Caucase. Aujourd'hui, on laissait ceux-ci "se venger".

Place à la classe ouvrière !

Le 2 août, dès le matin, une manifestation imposante (forte de 10 000 à 30 000 personnes) s'est formée devant l'usine NEVZ et s'est dirigée vers le centre-ville. Les gens portaient des banderoles avec des mots d'ordre pour la défense de la justice sociale, des portraits de Lénine. En tête marchaient les pionniers et un ouvrier de Neftemach, G. Chtcherban, porteur d'un drapeau rouge. Le tribunal lui reprocha ensuite d'avoir porté ce drapeau. C'est aussi sous ce drapeau que commencèrent les manifestations de masse à l'époque de la perestroïka.

Quand les manifestants sont arrivés au pont sur la Tetcha, qui sépare la cité de la ville de Novotcherkassk, les tanks leur barraient le chemin. Alors, la foule s'est mise à scander *"Place à la classe ouvrière !"*. Les tanks ne donnaient pas

signe de vie et les ouvriers ont poursuivi leur route. Une masse humaine déferlait sur la ville.

La manifestation était si bien organisée (ou plutôt auto-organisée) qu'il n'a pas pu venir à l'esprit des habitants qu'il s'agissait de "désordres". *"J'ai jeté un coup d'œil par la fenêtre et j'ai vu la foule, raconte N. Ovsiannikova. En tête, les enfants en uniforme de pionnier, beaucoup de banderoles, de drapeaux, de portraits. J'ai d'abord pensé : quelle fête est-ce donc aujourd'hui ?"* Mais les responsables subalternes sentaient déjà le vent tourner. *"Ils ont vite enlevé les portraits de Khrouchtchev et les slogans, craignant d'être assaillis."*

Enfin, la foule est arrivée devant le comité de ville et a réclamé la venue des dirigeants. Elle attendait, mais personne ne venait : ils avaient fui tous par la porte de derrière. Finalement, une partie des manifestants a pénétré à l'intérieur et a découvert, dans une salle, une table richement servie — la direction locale s'appêtait à recevoir une commission gouvernementale venue de Moscou, dirigée par Mikoïan. La vue de mets depuis longtemps oubliés mit la foule hors d'elle. Les grévistes amenèrent la table sur le balcon, ce qui était plus éloquent qu'aucun discours. Ayant attrapé un fonctionnaire qui se cachait dans un bureau, ils le firent venir au balcon en le sommant d'expliquer pourquoi les dirigeants faisaient bombance pendant que le peuple était affamé. Des cris fusaient : *"Raconte tout au peuple !"* L'homme commença *"Camarades !..."* Mais il ne put continuer, des pierres furent lancées sur le balcon. *"On le laissa rentrer"*, se souvient un témoin des événements, A. Kossonojkine. De la fenêtre du premier étage, des chaises, des papiers, un portrait de Khrouchtchev, du matériel de bureau ont commencé à voler.

Mais les ouvriers ont rapidement fait cesser les exactions et ont commencé à prendre la parole du balcon, où il y avait un micro. Ils ont répété ce qui avait déjà été dit, que leur vie n'en était pas une, tandis que les dirigeants vivaient dans le luxe. Certains ont appelé à des actions plus décidées, ont proposé de désarmer

les soldats. Mais ces interventions étaient minoritaires. *"Ceux qui le souhaitent sont venus au micro et ont fait des discours, raconte G. Sentchenko. Ils ont exprimé leur mécontentement à cause de la hausse des prix sur la viande, le lait et le beurre, et de la diminution des normes salariales. Ils se sont indignés des paroles du directeur de l'usine de construction de locomotives électriques, qui, alors que les ouvriers lui demandaient comment ils allaient vivre, aurait répondu qu'ils n'avaient qu'à se nourrir de pâtés aux abats. Presque tous lançaient le même appel : ne pas reprendre le travail tant qu'on n'aurait pas baissé le prix de la viande, du lait et du beurre, et rétabli les anciennes normes de salaires à l'usine."* Vers la fin, E. Levtchenko a pris la parole et a appelé les présents à se rendre au poste de police pour libérer les participants du meeting de la veille emprisonnés (en fait, ils avaient été emmenés hors de Novotcherkassk, ce que tous ignoraient, bien sûr). Certains, avec Levtchenko à leur tête, y sont allés.

Pendant ce temps, des soldats armés de pistolets-mitrailleurs éloignaient la foule du comité de ville, vidaient le bâtiment des manifestants qui s'y trouvaient. Il semblait que la situation était sous contrôle et que des négociations pouvaient s'engager.

Dans le même temps, une foule de manifestants s'approchait du poste de police et s'est mise à exiger la libération des emprisonnés. Aucune réponse. Alors, un groupe dirigé par l'ouvrier V. Tcherepanov a commencé à prendre la prison d'assaut. Ayant arraché une porte, ils s'en sont servi de bélier et ont fait irruption dans le local de la police. Ils se sont emparés des pistolets de deux soldats, mais n'en ont pas fait usage.

Feu !

C'est alors que l'inimaginable a eu lieu. O. Iarochenko raconte : *"J'étais emporté avec la foule dans le passage qui s'était formé. C'est alors qu'une brusque salve d'artillerie est venue du*

bâtiment. *J'ai été rejeté en arrière avec la masse humaine, mais, dans la cohue, j'ai eu le temps de voir un homme en chemise blanche avec trois grosses taches de sang sur la poitrine, qui était porté allongé à bout de bras.*"

Quelques minutes plus tard, le massacre a commencé aussi devant le comité de ville. Mais là, l'affrontement était prémédité : *"On a entendu quelques coups de feu désordonnés qui venaient du poste de police. Environ trois minutes plus tard, la fusillade a commencé sur la place : les soldats tiraient en l'air. Par haut-parleur, on a encore une fois appelé les gens à se disperser. Mais personne n'est parti. Il y a eu une deuxième fusillade. Mais cette fois, on tirait sur la foule : des cris éperdus ont jailli de partout. Les gamins, qui étaient montés sur les arbres, ont commencé à tomber. Je me souviens qu'un adulte qui était monté avec eux est tombé aussi, il criait et se tordait de douleur. Sa chemise était en sang. La balustrade du square a cédé sous la poussée de la foule. Les gens fuyaient en tous sens, se piétinaient"*, se souvient G. Sentchenko. La fusillade n'était pas désordonnée : *"Il y avait des salves nettement marquées et non des coups de feu tirés par l'un ou l'autre"*, témoigne O. Iarochenko. Environ 50 victimes sont restées sur le pavé.

D'après la version bien documentée de P. Siouda, ce ne sont pas les soldats qui protégeaient le bâtiment qui ont tiré : la fusillade est partie des toits, frappant l'ensemble de ceux qui étaient sur la place. Il y a eu des victimes non seulement sur la place, mais dans le salon de coiffure et près du magasin, derrière le square, séparé du bâtiment du comité de ville par une foule massive. C'est précisément ainsi que sont tombés les enfants sur les arbres, les balles ont traversé le feuillage, puisque le feu venait des toits. Les soldats, en bas, ne pouvaient pas ne pas voir les enfants, d'en haut on pouvait ne pas les remarquer. D'après le témoignage de G. Setchenko, des pistolets-mitrailleurs étaient disposés sur les toits. O. Iarochenko se souvient que les balles sont restées fichées dans l'asphalte loin du lieu des événements. Tout cela exclut un tir accidentel devant l'immeuble du

comité de ville, l'ordre a été donné aux soldats disposés sur les toits sur tout le périmètre du square.

E. Morgounov se souvient : *"Près de l'hôpital, j'ai vu un scooter poussé par deux hommes. Une jeune femme y était assise avec le genou explosé. Visiblement, on avait tiré avec des balles à fragmentation. La femme ne criait pas, ne gémissait pas. Elle était assise en silence, les yeux grand ouverts."* Le chirurgien T. Stoianov, qui a opéré des blessés, confirme la version de balles à fragmentation : *"Les blessures, à mon avis, ont été causées par des balles à fragmentation, dont on retrouvait les éclats dans le ventre, les tissus, les membres. J'en ai informé le médecin chef de l'hôpital."*

Les autorités avaient des voitures de pompiers, qui ont été utilisées, aussitôt après la fusillade, pour laver les taches de sang sur la place. Mais ils n'ont pas tenté de s'en servir pour repousser les participants du meeting. Les ordonnateurs de la tuerie voulaient des victimes.

Qui a donné l'ordre ? On sait que le général Chapochnikov a refusé de diriger la fusillade, ce qui a brisé sa carrière. Donc, l'ordre a été donné au plus haut niveau. Pendant la fusillade, la délégation gouvernementale, dirigée par A. Mikoïan et F. Kozlov, était déjà en ville. La décision n'a pas pu être prise sans leur aval.

Au sommet, les cercles militaires et politiques manifestaient un mécontentement grandissant face au "bordel" de la direction khrouchtchevienne. Par ses actes, Khrouchtchev savait le saint des saints — la puissance de l'empire. Il leur fallait démontrer avec éclat à Khrouchtchev à quel chaos sanglant menait son populisme. En même temps, il était vital pour les autorités d'écraser la manifestation, son extension pouvait être funeste pour le régime. C'est pourquoi on a fait un exemple : il fallait qu'on sache que toute résistance serait impitoyablement brisée.

Cette "thérapie de choc" a incontestablement produit son effet "au sommet". Le "libéralisme" de Khrouchtchev prend fin définitivement en 1962. Comme l'a

justement remarqué P. Siouda, la tragédie de Novotcherkassk a été le prélude de la "révolution de palais" de 1964. Mais il n'a pas été si facile de terroriser le peuple. Presque aussitôt après la fusillade, les gens ont commencé à revenir sur la place. Un spectacle terrible s'offrait à leurs yeux. *"La place était couverte de sang, sur lequel ressortaient de nombreuses casquettes blanches des enfants écrasés dans une boue sanglante"*, raconte M. Los. N. Vajinski se souvient : *"Une femme, désespérée, éperdue, accusait un soldat ou tentait fougusement de le convaincre (elle le prenait presque au collet). Et le soldat... le soldat la regardait, silencieux, et pleurait à chaudes larmes."*

S. Podolski raconte : *"La nouvelle de la fusillade s'est répandue instantanément et a eu un effet visiblement inattendu... La plupart des usines se sont arrêtées, les rues se sont remplies de monde. De partout arrivaient des voitures pleines d'ouvriers. Sur l'avenue de Moscou, les ouvriers sont descendus, ils ont marché en silence vers la place du comité de ville — en colonne serrée, infranchissable, sur toute la largeur de l'avenue. Je n'avais encore jamais vu une manifestation semblable : déterminée, spontanément organisée, inébranlable. Cette manifestation, rien n'aurait pu l'arrêter. Même si on voyait des soldats sur le toit des maisons."*

Sur la place du comité de ville, il y avait une mer humaine : dix mille, vingt mille ? Au milieu de la foule, il y avait deux tanks. Ils étaient bloqués par la foule. Les gens scandaient : *"Khrouchtchev ! Khrouchtchev !"* et *"Qu'il vienne voir ça ! Qu'il vienne voir ça !"*.

« Du balcon, des gens ont tenté de dire quelque chose à la foule amassée en bas, raconte O. Iarochenko, mais leur voix se noyait dans le tumulte. Je me souviens seulement que, quand quelqu'un a dit que Khrouchtchev était en ligne directe et qu'il voulait parler aux habitants de Novotcherkassk, la foule a répondu en chœur : "Non ! Non ! A bas Khrouchtchev !" Un hélicoptère militaire s'est mis à tourner au-dessus de la place, tous l'ont salué, pensant qu'il s'agissait des

membres de la commission gouvernementale, on levait la tête, on agitait les mains. L'asphalte était trempé, dans les creux il y avait encore des flaques d'eau mêlée de sang et, par endroits, malgré le passage des pompes à incendie, il restait encore des caillots de sang. »

Les gens n'avaient donc pas totalement perdu confiance. Ce qui faisait l'affaire des sommets du Kremlin. A ce même moment, la commission gouvernementale préparait déjà tout pour écraser au plus tôt le mouvement. Les soldats qui avaient tiré sur le peuple ont été immédiatement évacués de la ville. Ils ont été remplacés par des unités qui ignoraient tout de ce qui s'était passé. Longtemps, les soldats n'ont pas pu croire qu'une telle chose était possible dans un pays soviétique.

Mikoïan avait fait un discours à la radio, déclarant : *"Nous nous sommes entretenus avec Nikita Sergueevitch Khrouchtchev, nous prendrons toutes les décisions nécessaires, mais l'ordre sera rétabli !"* Il n'avait mentionné qu'en passant *"un incident tragique"*. On comprend quelle fut la réaction des gens : *"Qu'il vienne donc ici nous parler ! Regardez-le donc, à l'abri dans son tank !"*

Les tanks firent mouvement vers la foule. *"Mais le premier tank s'arrêta net devant la rangée de téméraires qui, se prenant par la main, lui barraient le chemin. Aussitôt, des jeunes sautèrent sur le blindage et se mirent à frapper à la meurtrière."* Les tanks ont alors tiré à blanc, brisant des fenêtres et suscitant une bousculade, ont tourné sur eux-mêmes, mais la foule ne se dispersait pas.

Finalement, la délégation gouvernementale a été contrainte d'engager des négociations. Un militaire, A. Antonov, raconte : *"Mikoïan a proposé que des représentants soient désignés pour négocier. Les gens avaient peine à croire que Mikoïan fut dans la ville et disposé à écouter les revendications, mais on a choisi des représentants. Je les ai conduits au centre militaire. Nous sommes entrés. Mikoïan nous a accueillis et nous a proposé de nous asseoir. Il nous a dit que nous étions tous*

des Soviétiques, qu'ils savaient que les normes de salaires avaient été diminuées, qu'ils allaient revoir ça. En ce qui concerne la hausse des prix, ils ne pouvaient rien changer. Vous voyez que nous vous écoutons. Que voulez-vous encore..."

Mais les revendications ne portaient déjà plus sur les salaires, mais sur la fusillade. Par la suite, le fait même des négociations, engagées à l'initiative de Mikoïan, fut imputé à crime au dirigeant des manifestants, B. Mokrouossov. Selon les termes de sa condamnation : « A l'initiative de Mokrouossov, un groupe de neuf personnes a été formé, prenant le nom de "délégation", pour présenter des revendications provocatrices aux représentants du commandement militaire. Dans sa conversation avec les dirigeants du Parti communiste et de l'Etat soviétique, Mokrouossov, représentant des bandits et hooligans fauteurs de troubles, a impudemment exigé l'évacuation des unités militaires, a injurié et menacé les dirigeants du parti et du gouvernement, a haineusement calomnié la réalité soviétique. » C'est ainsi que le jugement interprétait la strophe du poème de Nekrassov "A qui fait-il bon vivre en Russie ?", que Mokrouossov avait adapté à l'époque contemporaine, disant qu'en Russie il faisait bon vivre pour Khrouchtchev et son entourage, mais pas pour le peuple.

Les négociations échouèrent. Un des membres de la délégation, venu sur la place en appelant à faire des concessions, a été interrompu aux cris de "Traître !".

Vers le soir, la foule a été bloquée par les troupes. On a laissé partir tout le monde, mais en menaçant d'arrêter ceux qui partiraient les derniers. Vers le soir, la place était vide.

Représailles

Dans la nuit du 3 juin, les arrestations de masse ont commencé. Pendant les événements, les agents du KGB avaient fait des milliers de photographies. Elles ont permis de reconnaître les leaders et

les agitateurs. Ces photographies ont été montrées à tous les participants et, par la menace, ils ont été forcés de reconnaître toujours plus de gens. Le mouvement a été décapité. En même temps, le couvre-feu a été instauré et l'approvisionnement amélioré — le knout et le pain d'épice (la carotte et le bâton).

En ville, il y a eu une vague de réunions dans les collectifs de travail et les établissements d'enseignement. Des chefs de tout rang ont démontré que tout était juste. Le secrétaire du comité central du komsomol, Pavlov, « a fait un parallèle entre les événements en Hongrie et la grève de Novotcherkassk, qualifiant, pratiquement, l'action des ouvriers de soulèvement contre-révolutionnaire. Il a fait une description pittoresque "de droits communs tatoués qui, grimpés sur la tourelle de nos chars, descendaient des bouteilles de vodka Moskovskaïa, qu'ils fracassaient, une fois vidées, sur le blindage, et s'égosillaient à crier des slogans antisoviétiques" ».

La version de criminels de droit commun a été aussi adoptée au tribunal. Pour le procès principal, on a choisi quelques-uns des véritables leaders, parmi lesquels B. Mokrouossov, A. Korkatch, V. Tcherepanov, S. Sotnikov et quelques agitateurs qui avaient un casier judiciaire, comme A. Zaitsev, qui avait insulté Lénine, et A. Kouznetsov, qui avait appelé à s'en prendre aux communistes. Le public, dans la salle, trié sur le volet, a laissé la farce se jouer. Sur les 14 accusés à ce procès, sept ont été condamnés à mort, les autres à de longues peines de prison. La plupart des accusés, y compris parmi les condamnés à mort, n'étaient coupables que de paroles et non d'actes. En tout, plusieurs dizaines de personnes ont été emprisonnées pour des affaires liées aux événements de Novotcherkassk.

Une telle tragédie peut-elle se répéter à notre époque ? Une de ses principales raisons a été le caractère du régime communiste, qui disposait d'une impitoyable machine de répression. Mais ce n'était pas la seule raison. Plus encore, la tragédie de Novotcherkassk a eu lieu en dépit de l'idéologie communiste, qui n'était pas conçue pour écraser la protestation

sociale de la classe ouvrière. Cela explique que, aussi bien pour les participants des événements que pour ceux qui

les ont racontés plus tard, un tel dénouement était inimaginable.

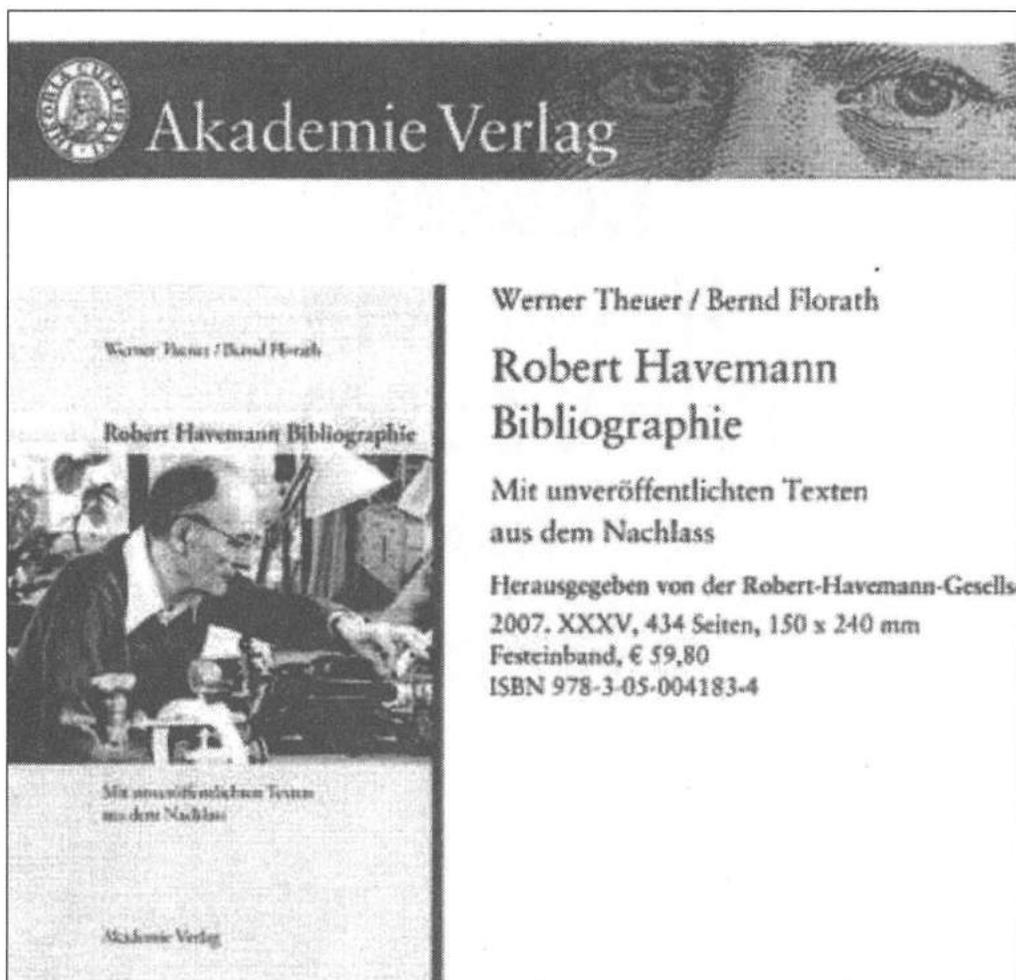
Alexandre Chtchoubine



"Nous avons besoin d'un appartement !"



**Pascal Serman :
Robert
Havemann
(1910-1982) :
un marxiste
allemand**



Du combat contre le nazisme au combat contre le stalinisme

ROBERT HAVEMANN aurait eu cent ans le 11 mars 2010. En France, on le connaît peu. En Allemagne, on le connaît davantage : livres et articles lui sont consacrés, en nombre croissant à l'approche du centenaire de sa naissance. C'est moins par sa qualité de chimiste que par son activité politique, de résistant clandestin pendant le Troisième Reich, de cadre dirigeant, puis d'opposant au régime stalinien dans la République démocratique allemande, qu'il mérite qu'on s'intéresse à lui et à ses écrits, malheureusement peu traduits en français, en particulier le recueil de conférences et de textes rassemblés sous le titre *Dialektik ohne Dogma* ("Dialectique sans dogme").

Années 1930-1940 : un combattant contre le nazisme

De 1929 à 1933, il étudie la chimie à Munich et à Berlin. Il devient membre du Parti communiste allemand (KPD) en 1932 et milite dès 1933 au sein d'un groupe illégal de résistance au nazisme, intitulé *Neu Beginnen* (1). Les nazis l'écartent de l'Institut Kaiser-Wilhelm de chimie-physique et d'électro-chimie de Berlin-Dahlem, où il travaillait comme stagiaire. De 1933 à 1943, il poursuit une carrière universitaire à Berlin en mê-

me temps qu'une activité clandestine de résistance. En 1935, il est promu docteur en philosophie par l'université de Berlin. En mars 1943, il obtient son habilitation (doctorat d'Etat). Pendant la guerre, il fonde avec son ami le docteur Georg Groscurth le groupe de résistance *Europäische Union* (2). En 1943, le groupe de résistance est démantelé et un tribunal du peuple le condamne à la peine capitale. En échange de travaux de recherche pour le ministère de l'Armement dans un laboratoire installé dans le pénitencier de Brandebourg, on lui accorde un sursis à exécution limité dans le temps. Il s'arrange pour retarder les résultats de ses travaux et peut ainsi survivre à la guerre. Disposant d'une radio cachée dans son laboratoire, il édite clandestinement un journal, informant quotidiennement les détenus de la progression des armées alliées. L'avancée de l'Armée rouge le libère le 27 avril 1945.

En 1945, il retrouve le chemin de l'Institut Kaiser-Wilhelm. Il l'écrit lui-même dans un recueil d'entretiens (3) :

"Je fus envoyé à Dahlem, dans ce qui allait devenir le secteur américain, pour

(1) Renouveau, vaste cercle socialiste qui existait déjà en marge des grands partis ouvriers avant la prise du pouvoir par Hitler en 1933 et parvint à maintenir une activité clandestine presque jusqu'à la fin du III^e Reich.

(2) Union européenne.

(3) *Ein deutscher Kommunist*, Rowohlt Verlag, Reinbeck-Hamburg, 1978. Traduction française d'Emile Noirot sous le titre *Etre communiste en Allemagne de l'Est*, Maspero, Paris, 1979.

y diriger l'institut Kaiser Wilhelm (...). C'est donc en 1945 que je retrouvai l'emploi dont m'avaient chassé les nazis en 1933 (...). J'avais, en cette qualité (de directeur de l'institut) des contacts directs avec l'administration américaine" (4).

Les conditions de travail des chercheurs sont difficiles. Les autorités d'occupation ont promulgué une loi (n° 25) interdisant pratiquement toute recherche scientifique en Allemagne (5), autorisant seulement à faire du classement, de l'inventaire.

"(En 1947), les Américains, en désaccord avec moi, (ont eu) besoin d'un prétexte pour m'éloigner de cet institut. On découvrit alors que j'avais enfreint la loi n° 25, qu'au mépris de cette loi (6) j'avais permis, autorisé et même encouragé (...) des recherches scientifiques. Je fus donc congédié sans préavis de mon poste de directeur (...). Mais je continuai à travailler à l'institut."

En 1950, le conseil culturel de la ville de Berlin-Ouest le chasse de l'institut, à la demande des autorités d'occupation américaines, en raison d'un article contre la bombe à hydrogène américaine publié dans *Neues Deutschland* (7). Il travaille alors dans le secteur sous occupation soviétique, à l'Institut de chimie-physique de l'université Humboldt, à Berlin, dont il devient le directeur et titulaire de la chaire de chimie-physique.

Années 1950 : une personnalité du régime stalinien de la RDA

Lors de la division de l'Allemagne en deux Etats (8), il réside et travaille à Berlin-Est. Membre du SED, il est député à la Chambre du peuple de la future République démocratique allemande (RDA) et le restera jusqu'en 1963. Il décrira plus tard son état d'esprit à l'époque :

"J'étais alors — en 1950 — absolument convaincu que la voie sur laquelle la RDA était engagée, sous la direction de l'Union soviétique et de notre parti d'union regroupant socialistes et com-

munistes, était la seule juste ; j'étais convaincu que ce n'étaient pas les Russes, l'Est, les communistes, qui avaient coupé l'Allemagne en deux, mais bien l'Occident. La République fédérale fut fondée la première, de même que le mark occidental, ce qui annonçait la division économique et finalement politique de toute l'Allemagne. La RDA (fut contrainte) d'en faire autant, de changer (son système monétaire), de mettre en place (son propre gouvernement) (...). Il était évident, bien sûr, que le Parlement de RDA, la Chambre du peuple, était une machine à enregistrer (...) des décisions (...) élaborées et ratifiées dans l'appareil du parti, au comité central (...). Au début, cela ne me gênait absolument pas, parce que, en tant que député (...), je pouvais, dans les commissions avec les camarades dirigeants du comité central, peser sur les projets et décisions" (9).

A cette époque, Havemann fait donc partie de la couche dirigeante du régime. C'est en tant que tel qu'il est confronté à la grève générale du bâtiment qui secoue Berlin-Est les 16 et 17 juin 1953 (voir le *Cahier du CERMTRI*, n° 111). Le gouvernement de la RDA se terre. Havemann est l'un des rares dignitaires à se porter à la rencontre des manifestants, à les écouter et à tenter de les convaincre. Il en tire un bilan 25 ans plus tard :

(4) *Etre communiste...*, p. 64.

(5) La loi n° 25, promulguée le 29 avril 1946, émanait de la seule instance quadripartite des occupants alliés en Allemagne, le Conseil de contrôle de Berlin. Son objet : "réglementation et contrôle de la recherche scientifique". Il s'agissait d'interdire les recherches pouvant aboutir à des applications militaires et d'exercer un contrôle très strict de la recherche fondamentale (cf. article sur la mission du CNRS en Allemagne 1945-1950, paru dans la *Revue pour l'histoire du CNRS*, du 5 novembre 2001).

(6) *Ibidem*, p. 65.

(7) Organe du SED, *Sozialistische Einheitspartei Deutschlands* (Parti socialiste unifié d'Allemagne), issu de la fusion du KPD et du SPD, *Sozialdemokratische Partei Deutschlands* (Parti social-démocrate d'Allemagne), fusion imposée par les autorités militaires soviétiques dans leur zone d'occupation.

(8) En mai 1949, les trois zones d'occupation occidentales deviennent la République fédérale d'Allemagne, et peu après la zone soviétique devient la République démocratique allemande.

(9) *Ibidem*, pp. 67-68.

“J’étais du reste persuadé que le soulèvement populaire des 16 et 17 juin ne se réduisait pas à un simple dévoilement du mouvement des masses, à un complot tramé par les services secrets étrangers ; j’étais convaincu qu’il s’agissait d’un événement politique tout à fait extraordinaire. C’est pour cela que je m’y suis très intensément engagé (...). Le 17 juin fut, pour les communistes allemands, une chance unique d’élaborer une politique autonome. Au lieu de saisir cette chance, les prétendants au pouvoir se combattirent les uns les autres (...) et l’armée soviétique, finalement, trancha cette lutte pour le pouvoir” (10).

En RDA, comme sous tous les régimes staliniens, on encourage l’étude de la philosophie. S’agit-il d’étudier, avec un regard critique, la philosophie en général, des philosophies particulières, l’histoire de la philosophie ? En aucun cas ! Il s’agit d’étudier un prétendu marxisme, présenté comme un dogme, comme la philosophie officielle du régime. Ce qu’on appelle en abrégé le “diamat” n’a pas grand-chose à voir avec le matérialisme dialectique. Dans les années 1950, on publie, à Berlin-Est, Marx et Engels, ainsi bien sûr que Lénine (11). Havemann lit ; il poursuit et développe les réflexions d’Engels, dans la *Dialectique de la nature* et l’*Anti-Dühring*, ce qui l’amène à lire Hegel (12). En 1956, après le XX^e Congrès du PCUS (13), le secrétaire général du SED, Walter Ulbricht, demande à Havemann d’écrire un article d’une page entière dans *Neues Deutschland*. Sous le titre “Contre le dogmatisme, pour la confrontation scientifique des idées”, il s’y engage dans la voie de la rupture pratique avec le stalinisme et dans le combat effectif pour cette rupture, sur le seul terrain de la philosophie dans un premier temps.

“Au cours de ces années (1957-1959), je pris part à un grand colloque de philosophie. Je présentai aux participants mon point de vue sur le hasard et la nécessité, que je fondais sur la mécanique quantique et qui, pour l’essentiel, était une illustration de ce que Engels a écrit dans *Dialectique de la nature* et des citations que celui-ci a empruntées à la *Science de la Logique de Hegel*” (14).

La direction du SED est divisée sur la conduite à tenir face à ce trublion. Dès les années 1957-1959, Havemann a d’importants conflits avec le SED, essentiellement avec les philosophes. Un exemple :

“Des discussions furent organisées à maintes reprises par l’Institut de philosophie de l’université Humboldt, dont la seule fonction, au fond, était de me désavouer en me stigmatisant comme révisionniste. Mais ces débats polémiques me plaisaient beaucoup, et c’était vraiment un plaisir pour moi d’affronter ces gens qui n’avaient pas sérieusement étudié le marxisme. Je me rappelle encore une discussion au cours de laquelle l’un des instigateurs de ces chicanes idéologiques (...) prit la parole et déclara tout à trac que je ne sais quelle haute commission auprès du secrétariat d’Etat aux universités avait décrété que mon point de vue était dirigé contre l’Etat et le parti, en conséquence de quoi il n’était même pas permis de discuter avec moi. Sur ce, on ne voulut pas me donner la parole pour que je réponde. Mais il se trouve qu’était présent un homme, un spécialiste en chimie physiologique, dont ils avaient prévu d’utiliser contre moi l’autorité scientifique. Et lorsque son tour de parole vint, il me le céda... si bien que je pus déclarer que si une telle décision avait été prise en haut lieu, la discipline de parti elle-même commandait d’interrompre aussitôt la discussion. Environ la moitié des présents quitta la salle avec moi. Bien entendu, les autres en furent terriblement outragés, et l’affaire fit un épouvantable grabuge” (15).

En dépit des conseils de prudence prodigués par certains de ses proches, notamment Wolfgang Harich (qui participera plus tard à une tentative avortée

(10) *Ibidem*, pp. 71-72.

(11) On publie aussi Staline (*Les bases du léninisme*), mais qu’il nous soit permis de penser que Havemann n’aura pas attendu 1956 pour prendre ses distances avec la prose indigeste du Petit Père des Peuples.

(12) Ainsi que Kant, Spinoza, etc., mais, sous un régime stalinien, lire Hegel et le faire savoir, c’était déjà être suspect d’opposition.

(13) Parti communiste de l’Union soviétique.

(14) *Ibidem*, p. 16.

(15) *Ibidem*, p. 14.

de renversement du groupe Ulbricht à la tête du SED) (15 bis), Havemann persiste et poursuit son combat au grand jour.

Années 1960, années de rupture

En septembre 1962 se tient à Leipzig un colloque intitulé *Les traditions progressistes de la science allemande aux XIX^e et au XX^e siècles*. Havemann y prononce une conférence sous le titre *La philosophie a-t-elle aidé les sciences modernes de la nature à résoudre leurs problèmes ?* (16). Pour la première fois, Havemann ébauche une transition entre le terrain philosophique, sur lequel il s'est jusqu'ici cantonné, et le terrain politique. Il dénonce la dénaturation du marxisme par ses représentants officiels, dans des termes sans équivoque (ce qui est souligné l'est par nous) :

“Durant une époque longue et cruciale, que l'on ne peut qu'approximativement limiter à l'époque de Staline, le matérialisme dialectique, non seulement n'a en rien aidé les scientifiques à résoudre leurs problèmes, que ce soit en Union soviétique ou en dehors d'elle, mais encore a contribué à rendre leur résolution plus difficile — je ne parle pas du véritable matérialisme dialectique, mais de ce qui a été proclamé et enseigné comme étant le matérialisme dialectique. Au cours d'un processus historique, ce que l'on enseigne depuis les chaires officielles de philosophie s'est transformé en un matérialisme vulgaire et en un matérialisme mécanique, autrement dit en tout autre chose qu'un matérialisme à la hauteur de notre époque” (extrait de Robert Havemann, *Dialektik ohne Dogma ?* (traduit par nos soins). Copyright (c) 1964 Rowohlt Verlag GmbH, Reinbek bei Hamburg.

Les autorités universitaires refusent d'intégrer le texte aux actes du colloque. Deux traductions, l'une en français, l'autre en anglais, sont dactylographiées et adressées dans le monde entier. Un seul Français figure dans la liste des destinataires : Louis Aragon (17). Oui, Louis Aragon, le chantre du Guépéou, celui qui aurait pu écrire sans rougir :

“Non, je n'ai pas honte : pourquoi je suis devenu stalinien et mourrai stalinien !” Aurait-il “égaré” la traduction, de peur qu'elle ne s'échappe et soit publiée ? L'histoire ne le dit pas.

En 1962-1963, Havemann dispense à l'université Humboldt, à Berlin, un cours intitulé *Point de vue scientifique sur des problèmes philosophiques* (18).

La Deutsche Film Akademie (DEFA, institut officiel du cinéma de la RDA) filme même la conférence de clôture, intitulée *De l'inégalité des hommes* (19). Jusqu'à 1 250 auditeurs s'y inscrivent, parmi eux des citoyens de la RFA qui franchissent le mur, assistent au cours, puis s'en retournent chez eux en emportant leurs notes. Le tout sous une sur-

(15 bis) Wolfgang Harich (1923-1995). Voici ce qu'en dit Pierre Broué dans le chapitre sur la déstalinisation de son livre consacré au Parti bolchevique : « *L'homme qui en a pris l'initiative est un intellectuel de trente-cinq ans, Wolfgang Harich, professeur de philosophie à l'université de Berlin, considéré comme l'un des intellectuels les plus brillants de sa génération. Autrefois stalinien de stricte obédience, il s'est ouvertement rangé parmi les critiques les plus sévères du régime au lendemain de l'insurrection de juin 1953. C'est vraisemblablement à la suite d'un voyage en Pologne en 1956 qu'il a décidé de se lancer dans l'action clandestine. Le noyau du “groupe Harich” comprend des communistes d'âge et d'expérience fort différents... La plateforme du groupe (...) plaçait son action sous l'autorité de Liebknecht, (...) elle appelait à lutter pour le marxisme-léninisme enrichi de l'apport de Rosa Luxemburg, Trotsky et Boukharine, et offrait un programme pour “briser la domination des membres du parti par son appareil”. Il semble cependant que Wolfgang Harich n'ait pas été très adroit dans ses initiatives de “conspirateur” : arrêtés en mars, les membres du groupe sont condamnés à des peines de prison, Harich lui-même à dix ans » (P. Broué, *Le Parti bolchevique*, éd. De Minuit, 1963, pp. 489-490). Amnistié et libéré en 1964, il reste en RDA et reprend ses activités d'enseignant et d'auteur, entre autres, en 1975, d'un ouvrage intitulé *Kommunismus ohne Wachstum ? Babeuf und der Club of Rome* (“Communisme sans croissance ? Babeuf et le club de Rome”). Après la réunification allemande, il se rapproche des Verts.*

(16) *Hat Philosophie den modernen Naturwissenschaften zur Lösung ihrer Problemen geholfen ?*

(17) Nous devons cette information à l'amabilité de la Société Robert Havemann, de Berlin, que nous remercions.

(18) *Naturwissenschaftliche Aspekte philosophischer Problemen*.

(19) *Etre communiste...*, p. 18.

veillance policière de plus en plus pesante (20).

En mars 1964, il est révoqué de l'Institut Humboldt, puis exclu du SED. Le texte de la conférence, ainsi que ceux des 11 leçons qui constituent le cours et de 3 des conférences qui ont suivi, sont rassemblés dans le livre *Dialektik ohne Dogma ?*, publié en juin 1964 en RFA (21). S'il lui est désormais interdit d'enseigner, il conserve son laboratoire de photochimie dans les locaux de l'Académie des sciences et on lui confie la direction de ce secteur.

A partir de ce moment, la bureaucratie du SED n'aura de cesse de renforcer un véritable "cordon sanitaire" autour de Havemann, sans parvenir ni à le faire taire ni à l'empêcher de faire connaître son combat dans toute l'Allemagne. Chacun de ses écrits (article, livre...) étant destiné à être publié dans toute l'Allemagne, le même scénario se répète à maintes reprises : Havemann demande à être publié en RDA, conformément aux droits garantis par la Constitution dans cette partie de l'Allemagne qu'il considère comme la meilleure :

"Aujourd'hui comme hier, je pense que les Etats socialistes, et parmi eux la RDA, n'ont pas encore raté irrémédiablement le train de l'avenir. Le XX^e Congrès du PCUS et le Printemps de Prague, voilà les deux grands événements historiques qui m'ont renforcé dans cette conviction" (21 bis), écrira-t-il plus tard.

Ce n'est que placé devant le refus de publication en RDA qu'il se résout, à chaque fois, à se faire publier à l'Ouest.

"Pourquoi j'ai été un stalinien et suis devenu un antistalinien"

En janvier 1965, un article de la revue *Forum*, publiée à Berlin-Est, attaque violemment Havemann. L'auteur de l'article oppose les prises de position et les actes passés de Havemann à ses prises de position et à ses actes récents. Dans sa réponse (22) au titre sans équivoque — *"Oui, j'ai eu tort. Pourquoi*

j'ai été un stalinien et suis devenu un antistalinien" (23) —, Havemann dépeint d'abord son état d'esprit des années 1950 :

"On m'avait éduqué dans un esprit d'inconditionnelle modestie face à la sagesse du parti. Le principe sur lequel je me fondais était : le parti a toujours raison. Le parti faisait la louange de Lysenko. Lyssenko était donc marxiste. Ses positions étaient justes. Je ne ménageais aucun effort pour les défendre. Sartre était un ennemi. Ce n'était pas la peine de le lire (...). Ce qu'il fallait en penser, le parti l'avait dit depuis longtemps. Je considérais Staline comme le plus grand marxiste vivant. Ce qu'il disait était irrécusable" (24).

Cet état d'esprit, il l'explique ainsi :

"Nous avons mené un dur combat pendant des dizaines d'années. Durant la phase de ce combat qui fut une lutte à mort contre le nazisme, j'avais pris part au mouvement de résistance allemand contre le nazisme. Mes meilleurs amis étaient tombés dans ce combat. L'effondrement du régime hitlérien exécuté fut la grande victoire de notre juste cause. Et Staline fut le maître d'œuvre de cette victoire. Ma libération, ma vie, tout cela je le devais au parti" (25).

Il est très précis sur le moment de la rupture :

"Avant le XX^e Congrès (du PCUS), j'étais un stalinien. C'est en 1956, après

(20) Les 11 leçons de ce cours et 3 des conférences qui ont suivi forment, à la suite de la conférence de Leipzig, le contenu de *Dialektik ohne Dogma ?* La dernière conférence n'y figure pas.

(21) Plusieurs traductions seront publiées en anglais et en espagnol, ainsi que des traductions notamment en danois, italien, norvégien, suédois, japonais... mais aucune ne l'est à ce jour en français.

(21 bis) Cité par J. Hammer dans un article de la revue *Allemagne d'aujourd'hui*, n° 27, mars-avril 1971, consacré à la publication du livre de Havemann *Fragen-Antworten-Fragen*, publié en français sous le titre *L'interrogatoire* (Fayard, 1971).

(22) *Forum* ne la publiant pas, la réponse sera publiée le 1^{er} février par la revue *Die Zeit*, en RFA.

(23) *Ja, ich hatte Unrecht. Warum ich Stalinist war und Antistalinist wurde*. Traduction française dans *Etre communiste...*, p. 129.

(24) *Ibidem*, p. 130.

(25) *Ibidem*, p. 132.

les révélations du XX^e Congrès, que j'ai fondamentalement changé de position, et je l'ai exprimé dans un article d'une page entière dans Neues Deutschland : "Contre le dogmatisme, pour la confrontation scientifique des idées" » (26).

Et Havemann insiste :

"Avant le XX^e Congrès, ce que disait la direction du parti était tabou pour moi. Elle avait le droit de censurer et réprimer toutes les idées qu'elle ne partageait pas. Aujourd'hui, je sais que la direction du parti n'a pas le droit de censurer. Je sais que chacun d'entre nous, (à l'intérieur) et hors du parti, a le droit et le devoir de former son propre jugement, y compris sur les idées que j'ai exprimées dans mes conférences (27). Leurs droits de publication sont d'ailleurs encore libres pour la RDA..." (28).

En décembre 1965, on lui retire le droit de travailler dans son laboratoire, en janvier 1966 il est exclu de l'Académie des sciences. Désormais, Havemann, entouré d'un cercle d'amis et de camarades — dont le chansonnier Wolf Biermann (populaire dans toute l'Allemagne) —, mènera un combat pratique pour la réunification de l'Allemagne, pour la défense et la reconquête du marxisme — et pas seulement sur le terrain de la dialectique de la nature, mais aussi sur les questions économiques et politiques.

La lettre à Jean-Paul Sartre

Pour les divers aspects de son combat, il cherche des alliés dans le monde entier. En particulier, il s'adresse à Jean-Paul Sartre, en qui il voit un combattant pour le renouveau du marxisme. En 1961, à Paris, une controverse sur la dialectique avait opposé Jean-Paul Sartre, Roger Garaudy (29), Jean Hyppolite (30) et Jean-Pierre Vigier (31), sous la présidence de Jean Orcel (32). La sténographie intégrale avait été publiée en 1962 sous le titre *Marxisme et existentialisme (controverse sur la dialectique)* (33). Dans cette controverse, Sartre récuse l'idée qu'il puisse exister une dialectique

de la nature, la dialectique étant selon lui limitée à l'activité humaine. En 1965 était parue une traduction allemande de la controverse (34). Le 30 septembre 1966, Havemann écrit une lettre à Jean-Paul Sartre ; après avoir argumenté en faveur de la dialectique de la nature, il conclut sa lettre en se permettant "toutefois d'espérer que ce n'est-là que le début d'une discussion". Cet espoir restera déçu. Inédite en français, cette lettre a été récemment rendue publique en Allemagne, en annexe à la monumentale *Bibliographie* (35) que la Société Robert Havemann vient d'éditionner.

Un correspondant allemand nous écrit à propos de cette lettre :

« Depuis 1956, la plupart des auteurs, même ceux pour qui il avait de la bienveillance, ont fait passer les (positions exprimées par) Havemann (...) comme l'expression d'un dilettantisme philosophique qui ne s'élevait pas au niveau de l'art de la philosophie et qui, pour cette raison, devrait être ignoré. C'est ainsi que (certains) (...) ont écrit, à propos du "généreux" Havemann, que son "cadre théorique serait devenu désespéré et incurablement désuet" (...). Cette opinion commune se fonde aussi sur la condition d'organisation des dé-

(26) *Ibidem*, p. 133.

(27) Publiées dans *Dialektik ohne Dogma* ? Cf. notes 11 et 12.

(28) *Etre communiste...*, p. 134.

(29) Roger Garaudy (1913), historien de l'art et philosophe. En 1961, membre du bureau politique du PCF.

(30) Jean Hyppolite (1907-1968), philosophe. En 1961, directeur de l'École normale supérieure. A fait connaître Hegel en France.

(31) Jean-Pierre Vigier, en 1961 physicien, maître de recherche au CNRS, militant du PCF.

(32) Jean Orcel (1896-1978), géologue français, depuis 1960 professeur au Muséum d'histoire naturelle de Paris, en 1961 directeur du laboratoire de minéralogie et vice-président de l'Union rationaliste.

(33) Aux éditions Plon.

(34) *Existentialismus und Marxismus. Eine Kontroverse zwischen Sartre, Garaudy, Hyppolite, Vigier und Orcel. Mit einem Beitrag von Alfred Schmidt*, Frankfurt am Main 1965 (Edition Suhrkamp)

(35) Werner Theuer-Bernd Florath, *Robert Havemann, Bibliographie*, Akademie, Berlin, 2007. Nous rendons hommage à la qualité du travail effectué par W. Theuer (jusqu'à son décès), puis par B. Florath.

bats, au travers de questions touchant aux sciences humaines ou sociales, dans laquelle les personnalités des maîtres à penser Gramsci, Lukács, Bloch (36), Kolakowski (37) ou Sartre cachaient le caractère explosif de questions philosophiques (débattues) lors de la reconquête critique du marxisme, comme si le rapport entre le mode de pensée dialectique et la science de la nature était immuablement figé au stade (où l'avait laissé) Friedrich Engels. Si, comme l'écrivent (certains), la question de la liberté est justement la question centrale pour la critique de gauche du communisme, alors, il faut regarder la tentative de Havemann de refonder le concept de la liberté, en considérant la dialectique du hasard et de la nécessité, sur la base de la physique moderne, non seulement comme un apport à la critique politique du communisme, mais aussi comme un (apport) philosophique. Cependant, ces pensées n'ont pas été attaquées que par la philosophie officielle de la RDA, mais aussi — il est vrai sous un autre angle d'attaque — par des critiques occidentaux (...). Havemann, dans nombre de lettres à des scientifiques de ses amis, essaya de les éclairer non seulement sur les conditions de son exclusion, mais aussi, à nouveau, sur le noyau de ses conceptions philosophiques (...). Il fit parvenir la lettre à Jean-Paul Sartre par l'intermédiaire du germaniste français (Jean-) Pierre Hammer, qui lui avait rendu visite. Nous n'avons pas connaissance d'une réaction de Sartre à cette lettre. Le 21 février 1967, Havemann s'informe auprès de Hammer et regrette "d'être resté sans la moindre réponse à la longue lettre que je vous ai adressée à l'intention de J.-P. S.". »

Quelques extraits de la lettre elle-même ne sont pas sans intérêt :

« Cher Monsieur Sartre !

Comme scientifique, je me suis toujours beaucoup intéressé à la philosophie, depuis mes années de lycéen et de jeune étudiant (...). En tant que chercheur scientifique — ce qui est en un certain sens restrictif —, je me suis intéressé au matérialisme dialectique, dont j'ai reconnu l'importance en théorie de la connaissance. J'ai également lu avec

grand intérêt quelques-uns de vos récents écrits sur ce sujet et suis à peu près de votre avis sur ce que vous dites de la sclérose du marxisme, de son insuffisance passée dans le domaine des relations humaines et des relations entre individu et société. Je partage également votre admiration pour Hegel. Mais je m'oppose avec la plus grande fermeté à votre négation d'une "Dialectique de la nature" (...).

Dans votre controverse avec Garaudy, Hyppolite, Vigier et Orcel, vous vous bornez à un refus net de toute dialectique de la nature et affirmez qu'"on ne pourra s'attendre à découvrir dans la nature que des formes très frustes, très obscures et très peu évoluées du procès dialectique". Au fond, vous restez sur votre point de vue que la dialectique ne prend

(36) Ernst Bloch (1885-1977), philosophe allemand, considéré comme un des plus éminents représentants d'un marxisme critique dans les années 1920-1930, ami de Georg Lukacs, adepte d'un messianisme laïcisé. Son œuvre la plus connue : *Le principe espérance*. Contraint à l'émigration avec la prise du pouvoir d'Hitler en Allemagne, il vit en exil aux États-Unis de 1938 à 1947. A son retour, en Allemagne de l'Est, il devient en 1949 directeur de l'Institut Karl Marx à Leipzig. Il se tait en 1953, comme il s'est tu sur les procès de Moscou en 1937, mais il s'oppose à la politique du pouvoir, en particulier sur la Hongrie, en 1956, et se voit interdit de cours à cette date. Invité à l'ouest en 1961, au moment de la construction du Mur de Berlin, il y reste, et vivra et enseignera à Tübingen.

(37) Leszek Kolakowski, né en 1927 en Pologne. Philosophe, historien de la philosophie et essayiste polonais, il était un des dirigeants de la gauche communiste universitaire, lors du "printemps en octobre", comme on a appelé la vague révolutionnaire de l'automne 1956 en Pologne, puis en Hongrie. Exclu du PC polonais en 1966, démis de son poste d'enseignant à l'Université, il émigre en Amérique du Nord et y enseigne. A la retraite, il vit et travaille à Oxford.

Il est l'auteur d'une trentaine d'ouvrages, dont plusieurs traduits en français. Mais son texte le plus célèbre est un poème en prose datant de 1956, intitulé *Qu'est-ce que le socialisme ?*, dans lequel il énumère tout ce que n'est pas le socialisme, faisant une critique impitoyable du régime stalinien, pour conclure en deux lignes : "Mais maintenant, nous allons vous dire ce qu'est le socialisme. Bien : le socialisme est une bonne chose."

Interdit de publication par les autorités, ce texte a largement circulé en Pologne en 1956. Il a été republié par *Informations ouvrières*, n° 468, du 3 janvier 2001, et figure dans le recueil *Cent regards sur le XX^e siècle*, édition Informations ouvrières (2001), p. 279.

son sens que pour autant qu'elle est liée à l'homme, alors qu'elle perdrait son sens appliquée à la nature sauvage, pour sa plus grande part vierge de toute intervention humaine. Dans leur critique de la dialectique, de nombreux scientifiques parviennent, très curieusement, à peu près à la même conclusion, mais avec des arguments diamétralement opposés. Pour un de mes amis, excellent théoricien de la physique, la dialectique est un "moyen d'étude préscientifique", dont il ne reconnaît le bien-fondé dans le domaine des sciences sociales que pour la raison que ces disciplines en seraient encore à un stade préscientifique. La mathématique, la physique et dans une certaine mesure la chimie se seraient à l'inverse déjà développées comme de véritables sciences, où, dans leurs domaines respectifs, la logique binaire formelle serait le moyen nécessaire et suffisant pour venir à bout de leurs problèmes. Avec la dialectique, on ne pourrait énoncer, dans le domaine de ces sciences, que ce que l'on sait déjà, mais plus mal et moins clairement que sans le "fatras dialectique" (...). Cette admiration que mon ami, le théoricien de la physique, porte ainsi à la logique formelle, est — selon moi — une preuve de la grande force idéologique du matérialisme mécanique, à qui la science de la nature doit (pourtant) son essor historique. Loin de moi la pensée de balayer, comme Hegel l'a fait, la logique formelle comme s'il s'agissait d'un système de banalités ! (...) Tout d'abord, un énoncé scientifiquement correct, ce qui ne signifie pas qu'il soit nécessairement vrai — mais pour pouvoir être vrai, il doit du moins être correct — doit suivre les règles de la logique formelle. Par conséquent, tous les énoncés de la science, y compris les (énoncés) "dialectiques", doivent en tout cas être corrects du point de vue de la logique formelle. Par exemple, l'énoncé : un corps en mouvement se trouve à un endroit déterminé et en même temps ne se trouve pas à cet endroit — n'est pas logiquement faux, contrairement à l'apparence. Il ne formule pas autre chose que ceci : seul un corps au repos se trouve à un endroit déterminé. Comme le mouvement ne

consiste pas en ce que le corps en mouvement passe par des positions successives de repos, l'énoncé dialectique est (lui) aussi logiquement correct, c'est-à-dire qu'il constitue une déclaration essentiellement déterminée concernant le concept de mouvement. Je vais cependant avancer d'un pas de plus dans mes objections.

L'édifice tout entier de la logique formelle repose en effet sur un seul énoncé, l'énoncé de l'identité. Sur ce fondement, l'édifice est alors construit à l'aide de quelques règles conventionnelles concernant les ensembles, les éléments et la rédaction des énoncés. Mais que dit cet énoncé ? Il peut se formuler ainsi : A ne peut être simultanément et dans le même énoncé A et non-A. Que signifie d'autre cet énoncé, sinon qu'un être déterminé n'est pas défini seulement par lui-même, mais bien au contraire par sa négation, c'est-à-dire par l'être qu'il n'est pas ? L'énoncé de l'identité est justement — que nous l'énoncions ou non — en même temps l'énoncé de la non-identité, de la différence. Cependant, la catégorie dialectique "égalité et différence" est le point de départ de la pensée. Nous élaborons des concepts (d'objets) dans la mesure où nous reconnaissons l'égalité dans la différence. Chaque concept affirme l'égalité de la différence. Et non seulement il l'affirme, mais encore il la constate parce qu'elle existe. Cette conclusion que l'égal se transforme continuellement et pourtant reste l'égal fut la conclusion fondamentale à laquelle parvint Héraclite : "On ne se baigne pas deux fois dans le même fleuve" (...).

L'idée que la nature soit au fond le déroulement statique de processus qui se répètent perpétuellement de la même façon, qui ne peuvent se présenter plus complètement qu'ils ne l'ont fait depuis toujours, de processus, donc, qui, pour cette raison, n'intègrent le passé et le futur que comme des déterminations accessoires, car le futur serait déjà tout entier contenu dans le passé, cette manière de penser est typique du matérialisme mécanique. Je pense que, du point de vue de notre connaissance actuelle, ce matérialisme mécanique n'est qu'une

variante vulgarisée et intellectuellement appauvrie de l'idéalisme objectif, (c'est-à-dire) d'une philosophie qui, dans ses représentants classiques, se tient bien au-dessus de ce courant de pensée-là, qui, s'il est riche en connaissance, n'en est cependant que plus pauvre en idées.

Ainsi, je pense que toute connaissance — ce qui inclut la connaissance scientifique — est dialectique, et principalement pour deux raisons :

1. Comme notre pensée doit continuellement séparer, puis réassembler l'identité et la différence, parce qu'elle doit continuellement séparer l'image et la réalité, la connaissance et l'être.

2. Parce que la réalité même contient en elle la contradiction dialectique entre l'égalité et la différence, parce que tout devient constamment autre, parce que rien ne demeure et parce que, dans la réalité, rien n'est déterminé nécessairement, sinon la possibilité, toujours renouvelée, que la réalité met au monde dans le cours de sa transformation (permanente) (...).

Je vais achever ici cette lettre, déjà devenue bien longue. Je pense que la discussion des problèmes qui s'y rattachent a une importance qui la dépasse. Je me permets toutefois d'espérer que ce n'est là que le début d'une discussion. Avec ma grande considération, et avec un amical salut, votre Robert Havemann. »

Le philosophe en qui Havemann voyait un allié possible, et à qui la lettre fut remise en main propre par J.-P. Hammer, ne daigna semble-t-il même pas accuser réception.

Années 1970 : Havemann pose la question de la réunification de l'Allemagne

Lors de la fondation de la RDA, en 1949, le préambule de la Constitution qui fonde le nouvel Etat stipule : *“L'Allemagne est une république démocra-*

tique indivisible (...). Il n'existe qu'une seule nationalité allemande.”

Une première modification apparaît dans la Constitution, dite *socialiste*, de 1968 : *“La République démocratique allemande est un Etat socialiste de la nation allemande.”*

Une deuxième modification, en 1974, efface toute référence à la nation allemande : *“La République démocratique allemande est un Etat socialiste des ouvriers et des paysans.”*

Havemann réagit aussitôt, dans un article dont voici le début (38) :

“Il existe de nombreux Etats dont les frontières abritent plusieurs nations. Mais nous, les Allemands, sommes une nation qui vit dans plusieurs Etats. Les Etats multinationaux ont des problèmes de nationalité ; nous, nous avons notre problème national. C'est le socialisme qui le résoudra” (39).

Plus loin dans le même article, il précise :

“Ce ne sont pas les nations, mais les rapports de domination qui y sont capitalistes d'un côté, socialistes de l'autre” (40).

Un peu plus loin, il pose une question de fond et dresse un constat :

“En vérité, l'Etat socialiste ne devrait-il pas être la source de toute espérance en Allemagne ? La RDA ne devrait-elle pas exercer une attraction sur la classe ouvrière et les éléments progressistes de la République fédérale, y donner un élan aux forces révolutionnaires, les mobiliser ? Ne serait-il pas logique que la République fédérale se prononce pour une délimitation rigoureuse des deux Allemagnes et se protège ainsi de l'attraction exercée par le socialisme ? L'explication de ce paradoxe est, on le sait, très simple : le socialisme de RDA n'a, pour le moment, aucun pouvoir d'attraction. Au contraire. Les ouvriers et paysans fuient en masse l'Etat ouvrier et paysan en direction de l'Allemagne occidentale capitaliste. La RDA a été contrainte de construire un

(38) *“La RDA, Etat socialiste de la nation allemande. Souhaits et réalité”*, publié dans *25 Jahre Bundesrepublik Deutschlands*, Molden Verlag, Vienne, 1974.

(39) *Un communiste allemand*, p. 147.

(40) *Ibidem*, p. 150.

mur pour endiguer ce flot, faute de quoi elle se serait retrouvée exsangue” (41).

Dans la suite de l'article, il développe son analyse, décrit sans fard le régime du SED tel qu'il est, avant de conclure :

« *C'est justement tous ces phénomènes scandaleux que les ennemis et détracteurs du socialisme aimeraient pouvoir décrire comme caractéristiques du socialisme. On ne peut donc pas faire de plus grand plaisir aux réactionnaires qu'en enjolivant, en "expliquant", justifiant toute cette gangrène. On a pris récemment l'habitude de dire en RDA qu'il faut prendre le socialisme réel comme il est "réellement", ce qui veut dire s'en accommoder, parce qu'il est toujours meilleur que le capitalisme, qui est intrinsèquement mauvais. Non : le socialisme "réel" est une réalité dont on ne doit pas s'accommoder (...). Ce qui veut dire qu'on fasse enfin confiance à la force des masses populaires et à leur capacité à penser par elles-mêmes sur le plan politique, que l'on n'étouffe pas toute critique du socialisme réel, mais au contraire que cette critique vienne au centre des débats politiques. Alors, nous pourrions dire enfin sans que les mots ne se bloquent dans notre gorge : la RDA, Etat socialiste de la nation allemande* » (42).

En octobre 1976, des élections générales ont lieu dans les deux parties de l'Allemagne divisée, le 3 octobre en RFA, puis le 17 octobre en RDA.

La veille des "élections" à l'Est, Havemann s'exprime sur les ondes d'une station de radio ouest-allemande.

Question : *"Le thème des élections à la Chambre du peuple domine les mass médias depuis des semaines ?*

Havemann : *Je pense que les élections en RDA devraient maintenant être totalement modifiées. Elles ne correspondent plus aux conditions dans lesquelles nous vivons ici. La RDA est maintenant reconnue internationalement, aussi je pense que nous pourrions, ici aussi, autoriser le contrôle démocratique par une opposition, permettre à l'électeur de choisir véritablement entre diverses personnalités.*

Question : *Peut-on dire qu'une nation socialiste spécifique se développe en RDA ?*

Havemann : *Non, je considère cela comme un non-sens. Je considère de toute façon le concept de nation socialiste comme une idiotie. On peut tout au plus parler d'une nation placée dans les conditions du capitalisme ou dans les conditions du socialisme. Mais la nation est soit allemande, soit anglaise, ou quelque chose de semblable (...). L'Allemagne ne s'arrête pas à la frontière entre les deux Etats.*

Question : *Irez-vous voter dimanche ?*

Havemann : *Non, je ne participerai pas à ces élections*" (43).

Biermann banni de RDA, Havemann assigné à résidence

C'est en mai 1976 que fut lancée à l'université de la Ruhr, à Bochum, une "Initiative" pour obtenir le droit pour Wolf Biermann (interdit depuis onze ans de se produire en public en RDA, où il avait choisi de vivre depuis 1953) de répondre à l'invitation de venir chanter dans cette ville. Les signataires de l'appel sont deux professeurs, ainsi que Carla Boulboullé et Wolf Biermann lui-même. La campagne se développe très largement, l'appel reçoit des centaines de signatures, dont celles des prix Nobel Heinrich Böll et Günter Grass, de nombreux responsables syndicaux et sociaux-démocrates.

En octobre, le syndicat des métaux — IG-Metall — invite à son tour Biermann dans le cadre de son "mois des jeunes".

La campagne menée en République fédérale d'Allemagne ayant un écho certain en République démocratique allemande, la bureaucratie du SED accorde un visa à Wolf Biermann pour qu'il puisse chanter en Allemagne de l'Ouest. Le 13 novembre, il chante à Cologne. Biermann, qui, dans ses poèmes, dénonce

(41) *Ibidem*, p. 151.

(42) *Ibidem*, p. 154.

(43) Interview téléphonique, citée dans *La Vérité*, organe du comité central de l'Organisation communiste internationaliste (OCI), n° 575, février 1977, p. 82.

sans équivoque le bureaucrate qui “*singe le bourgeois*”, bureaucrate à qui il pose la question : “*Pourquoi trembles-tu devant la dictature du prolétariat ?*”, Biermann, le chansonnier est-allemand, fait chanter *L’Internationale* à une salle ouest-allemande debout ! Les bureaucrates du SED prennent peur : le 16 novembre, une dépêche de l’agence de presse ADN (44) apprend à Biermann — tout comme au reste du monde ! — qu’il est banni de RDA, déchu de sa nationalité est-allemande, et qu’il lui est interdit de remettre les pieds en Allemagne de l’Est.

“Je n’ai pas la moindre intention de quitter la RDA, où l’on peut vraiment constater chaque jour que le régime perd tout crédit”

Le 17 novembre, douze écrivains est-allemands de renom rendent publique une déclaration protestant contre ce bannissement “*décidé au mépris et à l’encontre des lois de la RDA*” (45). Havemann prend immédiatement position contre cette mesure.

Le 26 novembre, prenant prétexte d’un article publié dans l’hebdomadaire *Spiegel*, paraissant en République fédérale, un tribunal siégeant en procédure accélérée assigne Havemann à résidence en son domicile.

Désormais sous surveillance policière permanente, Havemann continuera jusqu’à la fin de sa vie à mener ses combats depuis son domicile.

Evoquant cette situation en 1978, il décrit les mesures de surveillance dont il est l’objet, et conclut :

“*Toutes ces mesures sont vraiment aussi ridicules qu’incroyables ; elles sont totalement absurdes pour la bonne raison que le but que l’on poursuit en les adoptant ne peut être atteint. Je n’ai pas la moindre intention de quitter la RDA, où l’on peut vraiment constater chaque jour que le régime perd tout crédit et où il suffirait d’une faible impulsion ou d’événements venus de l’extérieur pour envoyer le bureau politique au diable Vauvert*” (46).

Le 4 avril 1982, Havemann décède à son domicile.

Pascal Serman

(44) Agence de presse officielle de la RDA.

(45) *Un communiste allemand*, p. 25.

(46) *Ibidem*, p. 29.

Werner Theuer-Bernd Florath : Robert Havemann. Bibliographie

**Mit unveröffentlichten Texten aus dem Nachlass ⁽¹⁾
(avec des textes inédits tirés du fonds posthume)**

POUR quiconque s’intéresse à Robert Havemann (1910-1982), à son activité de savant, de chercheur et d’enseignant universitaire allemand, mais aussi de militant communiste résistant sous Hitler, puis bientôt à nouveau opposant et résistant dans l’Allemagne de l’Est stalinienne, cet ouvrage, intitulé *Robert Havemann*.

Bibliographie, publié sous les auspices de la Société Robert Havemann, de Berlin, est un instrument très utile, voire indispensable — à condition, évidemment, d’avoir quelques connaissances de l’allemand.

(1) Akademie Verlag, Berlin, 2007.

La partie bibliographique proprement dite dresse d'abord une liste de tout ce qui a été publié de Havemann lui-même, sous forme de livres, de contributions à des recueils collectifs et d'articles de journaux et revues, que ce soit sur des sujets scientifiques de sa spécialité — la chimie physique — ou surtout de philosophie des sciences, de politique..., tant dans la version allemande originale que dans des traductions, en russe, en tchèque, en anglais, en danois, en italien, en espagnol, en hollandais, en portugais, en japonais... et, pour de rares écrits, en français : il n'y a dans la liste que deux titres de livres en version française : *L'Interrogatoire* (Fayard, 1971) et *Etre communiste en Allemagne de l'Est*, Maspero, 1979. Il est particulièrement dommage que le recueil des cours donnés par Havemann en 1963-1964 sur des "Aspects scientifiques de problèmes philosophiques", ainsi qu'une conférence donnée à Leipzig en 1962, publiés en Allemagne de l'Ouest sous le titre général de "*Dialectik ohne Dogma ?*" et traduits dans de nombreuses langues, n'aient pas encore pu paraître en français.

La seconde partie de la bibliographie, consacrée à tout ce qui, dans le monde, a été écrit sur Havemann, ne comporte pas beaucoup plus d'une douzaine d'articles parus dans la presse quotidienne française, du *Monde* à *Libération* en passant y compris par *L'Humanité* (!) du 3 mai 1950 — quand les dirigeants du PCF estimaient que Havemann pouvait encore faire autorité pour condamner la bombe atomique —, ainsi que dans les revues *Esprit* et *Allemagne d'aujourd'hui*, depuis les années 1950 jusqu'à sa mort, en 1982.

Les auteurs de cette bibliographie, Werner Theuer (décédé en 2005) et Bernd Florath, y ont consacré plus de dix ans de travail. Ils ont répertorié non seulement les textes écrits, de et sur Havemann, mais les émissions de radio et de télévision. Ils ont tout référencé avec une extrême précision : date de parution, nom des maisons d'édition, des revues, etc., des sources Internet, etc. Preuves de leur minutie et du caractère quasi exhaustif de leur ouvrage : on y trouve même référence à un texte paru dans les *Nou-*

velles d'Arménie, Issy-les-Moulineaux (23 juin 2006), sur l'honneur rendu par Israël à Havemann et à son groupe de résistants antinazis pour leur aide à des Juifs ! Ou bien un article d'un journal berlinois de 1952 sur une manifestation contre un film à la gloire de Rommel où le nom de Havemann ne figure même pas, mais dont on sait qu'il y participa activement ! N'y figurent toutefois pas deux articles : l'un, de François Forgeue, publié dans *La Vérité*, n° 575, de février 1977, sous le titre « *Signification et conséquences politiques de "l'affaire Biermann" - L'unité allemande, question capitale* », où pourtant une place importante est faite à Havemann ; l'autre, signé J. P. W., dans *Etudes marxistes*, n° 5-6, de mai 1969, titré "*Marxisme et sciences de la nature (à propos de l'expérience de Plegor et Mandel)*", où l'auteur mentionne le livre de Havemann *Dialectique sans dogme ?*, dont il approuve la démarche, tout en regrettant l'absence de traduction en français. La Société Robert Havemann annonçant la parution prochaine d'un complément à la *Bibliographie*, intégrant les articles écrits depuis 2007 et les nouvelles découvertes bibliographiques, nous lui transmettons bien volontiers ces deux références.

Une préface, une introduction, plusieurs essais de personnalités ayant connu et estimé Havemann, une chronologie précèdent la bibliographie, expliquant un peu qui il était : "*David contre Goliath - La lutte inégale de Havemann contre les dogmatiques*" est le titre d'un de ces textes.

L'un des grands intérêts de ce volume réside dans la seconde moitié, des pages 201 à 400, consacrée à la publication de 24 documents inédits, depuis des tracts clandestins écrits en 1943 sous la dictature nazie jusqu'aux différentes ébauches, de fin 1981, et à la version définitive, de janvier 1982, d'un "*Appel berlinois à la paix*", avec ses 50 premiers signataires, tous citoyens de la RDA. Chaque document est introduit par quelques explications sur les circonstances de sa rédaction. Sans vouloir tous les citer, on peut signaler la longue lettre à Jean-Paul Sartre de 1966 et un autre

long texte intitulé *“La révolution inachevée”*, rédigé après l’écrasement du printemps de Prague en août 1968 et où Havemann affirme encore sa conviction que, *“selon toutes probabilités, l’avenir de l’Allemagne ne se décidera pas en République fédérale (à l’ouest, donc),*

mais ici, en République démocratique allemande”. En un sens, il n’avait pas tort. Mais l’avenir de l’Allemagne reste encore ouvert, et les réflexions de Havemann gardent toute leur actualité.

Jacqueline Bois



Août 1968 :
les documents
du XIV^e Congrès
extraordinaire
du PC tchécoslovaque
(22 août 1968)

Všemu lidu Československé socialistické republiky!

Včera dne 20. 8. 1968 kolem 23. hod. večer překročila vojska Sovětského svazu, Polské lidové republiky, Německé demokratické republiky, Maďarské lidové republiky a Bulharské lidové republiky státní hranice Československé socialistické republiky. Stalo se tak bez vědomí presidenta republiky, předsedy Národního shromáždění, předsedy vlády i prvního tajemníka ÚV KSČ a těchto orgánů.

V těchto hodinách zasedalo předsednictvo ÚV KSČ a zabývalo se přípravou XIV. sjezdu strany. Předsednictvo ÚV KSČ vyzývá všechny občany naší republiky, aby zachovali klid a nekladli postupujícím vojskům odpor. Proto ani naše armáda, Bezpečnost a Lidové milice nedostaly rozkaz k obraně země.

Předsednictvo ÚV KSČ považuje tento akt za odporující nejenom všem zásadám vztahů mezi socialistickými státy, ale za popření základních norem mezinárodního práva.

Všichni vedoucí funkcionáři státu, KSČ i Národní fronty zůstávají ve svých funkcích, do nichž byli jako představitelé lidu a členů svých organizací zvoleni podle zákonů a jiných norem, platných v Československé socialistické republice.

Ústavními činiteli je okamžitě svoláváno zasedání Národního shromáždění, vlády republiky, předsednictvo ústředního výboru KSČ svolává plénum ÚV KSČ k projednání vzniklé situace.

PŘEDSEDNICTVO ÚV KSČ

Rude Pravo, organe du PC tchécoslovaque (21 août 1968), dénonçant l'invasion.

Proclamation du XIV^e Congrès extraordinaire du Parti communiste tchécoslovaque

CAMARADES, citoyens de la République socialiste tchécoslovaque, aujourd'hui, 22 août 1968, s'est ouvert le congrès extraordinaire du Parti communiste tchécoslovaque, auquel participent les délégués légalement élus. Le congrès a voté cette proclamation en guise de préambule :

La Tchécoslovaquie est un Etat socialiste libre et souverain s'appuyant sur la volonté et le soutien de son peuple. Sa souveraineté, cependant, a été violée le 21 août 1968 par l'entrée des forces d'occupation de l'Union soviétique, de la Pologne, de la République démocratique allemande, de la Bulgarie et de la Hongrie.

On justifie cet acte par le fait que le socialisme serait menacé dans notre pays et que quelques dirigeants tchécoslovaques auraient demandé cette intervention. Il découle de la proclamation d'hier du comité central du Parti communiste tchécoslovaque, du second discours radiodiffusé du président de la République, Ludvik Svoboda, de la proclamation de l'Assemblée nationale et du gouvernement de la République, ainsi que de la proclamation de la présidence du Front national qu'aucun organe compétent du parti ou du gouvernement n'a demandé une telle intervention.

Il n'y avait aucune contre-révolution en Tchécoslovaquie et le développement

du socialisme n'était pas menacé. Le peuple et le parti étaient capables de résoudre seuls les problèmes posés, ainsi que le démontrait l'immense confiance dont jouissait la nouvelle direction du parti avec le camarade Dubcek à sa tête.

On se préparait au contraire à réaliser les idées fondamentales de Marx et de Lénine sur l'évolution de la démocratie socialiste.

La Tchécoslovaquie n'avait pas non plus renié ses engagements ni ses obligations envers ses alliés, et elle n'a aucun intérêt dans l'avenir à vivre en mésentente avec les autres Etats et peuples socialistes. Ces engagements, pourtant, ont été violés par les forces qui occupent le pays.

La souveraineté de la Tchécoslovaquie est piétinée, les alliances, le pacte de Varsovie et les accords de Cierna et de Bratislava violés. Quelques dirigeants responsables de l'Etat et du parti ont été illégalement arrêtés, isolés du peuple et privés de la possibilité d'exercer leurs fonctions. De nombreux bâtiments des organismes centraux ont été occupés. De graves injustices ont été perpétrées. Le congrès exige le rétablissement immédiat des conditions normales d'activité pour tous les organes institutionnels et politiques, et exige la libération immédiate des camarades emprisonnés afin qu'ils puissent reprendre leurs fonctions.

En ces heures graves, l'unité de tout le peuple, de nos nations, et la cohésion autour de notre parti sont une nécessité pressante.

Même après cette intervention brutale, le peuple tchécoslovaque n'a pas cessé d'être le seul maître légitime et souverain de son pays. La défense de la liberté dans notre patrie socialiste n'est pas seulement l'affaire des communistes, mais de tous les Tchèques, de tous les Slovaques et des autres minorités nationales, l'affaire de tous les ouvriers, paysans et intellectuels, de la jeunesse à qui une vie digne et libre dans notre pays socialiste tient à cœur. Les communistes ne peuvent remplir leur rôle dirigeant qu'en s'efforçant d'être les organisateurs les plus actifs et les plus dévoués du retrait des forces étrangères. Ils ne peuvent atteindre ce but que dans l'unité la plus étroite avec tous les patriotes et avec toutes les forces démocratiques actives de notre société.

La situation qui s'est créée dans notre pays depuis le 21 août ne peut être durable. La Tchécoslovaquie socialiste n'admettra jamais ni un régime d'occupation militaire ni un pouvoir tchécoslovaque collaborateur qui s'appuierait sur la force des occupants.

Le XIV^e Congrès extraordinaire du Parti communiste tchécoslovaque proclame qu'il ne reconnaît que ses dirigeants légalement élus, le président de la République, Ludvík Svoboda, le président de l'Assemblée nationale, Josef Smrkovsky, le président du gouvernement, Oidrich Cemik, et les autres, de même qu'il ne reconnaît à la tête du parti qu'Alexander Dubcek. Il ne reconnaît

pas même comme membres du parti les membres de l'ancien comité central qui n'ont pas fait leur devoir en ces jours difficiles.

La revendication fondamentale demeure bien entendu le départ des troupes d'occupation étrangères. Si ces exigences ne sont pas satisfaites, et en particulier si les négociations pour le retrait des troupes ne s'engagent pas dans les vingt-quatre heures avec les représentants libres de notre parti et de notre gouvernement, si le camarade Dubcek ne s'adresse pas dans les vingt-quatre heures à la nation, le congrès appelle tous les travailleurs à faire sous la direction des communistes une grève de protestation d'une heure le vendredi 23 août à 12 heures. Le congrès décide en outre, si toutes ces exigences n'étaient pas satisfaites, de prendre toutes mesures qui s'imposeraient et de charger le comité central qui va être élu, et qui sera donc le seul représentant légal du parti, de veiller à l'exécution de ces mesures.

Le congrès s'adresse à tous les communistes et à tous les citoyens de notre pays et leur demande de continuer à assurer le calme, la discipline, et à ne pas tolérer des actes de nature à entraîner de graves dommages aux citoyens et au pays.

Le congrès charge tous les organismes et toutes les organisations du parti de veiller à la pleine application de cette résolution.

**Texte extrait de l'hebdomadaire
Politika, n° 1, publié à Prague
le 24 août 1968**

Appel des délégués du XIV^e Congrès extraordinaire du Parti communiste tchécoslovaque aux partis communistes du monde entier

LE XIV^e Congrès extraordinaire a adopté cet après-midi sa deuxième résolution adressée à tous les partis communistes et ouvriers :

Nous nous adressons à tous les partis communistes et ouvriers du monde, et en particulier aux partis et aux peuples de l'Union soviétique, de la République populaire de Pologne, de la République populaire bulgare, de la République démocratique allemande et de la République populaire hongroise, dont les troupes ont envahi notre patrie.

Notre parti, depuis janvier, a entrepris de rénover le socialisme. Il a commencé à développer d'une manière active ses principes démocratiques et humanistes en accord avec les conditions de notre étape d'évolution. Il croyait que les principes de souveraineté et de non-ingérence seraient respectés et que tous les différends seraient réglés par des négociations. La direction de notre parti s'est inspirée de ces principes au cours de tous les entretiens bilatéraux et multilatéraux d'après janvier. Cette politique, exprimée dans le programme d'action du comité central du Parti communiste tchécoslovaque, et sa mise en œuvre progressive ont gagné à notre parti une autorité et un soutien sans précédent. Assurer et accélérer la voie choisie devait être l'objet des travaux du XIV^e Congrès extraordinaire dont les préparatifs s'achevaient. A la veille de ce congrès, les armées de l'Union soviétique, de la République populaire de Pologne, de la République populaire bulgare, de la République démocratique

allemande et de la République populaire hongroise ont envahi notre pays, sans aucune raison et sans l'accord des autorités légales du gouvernement et du parti, contre la volonté de notre peuple, semant le trouble et interrompant la progression dans la voie que nous avions choisie.

Nous nous trouvons devant une amère vérité : les troupes des pays en lesquels nous nous étions habitués à voir des amis agissent comme des occupants. Les dirigeants légaux de notre Etat et les représentants du parti ne peuvent exercer leurs fonctions. Ils n'ont pas la possibilité de résoudre la situation présente par des voies institutionnelles normales. Ils ne disposent d'aucun moyen de télécommunication.

D'éminents dirigeants sont internés. On ne peut douter que de tels actes auront des conséquences fatales pour tout le mouvement communiste international. Nous proclamons que notre peuple et notre parti communiste n'accepteront jamais une telle situation et feront tout pour assurer le retour aux conditions de la vie normale dans notre pays.

Aussi, sur la base des exigences et des souhaits des communistes et de toute l'opinion publique, plus de la majorité nécessaire des délégués au 14^e Congrès, légalement élus aux conférences cantonales et régionales, se sont réunis. Ils vous prient instamment de leur venir en aide.

Pour que nous puissions librement continuer à suivre notre voie socialiste,

nous formulons les revendications suivantes :

1. libérer immédiatement tous les représentants internés du parti, du gouvernement, de l'Assemblée nationale, du Conseil national tchèque, et leur permettre ainsi qu'au président de la République d'exercer leurs fonctions sans aucune entrave ;

2. rétablir immédiatement toutes les libertés et les droits civiques ;

3. amorcer immédiatement le départ des forces d'occupation.

Le XIV^e Congrès extraordinaire du parti proclame qu'il ne reconnaît d'autres représentants du parti et du gouvernement que ceux qui ont été élus par la voie légale et démocratique.

Camarades, étant donné les conséquences tragiques de l'occupation de notre pays, pour la cause du socialisme dans le monde entier, nous vous demandons :

Appuyez politiquement notre juste cause et exprimez votre opinion aux représentants des partis qui sont respon-

sables de cette intervention dans notre pays. Réfléchissez à la possibilité et au bien-fondé d'une réunion de la conférence des partis communistes et ouvriers, aux travaux de laquelle devrait aussi participer notre délégation. Ne traitez qu'avec les représentants de notre parti qui seront élus à ce congrès.

Défendons le visage humain du socialisme. C'est notre devoir internationaliste.

**Les délégués au XIV^e Congrès
extraordinaire
du Parti communiste
tchécoslovaque**

Rude Pravo, 23 août 1968, numéro spécial pour le congrès. Extrait de la publication Les Sept Jours de Prague, 21-27 août 1968, documents et matériels d'étude édités à Prague en septembre 1968. Institut d'histoire de l'Académie des sciences tchécoslovaque, pp. 97-99.

Appel du XIV^e Congrès à tous les citoyens, à toute la jeunesse

NOUS nous adressons de nouveau à vous en tant qu'organe institutionnel de notre République pour que vous fassiez de nouveau preuve, dans cette situation tendue, de calme, de sagesse et de fierté nationale. Ce n'est pas en organisant des démonstrations publiques, des meetings irréfléchis ou des manifestations que vous montrerez votre courage. N'aidez pas les armées étrangères, ne les regardez pas, ignorez-les !

Ne faites rien qui puisse provoquer des heurts inutiles, des conflits et d'irréparables pertes en vies humaines, des blessures ou des dégâts matériels.

Jeunes amis ! La provocation n'est pas notre arme. C'est l'arme de ceux qui

voudraient légaliser l'occupation de notre pays et justifier ainsi l'intervention brutale. Vous savez déjà que l'opinion unanime de tous les délégués de ce congrès est identique à la vôtre : pour le retrait des forces d'occupation de notre pays et la libération de tous nos représentants, pour le retour à la souveraineté et à l'indépendance de notre république.

Nous avons absolument besoin de votre aide, c'est pourquoi nous vous avons adressé cet appel afin de mener ce combat jusqu'à la victoire.

**Le XIV^e Congrès
du Parti communiste
tchécoslovaque**

“Nous ne reconnaissons pas l’occupation ! Nous exigeons le retrait des troupes étrangères ! La grève générale, notre arme !”

HIER, 22 août, à 21 h 15, s’est terminée la première session du XIV^e Congrès du Parti communiste tchécoslovaque. Un nouveau comité central de 144 membres et une nouvelle commission centrale de contrôle de 37 membres ont été élus. Le congrès s’est prononcé sans restriction pour le programme d’action du parti et pour la voie suivie depuis janvier. Il a adopté une résolution sur la situation dans le pays, dont nous parlons ailleurs, et lancé un appel aux partis communistes pour qu’ils s’efforcent de faire cesser l’occupation de notre pays. Ont participé à ce congrès 1 219 des 1 543 délégués légalement élus — beaucoup n’ont pu y assister parce qu’ils ont été arrêtés par les occupants. A la fin du congrès, 50 délégués de Slovaquie

étaient présents malgré les difficultés rencontrées en route. Le congrès a décidé de siéger en permanence et d’étudier d’autres questions importantes dès que les circonstances le permettront.

A l’aube du 23 août s’est terminée la première réunion du nouveau comité central, qui a élu comme secrétaire général Alexander Dubcek, toujours interné, et décidé de confier provisoirement la présidence du parti à notre distingué économiste Vanek Silhan.

Communistes, citoyens ! Continuez à ne suivre que les consignes de ce nouveau comité central. C’est le seul représentant du parti qui jouisse de la pleine confiance de notre peuple. Les occupants chercheront à s’assurer des traîtres parmi les anciens fonctionnaires du parti.

Proclamation du Conseil central des syndicats et du Conseil central des unions syndicales ⁽¹⁾

LA direction du Conseil central des syndicats (CCS) et du Conseil central des unions syndicales (CCUS), qui est en liaison permanente avec les dirigeants constitutionnels, le président L. Svoboda, l’Assemblée nationale et le gou-

vernement de la République, soutient, au nom des cinq millions et demi de syndiqués, les mesures prises au XIV^e Congrès extraordinaire du PC tchécoslo-

(1) Publiée dans la matinée du 23 août 1968.

vaque, et le comité central élu par le congrès et son bureau politique avec le camarade Dubcek à sa tête.

Nous soutenons entièrement l'appel du XIV^e Congrès à tous les citoyens, afin qu'aujourd'hui, à 12 heures, ils fassent une grève générale de protestation d'une heure pour manifester leur désaccord avec le stationnement illégal des troupes d'occupation des cinq pays du pacte de Varsovie sur le territoire de notre pays.

Par cette grève, nous manifestons notre soutien au gouvernement légal et à l'Assemblée nationale, nous exigeons le départ immédiat des troupes d'occupation et la libération de nos dirigeants élus, les camarades Dubcek, Cernik, Smrkovsky, Kriegel et d'autres, afin qu'ils puissent exercer les fonctions qui leur ont été confiées.

Nous ne reconnâtrons jamais un gouvernement ni tout autre organe composé

d'usurpateurs et refusons toute collaboration avec les unités d'occupation.

Nous invitons les organes syndicaux et les comités de grève à assurer dans le calme le déroulement de la grève d'aujourd'hui et à veiller ensuite à la reprise du travail. Nous nous adressons à tous les travailleurs des hôpitaux et d'autres secteurs vitaux, et les prions de ne s'associer que symboliquement à cette grève de protestation. Nous appelons tous les organes syndicaux et les comités de grève à demeurer vigilants et prêts à appliquer d'autres directives.

Texte extrait de la publication *Les Sept Jours de Prague, 21-27 août 1968, documentation, matériaux d'étude* édités à Prague en septembre 1968 par l'institut d'histoire de l'Académie des sciences tchécoslovaque, pp. 174-175.

Lettre de Cestmir Cisar au XIV^e Congrès

J'ACCUEILLE chaleureusement et apprécie vos décisions et résolutions, et je vous remercie de la confiance que vous m'avez faite en m'élisant membre du comité central du PC tchécoslovaque. Je suis prêt à remplir toutes les tâches qui me seront confiées. Pour l'instant, cela m'est impossible. J'ai été arrêté le 21 août, mais j'ai réussi à m'échapper. Je suis chez de bons communistes tchèques, des patriotes. Je vous demande d'aider à assurer l'activité du Conseil national tchèque. Il nous faut remplir toutes les obligations liées à la préparation d'une nouvelle organisation de l'Etat, et cela, même dans des conditions difficiles. Il faut rendre possible la réunion du plénum du Conseil national tchèque.

Je suppose qu'il me sera possible de diriger ce plénum. Je pense que je pourrai aussi participer au travail du nouveau comité central et de son bureau politique. J'espère que les forces du parti, du Front national, de tout le peuple avec à sa tête le nouveau comité central et les organes institutionnels de la République socialiste tchécoslovaque s'uniront pour obtenir le retrait de toutes les unités d'occupation, retrouver pleinement notre souveraineté et créer les conditions d'une vie normale dans notre patrie. Je vous envoie mes salutations de combat et vous souhaite plein succès dans votre travail. A bientôt, camarades.

Texte extrait de *Rude Pravo* (samedi 24 août 1968), p. 1.

Proclamation du bureau politique du comité central du PC tchécoslovaque

QUE doivent faire aujourd'hui les communistes ? A tous les membres et fonctionnaires du Parti communiste tchécoslovaque. Envoyez vos résolutions au comité central du PC tchécoslovaque et à l'ambassade soviétique. Nous combattons pour les intérêts vitaux de tout le peuple.

Camarades,

Après de longues années, notre parti a obtenu, au mois de janvier, d'emprunter une nouvelle direction, l'orientation Dubcek.

Le parti a approuvé son programme d'action et commencé à réaliser une politique soutenue par l'écrasante majorité de la population. Nous avons tenté d'atteindre un socialisme réellement édifié pour les hommes et qui aurait, comme l'a maintes fois répété le camarade Dubcek, un visage humain.

A présent, notre patrie est occupée par les troupes de quelques armées du pacte de Varsovie. Le sang des Tchèques et des Slovaques a été versé inutilement. La voie politique par laquelle nous voulions renforcer le socialisme, affermir la confiance dans la politique du PC tchécoslovaque et assurer son influence croissante dans le pays, a été interrompue par les tanks. Que doivent faire maintenant les communistes pour que nous puissions de nouveau appliquer la ligne sur laquelle s'était engagée notre politique ?

L'expérience de l'histoire de notre parti nous apprend que la pire situation, au cours de ces dernières années, a été que le parti se soit trouvé entre les mains

d'hommes qui ne jouissaient ni de la confiance des communistes ni de la confiance des autres travailleurs et citoyens. Ils ont violé les principes de la démocratie au sein du parti et ont fait de presque deux millions de communistes les instruments de leur volonté arbitraire, ont privé les adhérents du parti de leur propre volonté, de leur droit de penser et d'agir en communistes.

Décidez vous-mêmes

Les communistes des organisations de base, dans les organisations cantonales et régionales, ne doivent pas redevenir les instruments d'hommes qui ne jouissent pas de la confiance du parti.

Réunissez-vous partout sans délai dans les cellules et les cantons, et décidez vous-mêmes de la voie que vous prendrez. Le XIV^e Congrès extraordinaire du PC tchécoslovaque était composé de délégués légalement élus par tout le parti. Il a élu un nouveau comité central et, à sa tête, réélu les camarades qui ont conquis la confiance du parti et du peuple au cours de révolution d'après janvier. A son bureau politique, le nouveau comité central du PC tchécoslovaque a élu les camarades A. Dubcek, J. Smrkovsky, J. Spacek, F. Kriegel, V. Simon, qui ne peuvent actuellement assumer leurs fonctions parce qu'ils ont été internés, contre leur volonté et celle des organes institutionnels de l'Etat, par les forces armées soviétiques.

Décidez vous-mêmes dans chaque organisation si vous reconnaissez comme instances suprêmes du parti ce comité central du PC tchécoslovaque dûment

élu par le XIV^e Congrès ou si vous consentez à ce que parlent en votre nom des hommes qui n'ont rien de commun avec ce comité central. Décidez rapidement, légalement et démocratiquement, dans toutes les organisations du parti, aux réunions plénières et dans les comités du parti, de qui vous vous réclamez.

Agissez ensuite en conséquence, en fonction de votre décision, faites connaître votre point de vue par la radio et la presse, demandez l'aide de la radio locale, des comités nationaux et de la radio des entreprises.

Adressez vos résolutions à l'adresse du comité central du PC tchécoslovaque à Prague et envoyez-les également pour mémoire à l'ambassade soviétique à Prague, en demandant qu'elles soient remises au comité central du PC de l'Union soviétique et publiées dans la presse comme point de vue des communistes tchécoslovaques.

Parmi ceux que le XIV^e Congrès extraordinaire du PC tchécoslovaque n'a pas confirmés dans une fonction de direction qu'ils occupaient auparavant, certains tentent néanmoins de parler en votre nom. Protestez contre cela. Qu'ils ne parlent qu'en leur nom propre.

Communistes membres des milices populaires, ne vous soumettez pas à ceux qui acceptent en silence que le commandant des milices populaires, le camarade Dubcek, soit interné on ne sait ni où ni pourquoi, à l'encontre des lois de l'Etat, contre la volonté du congrès du parti et contre celle des milices populaires.

A l'exemple des milices populaires de Prague, réclamez-vous du comité central du PC tchécoslovaque légalement élu et ne vous fiez qu'aux directives de son bureau politique ou de son plénum.

Communistes de la Sûreté d'Etat et de l'armée, ne suivez que les instructions des dirigeants constitutionnels tchécoslovaques, de l'Assemblée nationale, du gouvernement et du président de la République.

Communistes des syndicats, soyez les promoteurs d'une grande activité politique dans les syndicats. Nous soutenons pleinement la plus forte organisation des ouvriers et de tous les travailleurs, le Mouvement syndical révolutionnaire.

Les ouvriers communistes et non communistes sont à présent pleinement d'accord pour défendre eux-mêmes leurs intérêts et pour faire régner l'ordre sans intervention étrangère.

Nos usines et entreprises, notre classe ouvrière ont suffisamment de force pour cela et pour que le Mouvement syndical révolutionnaire devienne une armée puissante pour la défense des intérêts politiques de tous les travailleurs dans la situation extraordinaire où nous sommes. Les syndicats sont notre organisation légale à tous. Mettons-les tous à profit et faisons des organes et organisations syndicales la force des ouvriers et de tous les travailleurs, que personne n'osera soupçonner de desseins anti-ouvriers, antisocialistes. Travaillons tous démocratiquement dans les syndicats et montrons la force des millions de syndicalistes, mobilisons-les dans l'intérêt du peuple tout entier et de nos nations.

Seuls peuvent nous diriger ceux qui ont la confiance de tous.

Tous les militants du Parti communiste tchécoslovaque sont responsables devant la masse des adhérents, devant les communistes dans les usines, à la campagne et dans les communes.

Restez en liaison constante avec votre organisation cantonale et ne permettez pas que quelqu'un d'autre que les camarades auxquels vous avez donné votre confiance dans vos assemblées cherche à vous diriger. Agissez de même dans les villes et les régions.

Partout où les secrétariats du parti seraient occupés par les troupes étrangères, les organes et dirigeants du parti sont tenus de diriger l'activité des communistes à partir d'autres endroits locaux, comités nationaux, usines, etc.

Le nouveau comité central du PC tchécoslovaque élu par le XIV^e Congrès extraordinaire ne doit pas craindre de s'appuyer sur votre volonté et votre résolution exprimées dans les organisations de base, car il est convaincu que vous avez les mêmes vues que les délégués du congrès élus par vous. Il vous croit et a besoin de votre initiative, de votre autonomie, de votre fermeté ; il s'en remet à votre propre responsabilité de communistes.

Nous sommes convaincus que l'unité du parti autour des principes de la nouvelle politique d'après janvier est une force réelle.

Ne vous laissez jamais provoquer au point de sortir des rangs du parti. Même s'il advenait le pire, même si les organes du PC tchécoslovaque légalement élus par le congrès étaient réduits au silence par la force, n'abandonnez jamais le parti. Affaiblir ou liquider la base des adhérents du PC tchécoslovaque, cela ne servirait que ceux qui, de nouveau, voudraient faire de quelques individus sans caractère et capables de tout les porte-parole des communistes tchécoslovaques.

Nous savons qu'avec des tanks et des mitrailleuses, on obtient beaucoup de choses. Mais il est assez difficile à ceux qui sont prétendument venus pour "aider" à renforcer le rôle dirigeant du parti d'interdire son activité.

Il faut renforcer le parti, accepter de nouveaux adhérents au PC tchécoslovaque, des ouvriers, des paysans, des intellectuels ; accepter les jeunes, tous ceux qui le veulent et sont vraiment capables de lutter pour la ligne politique du programme d'action du PC tchécoslovaque, pour les revendications du 14^e Congrès extraordinaire du parti. Il est du devoir des communistes, non seulement d'apprécier le patriotisme, l'énergie et le courage de la jeunesse, mais aussi de lui donner la possibilité de montrer, par des expériences politiques, son sang-froid et de lui permettre d'appliquer un programme clair de véritable démocratie socialiste. Recevez dans les rangs du parti des jeunes ouvriers et des étudiants, laissez retentir dans notre parti la voix et la volonté de la jeune génération socialiste.

Le XIV^e Congrès extraordinaire du PC tchécoslovaque a pleinement confiance dans le point de vue de la dernière session normale du bureau politique du comité central du PC tchécoslovaque, le 21 août 1968, qui condamnait l'occupation militaire de notre république, laquelle a été perpétrée à l'insu du président de la République, du président de l'Assemblée nationale, du Premier ministre, du premier secrétaire du comité central du PC tchécoslovaque et de tous ces organismes.

Soutenez partout les appels au calme et au sang-froid. Le retrait des troupes étrangères comme condition fondamentale de toute politique créatrice indépendante de notre parti ne peut être imposé par la force des armes, mais uniquement par celle de la morale et du droit. Ne craignez pas de l'exiger par tous les moyens légaux et légitimes, soutenez uniquement le gouvernement légal, constitué conformément à la Constitution, soutenez seulement les dirigeants de l'Etat, du parti et de toutes les organisations du Front national élu conformément aux lois tchécoslovaques en vigueur.

Nous appelons tous les communistes à enrayer activement et efficacement toute tentative des éléments antisocialistes visant à aggraver la situation par des provocations. Nous sommes à même de régler nous-mêmes leur compte aux éléments antisocialistes.

N'admettez pas que leurs agissements servent de prétextes à l'intervention militaire dans notre pays.

Laissons de côté les conflits mesquins.

Camarades, laissons aujourd'hui de côté tout ce qui, d'une manière ou d'une autre, nous divise ; mettons les mesquineries de côté. Que la ligne de partage entre nous soit seulement l'attitude honnête envers la nouvelle politique d'après janvier du PC tchécoslovaque et la droiture de chacun de nous. Mettons nos efforts en commun sur les principaux problèmes d'actualité :

1. Demandons sans retard que les camarades Alexander Dubcek, O. Cernik, J. Smrkovsky, F. Kriegel, S. Spacek et B. Simon puissent assumer leurs fonctions dans le gouvernement, dans le parti et dans le Front national, tous sans exception.

2. Ne reconnaissons pas comme représentants du parti quiconque n'a pas reçu démocratiquement un mandat pour sa fonction, démocratiquement, c'est-à-dire au sein des instances centrales du PC tchécoslovaque élues par le XIV^e Congrès extraordinaire du parti.

3. Exigeons le retrait complet des troupes étrangères du pacte de Varsovie, dont la présence actuelle en Tchécoslovaque est une violation du pacte.

4. Méflons-nous de toute provocation et d'actes inconsidérés.

Le sang de notre peuple est notre bien le plus précieux et tout ce qui peut conduire à une effusion de sang inutile doit être écarté et efficacement empêché.

5. Même si le pire arrivait, même si, par la force brutale, on réprimait tout ce qui est garanti par notre Constitution, les lois de la république et les statuts du parti, ne quittez jamais les rangs du PC tchécoslovaque. Qu'il y ait dans les rangs du PC tchécoslovaque un maximum d'honnêtes gens, d'ouvriers et de membres de toutes les couches sociales, car si le parti demeure fort à la base, il sera de nouveau à même de fournir des leaders politiques capables de faire sortir nos peuples de la situation dans laquelle les ont jetés la force et la violence.

Camarades, par cette volonté commune de tous les communistes, nous ne luttons pas seulement pour notre parti, nous luttons pour les intérêts vitaux de nos deux nations et de tous les peuples de ce pays. Quiconque doute de ce peuple, quiconque est prêt à fouler aux pieds les valeurs pour lesquelles notre peuple a combattu et souffert sera finalement condamné par lui. Le PC tchécoslovaque ne le fera jamais et ne peut le faire, car sa mission n'est pas de se transformer en une clique politique au pouvoir, mais de servir les intérêts du socialisme dans ce pays, de faire de l'ordre socialiste un foyer heureux pour notre propre peuple. C'est en cela aussi que nous voyons notre profond devoir internationaliste. L'alliance des pays socialistes et l'unité du mouvement communiste et progressiste dans le monde entier ne peuvent en effet être obtenus par la force, mais seulement par la confiance, par la coopération et par l'entraide, là où chaque pays socialiste ou parti communiste le désire

réellement, au nom de leurs intérêts communs. C'est aussi dans ce sens que la direction du parti, mandatée par le XIV^e Congrès extraordinaire du parti, conçoit tous les documents fondamentaux du mouvement ouvrier international, y compris la "Déclaration commune des six partis à Bratislava", du 4 août 1968. Les opérations militaires lancées par les autres signataires de cette déclaration contre notre pays sont en profonde contradiction avec les termes de cette déclaration.

Nous, communistes, sommes la force dirigeante de ce pays.

Dans la situation présente, démontrons-le par nos actes également : ayons pleine confiance en notre peuple, devant lequel nous sommes responsables de notre politique.

On a, sous prétexte d'aider notre parti, provoqué une situation tragique qui menace d'étouffer la confiance dans le socialisme, dans l'Union soviétique et dans les idéaux du mouvement communiste. Au nom de ce mouvement, défendons ces idéaux, faisons tout pour ne pas perdre la confiance du peuple, pour que le socialisme continue d'être chez nous l'œuvre de l'activité volontaire et de l'initiative de millions de nos travailleurs, de tous les patriotes tchèques et slovaques.

Rude Pravo, 25 août 1968, bureau politique du comité central du PC tchécoslovaque

(Extrait du livre *Les Sept Jours de Prague, 21-27 août 1968*, documentation, matériaux d'étude publiés à Prague en septembre 1968 par l'institut d'histoire de l'Académie des sciences tchécoslovaque, pp. 271-277.)

Marc Teulin :
L'antisémitisme
russe
hier et aujourd'hui

On ne peut qu'être frappé par trois aspects des prises de position de nombreux "intellectuels" français de grand renom médiatique : acharnés à débusquer tout relent éventuel ou supposé d'antisémitisme dans telle ou telle prise de position sur un problème politique d'actualité, ils sont muets comme des carpes sur l'antisémitisme flagrant, brutal et insolent du défunt Soljenitsyne (1), sans doute parce que sa dénonciation de la révolution d'Octobre leur paraît beaucoup plus importante que son antisémitisme, ce qui relativise singulièrement la place qu'ils accordent par ailleurs à ce dernier phénomène.

Reprenant à leur compte la dénonciation par Soljenitsyne de la révolution russe et allant même parfois jusqu'à la réhabilitation du dernier tsar, Nicolas II, ils taisent l'antisémitisme hystérique de ce monarque et enfin ils effacent le fait que la révolution russe a tenté de liquider radicalement l'antisémitisme hérité du tsarisme, ouvrant une période que le pourtant très antibolchevique Arkadi Vaksberg qualifie pour les Juifs soviétiques de passage de "l'enfer au paradis" (2).

L'article ci-dessous vise à rappeler certains aspects de cette triple réalité si largement occultée aujourd'hui.

(1) Voir à ce propos l'article publié dans le n° 17 des *Cahiers du mouvement ouvrier* (disponible au prix de 4 euros) : "Soljenitsyne et les Juifs : quelques falsifications."

(2) Arkadi Vaksberg donne ce titre au chapitre de son livre *Staline et les Juifs*, consacré aux années 1920.

De Dostoïevski à Soljenitsyne...

“**L** E youpin et sa banque dirigent maintenant tout : l'Europe, l'instruction, la civilisation et le socialisme”, annonçait en 1880 Dostoïevski, avant de prophétiser : “Quand toute la richesse de l'Europe disparaîtra, restera la banque du youpin et sur l'anarchie s'élèvera l'Antéchrist” (1). Un quart de siècle plus tard, le quotidien monarchiste et nationaliste *Le Drapeau russe* exige que “le gouvernement considère les Juifs comme aussi dangereux pour l'existence de l'humanité que les loups, les scorpions, les vipères, les araignées venimeuses et autres créatures à exterminer à cause de leur comportement rapace à l'égard des êtres humains, et dont l'anéantissement est encouragé par la loi (...). Il faut placer artificiellement les youpins dans des conditions qui facilitent leur extinction” (2).

“Bien plus dangereux que toutes les bombes atomiques et à hydrogène réunies”

Quelques années plus tard, en 1911, le député de la Douma Markov-deux, fu-

tur collaborateur des services de propagande nazis, dénonce cette “race”, qu'il qualifie dix fois de “criminelle” (3) devant une assemblée poliment rétive et dont une quarantaine de députés lui sont acquis.

Quarante ans plus tard, en avril 1953, dans une des lettres hystériques qu'il rédige au lendemain de son arrestation, après la mort de Staline, l'ancien vice-ministre de la Sécurité d'Etat Rioumine vocifère : “Les Juifs sont bien plus dangereux que toutes les bombes atomiques et à hydrogène réunies ! Ces Juifs, si on ne les arrête pas à temps, vont forcer toute l'humanité à cracher le sang” (4).

Un demi-siècle après les éruptions de Rioumine, le 24 janvier 2005, vingt députés de la Douma, dont six membres du Parti communiste de la Fédération de Russie et 14 élus de *Rodina* (La Patrie), parti fabriqué par le Kremlin lui-même — auquel appartient la faussaire *Narochnitskaïa* — et qui finira par se fondre

(1) Fiodor Dostoïevski, *Dnevnik, statii, Zapisnie Knjiki* (“Journal, articles, carnets de notes”), Moscou, Zakharov, tome 3, 2005, p. 451.

(2) atveï Gueizer, Mikhoels, Moscou, *Molodaïa Gvardia*, 2004, pp. 41-42.

(3) Alexandre Taguer, *Tsarskaïa Rossia i dielo Beilissa* (“La Russie tsariste et l'affaire Beilis”), Moscou, Terra, 1996, p. 44.

(4) Kirill Stoliarov, *Golgotha*, Moscou, 1991, p. 77.

dans le parti officiel poutinien Russie unie, déposent, "au nom de l'opinion publique russe", une requête auprès du procureur général de Russie où ils reprennent les poncifs de l'époque tsariste : "La religion juive est antichrétienne et inhumaine (...), le meurtre est inclus dans ses coutumes (...). Les Juifs incitent à la haine contre la population russe, allant jusqu'au meurtre rituel" et "veulent réduire la population russe à l'état de bétail sans foi ni tradition". D'ailleurs, "l'ensemble du monde démocratique est soumis au contrôle politique et financier du judaïsme international (...). Les communautés juives ont développé, dans tous les pays, un lobbying politique en faveur des intérêts de la juiverie internationale" (5).

Tous ces propos reflètent une profonde continuité historique qui transcende bien des changements politiques et qui n'a été interrompue un moment que par la révolution de 1917. Si le nazisme doit à l'Eglise catholique espagnole l'invention raciste de la "pureté du sang", la Russie tsariste lui a offert le mythe du complot judéo-maçonnique étendant son ombre sur le monde. Même si quelques plumitifs français, allemands, roumains ou russes en avaient esquissé quelques traits, les pères fondateurs de ce mythe sont, en fait, les deux policiers russes Ratchkovski et son adjoint Golovinski, rédacteur et diffuseur des *Protocoles des sages de Sion*. Quatre-vingt-dix ans après la révolution d'octobre 1917, qui en interdit la reproduction et la diffusion, ces *Protocoles* circulent aujourd'hui largement en Russie et en Ukraine. Leur mythologie sommaire ne nourrit pas seulement les fantasmes des divers groupuscules racistes et fascistes qui y pullulent, elle gangrène nombre de groupes et partis issus de la décomposition mafieuse de la nomenklatura au pouvoir jusqu'en 1991 et dont les débris dirigent les Etats issus de l'ex-Union soviétique.

"Dans les dernières années, souligne l'écrivain Alexandre Melikhov, l'éternelle question juive a pris à nouveau en Russie une actualité et une acuité très grandes." La résurgence des préjugés antisémites est due d'abord aux "transformations douloureuses du mode

d'existence (...). Les dirigeants nationaux-communistes et tout simplement nationalistes rappellent inlassablement à l'homme de la rue la présence effectivement exagérée (par rapport à quelle norme ? — NDLR) des Juifs dans tous les champs d'action ouverts avec la libéralisation : les banquiers juifs, les politiciens juifs, les journalistes juifs, les réformateurs juifs, suggérant par là que tous les changements douloureux sont provoqués avant tout par les Juifs, qui apparaissent comme les principaux gagnants de l'affaire" (6).

L'histoire a choisi le mot russe

Les *Protocoles des sages de Sion* ne sont pas le seul apport de la Russie à l'antisémitisme ; si les pogromes ont ravagé l'Europe avant celui de Kichinev, en 1903, l'histoire a choisi le mot russe pour désigner les massacres de Juifs par des foules ivres d'alcool et de cantiques. Et l'extermination de villages entiers, hommes, femmes et enfants par les détachements de l'Armée blanche des Volontaires et du socialiste national ukrainien Petlioura pendant la guerre civile (1918-1921) esquisse l'élimination massive planifiée par le nazisme. Les premières mesures contre les rares Juifs du pays n'apparaissent pourtant en Russie qu'au XVI^e siècle. Bien que les tsars réitérent l'interdiction aux Juifs d'entrer en Russie, la question juive reste un phénomène marginal jusqu'à la fin du XVIII^e siècle, lorsque les trois partages successifs de la Pologne y font entrer d'un coup près de 900 000 Juifs, communauté compacte refermée sur elle-même, aux mœurs, coutumes et costume étranges. Les tsars successifs vont tenter à la fois d'en transformer quelques poignées en agriculteurs et de les russifier par la conversion à l'orthodoxie. Cette politique jalonnée d'interdits multiples échoue ; elle

(5) *Pravoslavnaia Rossia* ("La Russie orthodoxe") en ligne, 14 janvier 2005.

(6) Alexandre Melikhov, "Birobidjan, pravda i poezia" ("Le Birobidjan, la vérité et la poésie"), in *Neva*, 2006, n° 7, p. 157.

met à mal la conception du Juif bouc émissaire des échecs, des défaites ou des humiliations nationales. L'antisémitisme d'Etat en effet esquissé sous Pierre le Grand et les impératrices Anne et Elisabeth, développé sous Catherine II, cristallisé sous Alexandre I^{er}, après quelques velléités libérales vite dissipées, est systématisé par Nicolas I^{er} à une époque où la Russie paraît alors dominer l'Europe : après avoir renversé Napoléon I^{er} et impulsé la Sainte-Alliance, elle écrase la révolution hongroise en 1848 et sauve l'empire des Habsbourg.

A la fin du XIX^e siècle, sous les tsars Alexandre III et Nicolas II, l'antisémitisme, orchestré par les ultra-monarchistes dits "cent-noirs" ou "centuries noires", devient un phénomène de masse et une politique d'Etat, alors même que la vieille communauté juive repliée sur elle-même, ses coutumes et ses traditions religieuses se disloque et qu'une partie de la jeunesse juive s'éveille à la vie et afflue dans les organisations révolutionnaires.

Refoulé un moment par la révolution

Refoulé un moment par la révolution, qui suscite chez les vaincus le mythe du judéo-bolchevisme, l'antisémitisme réapparaît sous Staline, rampant d'abord, puis agressif mais camouflé, avant d'exploser dans les toutes dernières années du règne de Staline. Prolongé sournoisement sous Khrouchtchev et Brejnev, il a trouvé dans la Russie contemporaine une nouvelle vitalité, théorisé par le mathématicien dissident Chafarevitch et deux rescapés du Goulag, l'ethnologue Lev Goumilev et le prix Nobel Alexandre Soljenitsyne. Le mathématicien reprend le vieux mythe du complot juif mondial ; l'ethnologue présente les Juifs comme une ethnie parasitaire et sanguinaire ; quant à Soljenitsyne, dans ses deux essais, intitulés par antiphrase *Juifs et Russes deux siècles ensemble*, il stigmatise les Juifs comme élément dislocateur de la grandeur nationale russe et ferment cosmopolite d'une révolution abhorrée.

Antisémitisme affiché ou mal dissimulé, remugles du complot judéo-maçonnique, chasse aux "culs noirs" du Caucase (Tchéchènes, Azéris, Arméniens, Géorgiens, Tadjiks, Ouzbeks), aux étudiants africains, à tous les "bronzés", la Russie issue des décombres de l'Union soviétique assume en effet le vieil héritage de l'empire tsariste, prolongé et enrichi par Staline. Sa réincarnation artificielle par une bureaucratie mafieuse donne au nationalisme russe des formes xénophobes convulsives sous la houlette de l'ancien officier du KGB Poutine, qui promet d'aller "*buter les Tchétchènes jusque dans les chiottes*". En octobre 2006, Poutine, organisant la chasse aux Géorgiens, dénonce la domination des marchés par des "*groupes à caractère ethnique*" qui "*font régner leur loi et attendent à juste titre le ressentiment des citoyens*". Dans cette justification de la chasse à l'homme, il reprend, contre les peuples du Caucase, l'argument utilisé à la fin du XVIII^e siècle par les marchands russes contre les marchands juifs qu'ils accusaient de concurrence déloyale.

Dans le droit fil de la politique tsariste

La dénonciation des Juifs se situe en effet dans le droit fil d'une politique tsariste dont l'historien américain Solomon Schwartz souligne que "*l'essence a été l'oppression plus ou moins consistante de presque toutes les nationalités à l'exception des Grands Russes*", allant "*de la suppression pure et simple de l'individualité culturelle d'une minorité nationale (c'est-à-dire une russification étroite et opiniâtre) pour les Ukrainiens jusqu'à la répression brutale de toutes les aspirations nationales pour les Polonais, ou jusqu'à une politique tendant à la destruction économique et culturelle pour les Juifs*" (7).

Désireux de diviser pour mieux régner, les gouvernements tsaristes encou-

(7) Solomon Schwartz, *The Jews in the Soviet Union*, Syracuse University Press, 1951, p. 4.

rageaient délibérément les rivalités et antagonismes nationaux, raciaux et religieux pour exacerber les frictions et la discorde entre les minorités nationales. Les Juifs sont, jusqu'en 1917, soumis à une multitude de contraintes et de restrictions légales tâtilloises et vexatoires ; si quelques rares privilégiés peuvent y échapper ici et là, elles pèsent sur l'ensemble d'une population juive de l'empire en croissance vertigineuse, qui passe de 900 000 individus à la fin du XVIII^e siècle à plus de 5 millions à la fin du siècle suivant.

“Une idée antiétatique, une idée destructrice et funeste pour l'Etat”

“L'idée de l'égalité de droits de tous les sujets de l'empereur de Russie, indépendamment de leur religion, indépendamment de leur race, c'est une idée immorale, une idée antiétatique, une idée destructrice et funeste pour l'Etat” (8), s'écrie en mai 1909 devant la Douma impériale le député nationaliste Markovdeux. L'ensemble des peuples non russes et non orthodoxes de l'empire sont donc, selon lui, des peuples inférieurs. Il exagère à peine la politique réelle du régime tsariste, marquée par l'étroitesse nationaliste d'une bureaucratie tsariste qui veut russifier les “allogènes” en les convertissant à l'orthodoxie et par l'antisémitisme organique de l'Eglise orthodoxe, Eglise nationale d'Etat, au service de l'Etat. Cette spécificité se marque à la fois dans les thèmes de l'antisémitisme tsariste (de l'accusation d'enivrer systématiquement la paysannerie russe pour lui faire les poches à la dénonciation de “crimes rituels”) et dans la formation régulière de comités gouvernementaux inlassablement chargés de “régler la question juive”.

Après les tentatives de réponses données par la révolution russe aux aspirations nationales multiples, dans les conditions d'une misère et d'une ruine extrêmes, l'oppression nationale prend sous Staline des formes d'abord sournoises, puis brutales, voire monstru-

euses : de 1937 à 1944, Staline déporte une douzaine de peuples entiers, des Coréens de la région de Vladivostok aux Tatares de Crimée. Dans son rapport à huis clos au XX^e Congrès du Parti communiste, Khrouchtchev avait plaisanté : *“Les Ukrainiens n'évitèrent ce sort que parce qu'ils étaient trop nombreux et qu'il n'y avait pas d'endroit où les déporter. Sinon, ils auraient été déportés eux aussi”* (9).

L'antisémitisme stalinien tente de se camoufler

La discrimination, puis la répression contre les Juifs, latentes d'abord, puis brutales à partir de 1949, se heurtent à des difficultés qui leur donnent des formes sournoises et hypocrites et freinent leur développement.

Si l'antisémitisme tsariste s'affiche sans vergogne, l'antisémitisme stalinien, y compris sous Khrouchtchev et Brejnev, tente de se camoufler. Parfois le masque s'effrite, mais les bureaucrates du Kremlin s'efforcent de ne jamais le laisser tomber.

Dissiper certaines légendes complaisantes

On ne saurait discerner la réalité sous ce masque sans dissiper certaines légendes complaisantes. La plus tapageuse assimile l'antisémitisme nazi et l'antisémitisme stalinien ; elle attribue à Staline un plan d'extermination des Juifs visant à achever le travail de Hitler et impute donc à l'Union soviétique une tentative de prolonger l'œuvre interrompue de l'Allemagne nazie. Les ouvrages pleu-

(8) Alexandre Mindline, *Proekty Obiedinnienovo dvoriantstva Rossii po “evreiskomou voprossou”* (« Les projets de la Noblesse unie de Russie sur “la question juive” »), in *Voprossy Istorii* (“Questions d'histoire”), 2002, n° 4, p. 17.

(9) Branko Lazitch, *Le rapport Khrouchtchev et son histoire*, Paris, Le Seuil, 1976, p. 117.

vent sur ce thème, que les crimes de Staline semblent authentifier. Les plus récents, dont *Staline et les Juifs*, de Vaksberg, *Le dernier crime de Staline*, de Brent et Naoumov (10), en affirment la réalité sans la démontrer. La méthode historique de Vaksberg permet d'ailleurs toutes les débauches de l'imagination. En l'absence de documents, qui peuvent d'ailleurs, affirme-t-il, être falsifiés, il faut partir des rumeurs, dont "l'existence même incite à les prendre au sérieux. Elles n'apparaissent jamais sans raison, selon l'adage il n'y a pas de fumée sans feu" (11). Deux journalistes attribuent ainsi à Staline l'assassinat de 238 écrivains yiddish, soit dix fois plus que le bilan réel, suffisamment macabre (12).

On peut dès lors présenter comme réels des faits virtuels. En 1988, les éditions Alinea publient des extraits des souvenirs du médecin Rapoport arrêté en 1953, lors du prétendu complot des médecins-assassins, sous le titre "*Souvenirs du procès des blouses blanches*". Vingt ans après, Daniel Bensaïd se lamente : "*La première révolution socialiste victorieuse (...) n'a pas empêché (...) le sinistre procès des blouses blanches*" (13). Or ce procès annoncé n'a jamais eu lieu. Les éditeurs français de l'ouvrage d'Alexandre Borchtchagovski, lui-même victime de l'antisémitisme stalinien, ont modifié le titre russe de son livre, *C'est le sang que l'on accuse*, en un tapageur *L'holocauste inachevé*, surtitré "*ou comment Staline tenta d'éliminer les Juifs d'URSS*". Or l'auteur souligne dans son livre l'impossibilité de mettre en œuvre un tel projet au cas où Staline l'aurait nourri.

Le premier s'affirme, le second se terre

Certes, l'antisémitisme stalinien reprend deux thèmes de l'antisémitisme nazi : la "pollution" que constituerait la présence plus ou moins massive de Juifs dans les divers domaines de la vie sociale et le serpent de mer du complot juif mondial pour dominer le monde. Mais ces deux thèmes restent tapis, comme

des taches honteuses, dans des circulaires internes secrètes et dans des aveux fabriqués, encore plus secrets, auxquels se prêtent d'anciens policiers en disgrâce prêts à répéter tout ce que leurs collègues en place leur dictent. Il y a là plus qu'une nuance. L'antisémitisme hitlérien est un développement organique du nazisme ; l'antisémitisme stalinien est contradictoire avec les origines du système soviétique, né d'une révolution sociale (liquidation de la propriété privée des moyens de production et instauration de la propriété collective) et politique (renversement de l'ancienne classe dirigeante) et avec ses fondements sociaux. Le premier s'affirme, le second se terre, voire se tait, se camoufle et se déguise, comme s'il avait honte de se montrer ; il agit dans l'ombre.

A l'inverse, les grands prêtres de l'antisémitisme russe contemporain, Chafarevitch, Lev Goumilev et Soljenit-syne, tentent, sous un lourd appareil d'apparence savante, de réactualiser ses thèmes traditionnels, qui ont débouché sur les pogromes et alimenté la propagande nazie.

L'antisémitisme dans la Russie d'hier et d'aujourd'hui pose avec acuité le problème de ses origines, de ses motifs et de ses fins. Son histoire met à l'épreuve les diverses réponses données à ces questions : métaphysiques, sociologiques, psychologiques, religieuses, économiques, sociales, raciales, politiques, ou leur mélange instable. Comment expliquer en effet la permanence de cet anti-

(10) Arkadi Vaksberg, *Staline et les Juifs*, Paris, Robert Laffont, 2003. Brent et Naoumov, *Le dernier crime de Staline*, Paris, Calmann-Lévy, 2006.

(11) Arkadi Vaksberg, *Le laboratoire des poisons*, Paris, Buchet-Chastel, 2007, p. 24.

(12) Serge Moati et Jean-Claude Raspiengeas, dans *La haine antisémite* (Paris, Flammarion, 1991), p. 131, avancent une macabre statistique imaginaire sans indication de source : "*Le temps d'un plan, de 1948 à 1953, Staline fait disparaître 238 écrivains, 106 acteurs, 19 musiciens, 87 peintres et sculpteurs. TOUS JUIFS.*" Ils ajoutent même que Staline a fait "*fusiller les écrivains de langue yiddish*". Aucun survivant, donc.

(13) Karl Marx, *Sur la question juive*, introduction de Daniel Bensaïd, La Fabrique, Paris, 2006, p. 124.

sémitisme dans des conditions radicalement différentes ? Qu'ont de commun les Juifs soviétiques des années 1930-1940, souvent russifiés au point d'avoir oublié le yiddish de leurs parents, étrangers aux traditions religieuses du judaïsme, intégrés à la société, partie constituante de son intelligentsia, avec la communauté juive en Russie du début du XIX^e siècle, refermée sur elle-même et sur ses traditions religieuses, soumise à l'autorité théocratique étouffante des instances communautaires, ne parlant que le yiddish, incompréhensible à ses voisins polonais, ukrainiens ou russes ?

Comment les définir ?

Cet antisémitisme met en relief la question posée par Josy Eisenberg, lorsque, évoquant la situation des Juifs au Moyen Âge, il se demande comment les définir : "*Ordre, classe, caste, nation ?*" (14). Friedrich Battenberg souligne, lui, "*des difficultés méthodologiques non encore surmontées*", qu'il définit en affirmant : "*Le fait que les Juifs forment un peuple apparaît plutôt comme un postulat idéologique du XIX^e siècle susceptible d'instrumentalisation politique*" (15). La dilution de la notion même de peuple facilite cette instrumentalisation. Ainsi, Jules Isaac, réduisant l'origine de

l'antisémitisme à ses racines religieuses, parle d'un "*peuple chrétien — catholique notamment*" (16), défini donc par la seule religion, comme l'est à ses yeux le peuple juif ; l'historien Enzo Traverso évoque, au hasard des pages de son essai, "*l'altérité juive*", "*la spécificité juive*", "*l'identité juive*", voire "*l'identité nationale juive*" (17), sans jamais parvenir à en donner une définition précise.

C'est une des questions que soulève l'antisémitisme russe : pour le tsar Nicolas I^{er}, un Juif converti à l'orthodoxie n'est plus Juif ; pour un bureaucrate soviétique sous Staline ou Khrouchtchev, un Juif athée ne parlant que le russe reste un Juif, que cette mention figure ou non sur la rubrique "nationalité" de son passeport intérieur (le point cinq). Les nationalistes russes actuels, qui dénoncent en Trotsky l'un des chefs ou des principaux exécutants du mirifique complot juif mondial, se situent dans cette tradition.

Marc Teulin

(14) Josy Eisenberg, *Une histoire du peuple juif*, Paris, Fayard, 1974, p. 295.

(15) Cité par Jacques Aron, "*Bases historiques et culturelles de la diaspora juive européenne*", supplément au n° 31 de *Diasporiques*, p. 13.

(16) Jules Isaac, *Genèse de l'antisémitisme*, Paris, Calmann-Lévy, 1956, p. 18.

(17) Enzo Traverso, *Les marxistes et la question juive*, Paris, Kimé, 1997, pp. 127, 238, 245.

**Une lettre
à l'ambassadeur
de Hongrie**



Condamné pour le port de l'étoile rouge

**COMITE INTERNATIONAL
CONTRE LA REPRESSION.
28, rue des Petites-Ecuries,
75010 Paris**

Président : Jean-Jacques Marie

Jean-Jacques Marie

A Monsieur l'Ambassadeur
de la République de Hongrie

Paris, le 24 juillet 2008

Monsieur l'Ambassadeur,

Le Comité international contre la répression, fondé en 1976, et qui a au cours de ses trente ans d'existence mené campagne pour la défense des libertés et des droits syndicaux et politiques, dans les pays de l'Est comme dans ceux de l'Ouest, vient d'être informé de la décision de justice qui frappe Attila Vajnai, le vice-président du Parti ouvrier hongrois 2006. Ce dernier a été condamné le 10 juin 2008 à une amende de 120 000 forints (autour de 500 euros, soit deux fois le salaire mensuel d'un ouvrier hongrois) pour le port de l'étoile rouge. S'il refuse de payer cette amende, il peut être condamné à 200 jours de prison.

Son camarade János Franatolo est poursuivi pour les mêmes faits et doit

être jugé à ce titre par la cour d'appel de Pécs le 23 septembre.

La condamnation s'appuie sur une loi adoptée en 1993, qui met hors la loi les insignes du "socialisme" (étoile rouge, faucille et marteau) et du "fascisme" (croix gammée, croix fléchée), considérés l'un et l'autre par cette loi comme des systèmes criminels.

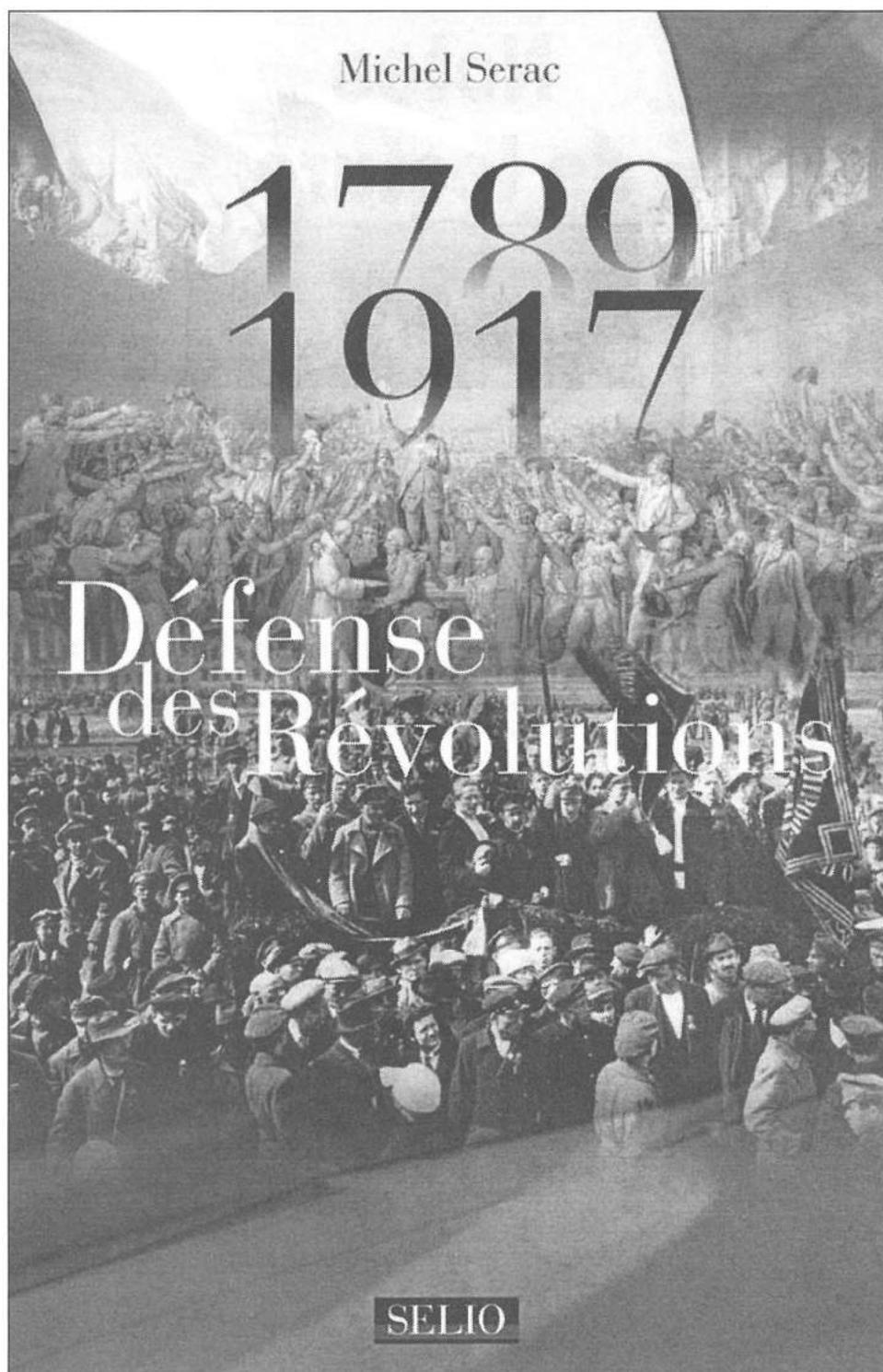
Or l'étoile rouge ainsi que la faucille et le marteau appartiennent à l'histoire du mouvement ouvrier. Ils font partie de ses symboles comme le drapeau rouge. Les symboles du mouvement ouvrier ne sont en rien responsables de l'usage qui a pu en être fait par des forces politiques diverses. Ils ont été utilisés par un régime politique qui, après que son armée les a libérés de la terreur et de la barbarie nazies, a opprimé à la fois les divers peuples soviétiques et ceux des pays dits de "démocraties populaires".

S'appuyer sur ce dernier fait pour interdire le port d'insignes liés à l'histoire du mouvement ouvrier et condamner ceux qui les portent pour affirmer leur continuité avec cette histoire — ce qui relève de leur droit le plus élémentaire — est un déni de justice manifeste. La "démocratie" a été invoquée pour couvrir de sanglantes aventures coloniales. Au nom de la démocratie et de son instauration — prétendue — par la force, le président américain, George W. Bush, a

envahi l'Irak en inventant, vous le savez, un grossier mensonge comme prétexte ; il a envoyé et continue à envoyer à la mort plusieurs centaines de milliers d'Irakiens, et chassé de leur pays plus de 2 millions d'habitants de ce pays, réduits à l'exil et à la misère. La "démocratie" est-elle responsable de cet abus sanglant et de tous ceux que l'on a commis à divers moments de l'histoire du monde en son nom ? Faudrait-il, au nom des cadavres semés par l'armée de George W. Bush, condamner ceux qui se réclament de la démocratie et en interdire les symboles ?

Au nom même de cette démocratie, le Comité international contre la répression, dont je suis le président, tient donc à exprimer sa protestation contre l'atteinte aux libertés démocratiques élémentaires manifestée par les mesures prises contre Attila Vajnai et János F. Natolo. Nous demandons l'annulation de ces mesures et décidons de mener dans l'opinion publique une campagne destinée à soutenir cette exigence légitime.

Veillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, l'expression de mes sentiments respectueux et dévoués aux droits démocratiques élémentaires.



Michel Serac

1789
1917

Défense
des Révolutions

SELIO

Les poubelles du stalinisme

LE livre de Natalia Narotchniskaia, *Que reste-t-il de notre victoire ?* (1), sort sous un double parrainage enthousiaste : une préface de François-Xavier Coquin, professeur honoraire au Collège de France, et une postface de Jacques Sapir, qui, avant de citer avec éloge ses propres interventions et ses propres écrits, affirme d'emblée : *"Le livre de Natalia Narotchniskaia est un ouvrage important et significatif."*

Bush élève de Marx et de Trotsky ?

Il y a deux ans, le réseau Voltaire avait publié une interview de M^{me} Narotchniskaia. Elle y développait des idées pour le moins sommaires fondées sur des rapprochements et des comparaisons tout aussi sommaires, dont voici un bref échantillon : *"Comme à l'époque de la Troisième Internationale communiste, les Etats-Unis rêvent d'imposer un modèle au monde (...). Condoleezza Rice s'exprime avec la même assurance que Nikita Khrouchtchev à la tribune du comité central du Parti communiste de l'Union soviétique."* Puis, elle faisait une découverte dont l'aspect sensationnel a échappé à beaucoup de gens. Elle

expliquait la politique de Bush en affirmant : *"Il ne s'agit pas seulement d'un entrisme des trotskistes au Parti républicain, mais d'une continuation du marxisme scientifique par les néo-conservateurs."* L'entrisme des trotskystes américains dans le parti de Bush relève plus de la pensée policière (si l'on peut dire) que de la recherche historique, et présenter Bush, Wolfowitz et consort en héritiers de Marx et Engels relève d'un humour dont la lecture de M^{me} Narotchniskaia montre qu'il est tout à fait involontaire.

Un enfant de la nomenklatura...

La carrière de M^{me} Narotchniskaia suscite d'emblée des doutes sur son caractère strictement scientifique, même si la quatrième de couverture la présente comme "historienne et philosophe" et si elle est docteur ès lettres et membre de l'Institut d'histoire de l'Académie des sciences. Elle a travaillé au secrétariat de l'ONU à New York de 1982 à 1989, bien évidemment au titre de la déléga-

(1) Traduit du russe par Jacques Imbert, préface de François-Xavier Coquin et postface de Jacques Sapir, 204 pages, 18 euros.

tion soviétique. Donc à l'époque de Tchernenko, Andropov, puis Gorbatchev, elle est apparue parfaitement fiable et sûre à la section des cadres du comité central et au KGB qui supervisaient toute affectation à l'étranger. Bref, on a affaire à un membre (fût-ce aux échelons inférieurs) de la nomenklatura.

Rodina et la chasse aux Juifs...

La suite de la carrière de M^{me} Narotchnitskaia, qui sera sous le deuxième mandat de Poutine vice-présidente de la commission des Affaires étrangères d'une Douma aux ordres, n'est pas plus rassurante sur ses idées que sur ses compétences. Elle a appartenu de 2004 à 2006 à un parti entièrement fabriqué et financé par le Kremlin, Rodina ("La Patrie"), parti qui, après avoir rendu au pouvoir les services attendus de lui, a fusionné dans le parti du président : Russie unie.

Entre-temps, il s'était distingué d'une assez étrange manière ! Le 24 janvier 2005, vingt députés déposaient "au nom de l'opinion publique russe" une requête auprès du procureur général. Dénonçant l'augmentation (pourtant fort modeste) de condamnations pour incitation à la haine raciale, les auteurs s'insurgeaient : "La grande majorité de ces poursuites sont engagées à la requête de Juifs ou d'organisations juives, qui accusent leurs opposants d'antisémitisme." La majorité des condamnés sont "des patriotes russes". Or "nombre d'actes antisémites commis en Russie sont organisés par les Juifs eux-mêmes afin de pouvoir mener des actions punitives contre les patriotes russes". Les Juifs profanent eux-mêmes à cette fin leurs cimetières et leurs synagogues. Les auteurs du texte reprenaient les poncifs des Centuries noires : "La religion juive est antichrétienne et inhumaine (...), le meurtre est inclus dans ses coutumes (...). Les Juifs incitent à la haine contre la population russe, allant jusqu'au meurtre rituel", et "veulent réduire la population russe à l'état de bétail sans foi ni tradition". D'ailleurs, "l'ensemble du monde démo-

cratique est soumis au contrôle politique et financier du judaïsme international (...). Les communautés juives ont développé, dans tous les pays, un lobbying politique en faveur des intérêts de la juiverie internationale, notamment aux Etats-Unis. Cet Etat est devenu l'instrument permettant aux Juifs d'atteindre leurs buts globaux." Ils demandent donc l'interdiction de "toutes les associations nationales et religieuses juives", qualifiées d'"extrémistes". Sur les 20 députés, 14 appartenaient à Rodina ("La Patrie").

Certes, M^{me} Narotchnitskaia n'en est pas, mais je n'ai pas trouvé trace d'une dénonciation publique de sa part de ce texte raciste ni d'une démission d'un parti où se trouvaient des gens aussi peu recommandables.

Dis-moi qui tu hantes...

Une propagande simpliste et grossière

Venons-en au contenu du livre. Le lecteur peut juger sur pièces à partir de quelques fragments significatifs. Il croit peut-être que la Russie tsariste a connu l'oppression nationale. Pure propagande ! "Tous les clichés russophobes de la Russie comme prison des peuples sont empruntés à Marx et à Engels." Puis, énumérant les principaux territoires annexés à l'Empire russe ("Crimée, Delta du Danube, Transcaucasie, pays Baltes"), elle précise : "Jusqu'à la révolution, personne ne contestait ces terres à la Russie. Elles étaient considérées comme incontestables et légitimes, et acquises en pleine conformité avec les normes juridiques de l'époque."

Les normes juridiques de l'époque sont un bijou : c'est le triple partage de la Pologne par la Russie, la Prusse et l'Autriche-Hongrie, la conquête coloniale franco-britannique ou la conquête du Caucase, aussi sanglante que celle de l'Algérie ? M^{me} Narotchnitskaia semble ignorer que les peuples non russes et orthodoxes étaient qualifiés d'allogènes dans la Russie tsariste, en toute fraternité, bien entendu.

Ses vues sur la Première Guerre mondiale relèvent elles aussi de la plus grossière propagande. Elle écrit ainsi : "L'historiographie occidentale a adopté, sans se poser de questions, l'interprétation du marxiste russe Pokrovski, qui qualifiait les objectifs russes dans la Première Guerre mondiale d'impérialistes", alors qu'ils ne visaient qu'à défendre la patrie menacée (la conquête de Constantinople étant sans doute une composante de cette visée défensive). D'ailleurs, "la commission chargée d'établir les responsabilités dans la Première Guerre mondiale a décrété, en 1919, à Versailles, que la faute incombait à l'Allemagne et à l'Autriche-Hongrie, et même le Congrès américain donna son accord." Prendre le jugement intéressé (et destiné à justifier les réparations de guerre) des vainqueurs sur les vaincus comme la vérité historique en dit long sur les qualités d'historienne de la dame.

Pour conclure, un dernier exemple de ses analyses en soulignera le peu de sérieux : "Les premiers ardents bolcheviks ne cachaient pas que, pour eux, la Russie était le fagot qui allumerait l'incendie de la révolution mondiale." D'où vient cette dernière idée ? « A travers le

prisme des fondements philosophico-religieux de l'histoire, cette idée, dans son absolu, est le fruit de la "philosophie du progrès". Cette dernière est née dans un monde chrétien en marche vers l'abandon du christianisme qui prônait faussement la possibilité d'un règne de Dieu sur terre durant mille ans avec les Justes et de l'idée d'instaurer l'égalité dans la vie terrestre, y compris par la force..." Ce galimatias oublie que l'idée de la révolution mondiale découle très explicitement d'une analyse économique et sociale de "l'impérialisme, stade suprême du capitalisme". Qu'on la conteste, c'est une chose, qu'on l'efface au profit de fondements "philosophico-religieux" étrangers à l'affaire est tout autre chose. M^{me} Narotchnitskaia a fait de Bush, on l'a vu, un continuateur de la Troisième Internationale, dont l'action découlerait, à l'en croire, de l'abandon du christianisme dans le monde chrétien. Le très chrétien Bush en a-t-il vraiment conscience ? Notre "historienne et philosophe" (?) russe oublie de nous le préciser.

Comment s'en étonner de la part d'une "académicienne" qui fait les poubelles du stalinisme ?

Jean-Jacques Marie

Buonarroti l'inoxydable (1)

BUONARROTI fut l'un des membres les plus éminents de la Conspiration des Égaux fondée en 1796 par Gracchus Babeuf, l'un de ses sept membres condamnés à la déportation (en plus des deux condamnés à mort, Babeuf lui-même et Darthé) et le fameux historien du mouvement babouviste dans sa *Conspiration pour l'Égalité dite de Babeuf*, qu'il rédigea à la fin de sa vie.

Jean-Marc Schiappa retrace les diverses étapes de son existence pour le moins mouvementée. Il en donne un panorama à la fois succinct et précis dans son introduction publiée dans le n° 38

des *Cahiers du mouvement ouvrier*. Il est inutile de répéter, moins encore de résumer ici ce panorama, qui définit les grandes lignes du destin de Buonarroti. Nous y renvoyons le lecteur.

L'étude de Jean-Marc Schiappa s'attache à la fois à raconter l'existence de Buonarroti et l'évolution de sa pensée, qui n'aboutit à une conception communiste qu'après Thermidor (Thermidor que, comme Babeuf, il soutient un bref moment dans la mesure où il n'y voit que les côtés politiques finalement... —

(1) Jean-Marc Schiappa, Editions libertaires, 15 euros.

sauf pour les victimes ! — superficiels, et non la réalité sociale profonde que Thermidor annonce et qu'ils découvrent l'un et l'autre bientôt). Le lien entre ces deux aspects permet à l'auteur de dessiner le vrai visage de Buonarroti.

Ce dernier reste jusqu'à la fin de sa vie, en 1837 — c'est-à-dire pendant quarante ans — fidèle au choix communiste qu'il a effectué en 1796, au péril de sa sécurité, de sa liberté, voire de sa vie. Les circonstances politiques changeant

au fil des ans (le Consulat, l'Empire, la Restauration, la monarchie orléaniste...), les formes de l'action de Buonarroti changent par nécessité, mais le contenu qu'il veut lui donner ne se modifie pas. L'un des mérites de la biographie de Jean-Marc Schiappa est de souligner cette continuité et d'en montrer le mécanisme. Une leçon plus que jamais actuelle.

Marc Teulin

Tulle : nouveaux regards et vieilles questions...

AU premier regard, ce livre (1) pourrait apparaître simplement comme un énième récit des journées sanglantes de Tulle de juin 1944, dont la génération du troisième âge se rappelle sans doute le déroulement : le 7, les FTP de Corrèze attaquent et prennent un moment Tulle ; le lendemain, une unité de la division SS Das Reich arrive dans la ville, organise une gigantesque rafle dans la population, pend en public 99 otages le 9, déporte 149 autres civils, dont 48 seulement reviendront, et, le 10, organise le massacre d'Oradour-sur-Glane.

La protection américaine des nazis "utilisables contre les Soviétiques"

Certes, les auteurs du livre rappellent par nécessité des faits connus, dont le sort... exemplaire du général SS commandant la division Das Reich, le général Lammerding. Ce dernier avait avant même l'opération préconisé "*l'arrestation de 5 000 hommes suspects dans l'espace Cahors-Aurillac-Brive*" (d'abord communistes et Juifs) et leur déportation. Il est certainement l'auteur de l'affiche dénonçant les "*bandits communistes*" et annonçant les pendants,

signée "*Le général commandant les troupes allemandes*". Mais, comme le soulignent les deux auteurs : "*Dès 1945, les autorités américaines en Allemagne ouvraient le processus de protection des nazis reconnus utilisables contre les Soviétiques*" (p. 221). Une fois retourné en Allemagne, il sera soigneusement protégé par les autorités américaines, qui verront en lui un excellent défenseur de leur "démocratie" face au danger "communiste". Un spécialiste, en vérité, aux compétences démontrées sur le terrain. Les pages consacrées à la protection du bourreau de Tulle rafraîchissent utilement la mémoire sur la lutte du "monde libre".

Au-delà du rappel indispensable de faits connus comme celui-ci, les auteurs apportent un éclairage nouveau sur plusieurs faits et justifient le sous-titre de leur livre. Selon eux — et leur démonstration paraît peu contestable —, "*trois représentations inexactes ont structuré les discours sur les Waffen SS de la Das Reich*". Cette ancienne unité d'élite était en juin 1944, soulignent-ils, "*en mauvais état (...), en sous-effectif pour l'encadrement et en sous-dotation de matériel*".

(1) Jean-Jacques Fouché et Gilbert Beaubatie : *Tulle, nouveaux regards sur les pendants et les événements de juin 1944*, 320 pages, Lucien Souny, 19 euros.

Fausse encore l'idée *"que la division SS serait passée par Tulle, puis par Oradour-sur-Glane, en remontant vers le front de Normandie"*, ce qui suggère *"une part de hasard dans la répression qui suivit l'attaque"* de Tulle par les FTP. La division était chargée de nettoyer la région... Enfin, la troisième, plus récente, est l'idée — fautive — que *"les actions des maquis auraient retardé la marche de la division SS dans son déplacement vers le front, ce qui aurait soulagé d'autant les forces alliées débarquées"* (p. 123).

Une aventure mal préparée ?

Cette dernière idée vise à valoriser une offensive sur Tulle, qui semble bien pourtant, comme les auteurs le soulignent, avoir été une aventure mal préparée, mal organisée et condamnée à l'échec vu la disproportion des forces en présence. C'est ce sentiment partagé par une bonne partie de la population qui explique la discrétion avec laquelle le haut fait de la prise éphémère de Tulle est très souvent évoqué par les responsables du Parti communiste. Jean-Jacques Fouché et Gilbert Beaubatie étudient ainsi avec soin les diverses versions de l'ouvrage *Maquis de Corrèze*, rédigé par des anciens FTP de Corrèze.

Soulignant, rappelons-le, toutes les improvisations et approximations de l'offensive des FTP sur Tulle, ils affirment à ce propos : *"Des communistes tullistes se sont employés à vouloir démontrer que la décision de l'attaque fut prise au niveau local. Cette affirmation permettait d'exonérer des responsables de plus haut niveau d'une implication dans une action qui s'inscrivait en fait dans la logique de la stratégie du Parti"*, qui, selon nos auteurs, *"envisageait une prise du pouvoir par étapes selon les opportunités"* (p. 230).

Certes, l'attaque de Tulle se déroule cinq mois avant l'entrevue à Moscou de Thorez avec Staline, qui ordonne à ce dernier de se soumettre à de Gaulle et de

rendre les armes. Mais si l'attaque aventureuse de Tulle s'insérait dans la stratégie du Parti communiste, comment comprendre les condamnations portées contre elle dès la fin juin et le début de juillet — condamnations que rappellent les auteurs — par des responsables communistes aussi importants que Pierre Villon et le général Malleret-Joinville ? Villon dénonce ainsi les *"éléments de provocation, sans liaison avec les masses, qui, pour nuire à la Résistance, et notamment aux FTP, occupent durant quelques heures une localité, s'y livrent à de multiples excès et se retirent avant l'arrivée des forces de répression qui achèvent la provocation en massacrant des otages. Le fait s'est notamment produit à Tulle"* (p. 196). De tels propos seraient-ils concevables si l'action de Tulle avait été décidée d'en haut ? Certes, les appareils dirigeants, dont celui du Parti communiste, ont coutume de faire retomber sur les échelons inférieurs la responsabilité des échecs qui leur incombent. Mais prendre l'attaque de Tulle comme exemple d'une *"provocation"* visant à *"nuire à la Résistance, et notamment aux FTP"* dépasse ce rituel bureaucratique de la désignation du bouc émissaire.

Dignité ou efficacité, ou de la vanité d'un critère moral

Evoquant la situation des otages qui n'ont finalement pas fait partie des pendus ni des déportés, dont si peu revinrent, les deux auteurs écrivent : *"Les hommes libérés à Limoges abandonnèrent à leur sort ceux qui partirent en déportation, comme ils avaient tous ensemble abandonné les pendus l'après-midi des pendants. En ne se révoltant pas, ils avaient fait l'expérience de la perte de leur dignité. Ceux qui revinrent chez eux dans les jours suivants étaient des hommes moralement et psychologiquement déçus"* (pp. 179-180).

On a peine à comprendre ces lignes : les deux auteurs soulignent abondamment à quel point l'attaque de Tulle par les FTP était aventureuse vu la disproportion des forces et de l'armement, et l'impréparation de l'opération. Les hommes raflés par les soldats de la division Das Reich ne possédaient pas la moindre arme, la moindre organisation, et n'étaient évidemment préparés à rien. Qu'auraient-ils pu faire ? Strictement rien... Si l'offensive sur Tulle était condamnée à l'échec, toute tentative de résistance ou de protestation d'hommes désarmés face à une troupe nombreuse et bien armée n'aurait même pas été l'ombre d'une aventure, mais un sanglant suicide collectif... et inefficace ! On ne peut donc voir dans l'impuissance des victimes qui échappèrent à la pendaison, puis à la déportation, la moindre déchéance psychologique et morale. C'est

introduire un critère moral qui mènerait d'ailleurs à justifier l'attaque de Tulle au nom... de la "dignité" remplaçant alors l'efficacité, alors même que J.-J. Fouché et G. Beaubatie la critiquent au nom de l'efficacité...

J.-J. Fouché et G. Beaubatie attirent, en passant, d'ailleurs, l'attention du lecteur sur la mort, le 16 juillet 1944, de l'homme qui avait commandé à titre militaire l'opération de Tulle, Jean-Jacques Chapou, rallié tardif au PCF et dont la mort, disent-ils, "*conserve une part d'énigme*". Pour le moins.

Ce ne sont là que quelques-unes des questions et interrogations que soulève l'ouvrage de J.-J. Fouché et G. Beaubatie. A ce titre, il mérite incontestablement d'être lu et discuté.

Jean-Jacques Marie

Une grande page de l'émancipation coloniale ⁽¹⁾

LE compliment est banal, mais pas toujours mérité et parfois ambigu : ce livre se lit comme un roman, mais un roman vrai qui plonge son lecteur à la fois dans l'un des grands moments de la lutte des colonisés contre l'oppression coloniale et dans les réalités de la vie politique française... et espagnole.

Pourquoi espagnole ? Parce que le traité de protectorat imposé par la France au sultan du Maroc le 30 mars 1912 attribue à l'Espagne les territoires que son armée occupe depuis plusieurs années, à savoir le nord du Maroc, le Rif montagneux, en plus des villes de Ceuta et Melilla, où son armée a mis les pieds depuis quatre siècles.

"La faim et l'abstinence..."

C'est dans ce territoire désolé et misérable que le chef d'une des nombreuses tribus du Rif, Abdelkrim, déclenche une insurrection au tout début de 1921. Le général espagnol qui commande la région s'affirme "*certain que l'indigène, dont la vie misérable ne se maintient péniblement que par la faim et l'abstinence dans un état voisin de l'agonie, n'entend les appels au combat qu'avec indifféren-*

(1) Vincent Courcelle-Labrousse, Nicolas Marmié : *La guerre du Rif, Maroc, 1921-1926*, Tallandier, 25 euros.

ce ou même indignation contre les tyrans féodaux et les impitoyables usuriers que sont pour lui les chefs dans son régime traditionnel” (p. 57).

Malgré ce pronostic (qui en dit long sur les bienfaits de la colonisation !), Abdelkrim, qui tente d’organiser à la fois socialement et militairement des tribus souvent jalouses de leur autonomie, inflige à l’armée espagnole une série de défaites écrasantes qui provoquent une crise politique sur crise politique dans la monarchie parlementaire espagnole jusqu’au coup d’Etat qui porte à la tête du pouvoir en 1923 le général Primo de Rivera. Les deux auteurs donnent de tous ces événements (militaires, sociaux et politiques) un récit extrêmement vivant, parsemé de portraits pittoresques des principaux acteurs.

Le maréchal Lyautey, qui dirige le protectorat français à la fois comme gouverneur civil et chef militaire, croit d’abord que l’insurrection n’est qu’une affaire du Maroc espagnol et n’intervient pas. Mais en, avril 1925, Abdelkrim se tourne vers le Maroc français et inflige d’abord de sévères défaites aux troupes coloniales... constituées en grande majorité de colonisés (c’est l’une des innombrables perversités de la colonisation : utiliser des opprimés contre d’autres opprimés) : “Fin juin 1925, soulignent les auteurs, sur les 56 bataillons d’infanterie présents sur le front du nord, il n’y a que 6 bataillons français et 3 bataillons de la Légion. Les tirailleurs algériens se battent en masse contre les Rifains : 24 bataillons, plus de 16 000 hommes” (p. 212), auxquels il faut ajouter 5 bataillons de tirailleurs marocains.

Gaz moutarde et camp de concentration... ou la fin justifie les moyens

Le maintien de l’ordre colonial ne légitime pas sur les moyens. A la suite d’un revirement d’une tribu jusqu’alors “loyale”, “les représailles des Français sont

féroces. L’aviation bombarde toute la journée les villages, qui sont ensuite brûlés” (p. 207). Cela ne suffit pas... Ainsi, le très catholique gouverneur du Maroc, le maréchal Lyautey, qui prétendait instaurer un “*protectorat courtois*”, demande à Paris des obus chargés d’ypérite (gaz moutarde), condamnés par la conscience universelle comme une sinistre invention germanique et dissimulés dans la nomenclature officielle sous le nom discret d’“*obus n° 20*”. Lyautey promet de maintenir sur leur envoi et leur emploi “*le secret le plus absolu*” (p. 222). Le président du Conseil, le savant Paul Painlevé, donne son accord “*sous réserve expresse qu’ils ne seront utilisés (...) que dans les cas les plus spéciaux et déterminés de légitime défense*” (p. 222). Etrange courtoisie... Vu leur misère, de nombreux Rifains vont travailler pour quelques sous en Algérie dans la région d’Oran... où les succès d’Abdelkrim poussent certains à protester. Réponse : “*Le préfet d’Oran demandera l’autorisation de placer des Rifains refusant de travailler dans un camp de concentration*” (p. 237) (1).

Pétain déjà...

Pour contrer Abdelkrim, le gouvernement français envoie le maréchal Pétain, véritable chef de l’armée française, organiser la contre-offensive et la répression. Pétain conclut un véritable accord avec Primo de Rivera, et la rébellion rifaine, prise en tenaille entre les deux armées coloniales qui déploient les grands moyens, est finalement défaite au début de 1926.

Interdit de chanter “Le Maroc aux Marocains”

Courcelle-Labrousse et Marmié ne se contentent pas d’un récit très bien mené

(1) Aristide Briand appartient au triumvirat (Painlevé-Caillaux-Briand) qui assume la direction politique de la guerre du Rif. En 1926, l’année où la rébellion est écrasée, l’académie Nobel attribue à Aristide Briand le prix Nobel de la paix ! Tout un programme !

et très vivant des opérations militaires : ils évoquent aussi la scène politique espagnole et française. En France, le jeune Parti communiste, pas encore stalinisé, mène une campagne vigoureuse contre la guerre coloniale, même si l'influence de Zinoviev, alors président de l'Internationale communiste, l'amène à concevoir fâcheusement le front unique comme une façon de "plumer la volaille" socialiste, selon l'expression célèbre du zinoviéviste Albert Treint. La SFIO, favorable à la "présence française", veut le maintien du protectorat français sur le Maroc (où la banque française a de gros intérêts) et s'abstient héroïquement sur les crédits militaires destinés à écraser la rébellion. Le gouvernement interdit la chanson "*Le Maroc aux Marocains*" : quiconque la chante est menacé de poursuites. La police charge violemment la manifestation organisée le 12 octobre 1925 à Paris par le PCF et la CGTU contre la guerre : il y a de nombreux blessés. Un ouvrier est tué à Puteaux.

Pour la presse gouvernementale (même "cartelliste", c'est-à-dire favorable au "cartel des gauches" !), « *sous le burnous d'Abdelkrim se cachent nécessaire-*

ment le casque à pointe du boche ou la barbichette révolutionnaire de Lénine ou les moustaches nationalistes d'Ataturk. Les journaux s'intoxiquent de fuites propagées par les services de police ou de renseignements qui accréditent les rumeurs les plus fantasmagiques. Où qu'ils se trouvent, les attachés militaires, les officiers d'ambassade rapportent à Paris des informations sensationnelles, obtenues de "source sûre", comme la création par le Rifain d'un "détachement spécial ukrainien", l'embarquement à destination du Rif de quatre cents officiers de l'armée hongroise ou encore l'annonce fumeuse de l'arrivée imminente de Bela Kun" (pp. 290-291).

Ce n'est pas encore la "défense du monde libre", mais cela l'annonce. C'est ainsi déjà que l'on écrivait l'histoire dans les médias... Ils ne font souvent guère mieux aujourd'hui et de nombreux plumitifs, même parfois "historiens", ne dépassent souvent guère ce niveau lorsqu'ils évoquent l'histoire des révolutions française et russe.

En conclusion : un livre à lire... pour de multiples raisons !

Jean-Jacques Marie

1789-1917 : Défense des révolutions ⁽¹⁾

« **R**ÉTENONS la formule de Trotsky : en politique, la diffamation, la calomnie relèvent de l'offre et de la demande, au sens où la demande sociale devenue pressante finit toujours par trouver une offre. On sait quel formidable appareil de mensonges, trucages et calomnies construisit ensuite la police politique stalinienne dans le monde entier, la demande sociale procédant ici de la monstrueuse contradiction entre l'origine de l'Etat ouvrier et les privilèges bourgeois que se répartissaient les prébendiers de la caste dirigeante contre-révolutionnaire. Il était vital pour cette caste, prenant le masque

de "successeurs de Lénine", d'interdire non seulement la circulation de la vérité, mais toute libre discussion dans les rangs ouvriers. La stigmatisation des véritables continuateurs du marxisme comme "hitléro-trotskyistes" préparait leur agression physique et leur assassinat, tandis que des amalgames similaires attendaient quiconque osait discuter les oukases des partis staliniens, agent du patronat, de la police, etc. »

Cette citation du livre de Michel Sérac (page 200) aurait pu servir de présentation à l'ensemble de son ouvrage.

(1) Michel Sérac, éditions Selio, 25 euros.

Ce livre est décapant. C'est une mise à mort scientifique et systématique des falsificateurs.

Les lecteurs des *Cahiers du mouvement ouvrier* savent ce que peuvent recouvrir dans leur variété, mais aussi dans leur continuité, les falsifications ; cet ouvrage va leur permettre un tour d'horizon sinon complet (est-ce possible ?), du moins de grande dimension dans l'actualité.

Divers secteurs sont examinés : histoire et politique. Les nombreuses citations étaient de façon irréfutable les analyses de Michel Sérac.

Falsifications et calomnies se confondent systématiquement, mais, comme cela est dit dans la citation que nous reproduisons ci-dessus, l'un et l'autre relèvent de l'offre et de la demande ; sur tous les sujets qu'il aborde, Michel Sérac le démontre.

Certes, il n'y a pas un signe égale entre les falsificateurs, certains étalent leur ignorance sans vergogne, d'autres leur titre d'historiens ou d'universitaires, mais tous vont dans le même sens.

S'il s'agit de la révolution russe, avec la transformation des bourreaux en victimes et les représentants des opprimés en criminels, le but avoué est de faire accepter par les exploités, en saisissant l'occasion de la fin de l'URSS, que le capitalisme, ses profits, ses guerres seraient éternels.

Faut-il s'étonner que, le 11 février 2000, Claude Allègre, ministre de Jospin (1), mette fin à l'existence de la Commission d'histoire de la Révolution française (connue sous le nom de Commission Jaurès) ? Dans son souci d'exactitude, voire du détail, Michel Sérac explique la signification réelle de cet acte sournois, auquel un seul journal (*L'Humanité*) fit référence : "*Ce n'est pas seulement par-*

ce qu'il accompagne une véritable censure politique des programmes de connaissances au lycée. C'est parce qu'il ouvre le XXI^e siècle en tranchant sans vergogne une amarre, même modeste, même ténue, reliant notre époque au socle historique de l'Etat-nation et à son bloc institutionnel de souveraineté démocratique issu de la Révolution."

Si les falsifications n'avaient pas de conséquences ou si elles n'avaient d'autres conséquences que de satisfaire quelques journalistes médiocres en mal de publicité, cela n'aurait qu'une importance relative à l'échelle de l'histoire de l'humanité. Mis à part le côté calomniateur (calomniez, calomniez, il en restera toujours quelque chose...), les falsifications deviennent les racines de l'enseignement de l'histoire, les falsifications par omission prennent une importance essentielle. Tous les militants, tous les hommes soucieux de la vérité historique, tous ceux qui pensent que pour comprendre le présent il faut comprendre le développement historique de l'humanité trouveront dans *Défense des révolutions* un armement de premier ordre. Citations et démonstrations sont d'une rigueur qui ne laisse aucun doute sur les conclusions tirées.

La manière dont sont réduits à néant les écrits des minables journalistes Pernel, Nick, Bourseiller, Chérel ou d'autres vaut tout autant une attentive lecture, tout comme la remise en cause des conquêtes et des droits ouvriers ou le cheminement de l'Europe à l'ombre du corporatisme chrétien. De quoi satisfaire les plus difficiles !

Pierre Levasseur

(1) Chargé fin août 2008 d'une mission par le gouvernement Sarkozy-Fillon (NDLR).

Le Dimanche rouge ⁽¹⁾

LE soir même du 9 janvier 1905, ou "Dimanche rouge", Gorki écrit : "La révolution russe a débuté" et, beaucoup plus tard, Soljenitsyne dira que cette journée a "tragiquement changé tout le cours de l'histoire universelle". L'accord est général pour affirmer l'importance capitale de cette journée d'hiver où des milliers d'hommes, de femmes et d'enfants se font massacrer par la police du tsar Nicolas II. Pourtant, cet épisode est mal connu, peu d'historiens se sont penchés sur cet événement qui marque l'entrée de la société dans le XX^e siècle.

L'ouvrage de Jean-Jacques Marie nous plonge dans cet univers de la Russie des années 1900. Une Russie en guerre contre le Japon où le tsar a proclamé, en prenant le pouvoir : "Je maintiendrai le principe de l'autocratie sans l'infléchir", un personnage dont le ministre des Finances, Serge Witte, disait de lui : "Il possède l'instruction moyenne d'un colonel des gardes de bonne famille." En d'autres termes, il porte bien l'uniforme, sait monter à cheval et danser.

Le premier mérite de cet ouvrage est de nous amener à la réalité de ces personnages que la révolution de 1917 a balayés et qu'aujourd'hui certains historiens voudraient nous faire prendre pour d'innocentes victimes de la "barbarie" bolchevique. Ces innocentes victimes "bien élevées et raffinées" étaient ceux pour qui les répressions les plus sauvages, l'organisation des pogromes et la tuerie du 9 janvier étaient dans l'ordre des choses.

Lorsque l'auteur du *Dimanche rouge* fait le point sur ce que sont devenus les protagonistes de son récit, il nous apprend qu'en 1995, l'Eglise orthodoxe installe une commission patriarcale pour la béatification de Nicolas II. Boris Eltsine n'avait-il pas déclaré en 1998 : "De nombreuses pages glorieuses de l'his-

toire de la patrie sont liées au nom des Romanov" ? Sans préciser lesquelles.

Comme l'indique Jean-Jacques Marie, quatre-vingt-dix ans après avoir chassé de ses rangs Gapone, l'Eglise orthodoxe, en béatifiant Nicolas II, bénit le massacre qu'elle avait officiellement approuvé le 14 janvier 1905.

Au cœur des événements de janvier 1905, à la tête de l'immense manifestation pacifique qui se dirige au palais d'Hiver pour y rencontrer le tsar, que la foule dans sa grande majorité vénère, il y a le pape Gapone. Celui-ci est le principal rédacteur d'une pétition dont le contenu laisse présager pourquoi la manifestation qui se chargeait de la porter respectueusement au tsar devient un mouvement révolutionnaire de fond.

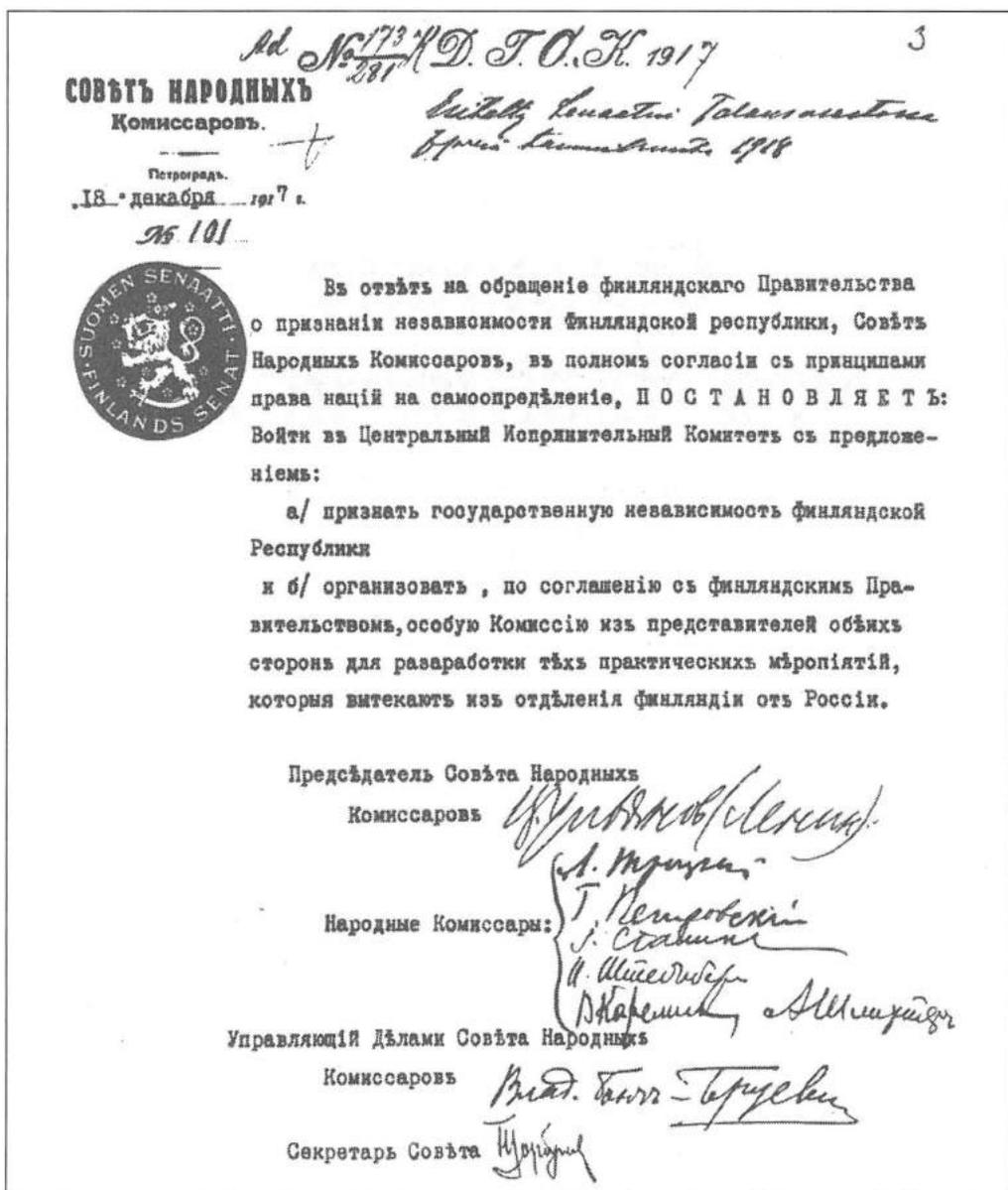
L'auteur nous fait découvrir cet étrange personnage. Son parcours croise irrémédiablement toutes les forces politiques révolutionnaires russes et leur combat. Parti en exil peu après le 9 janvier, parcourant l'Europe, il sera reçu par les dirigeants sociaux-démocrates, socialistes-révolutionnaires, par Lénine, sur lequel il fera forte impression. Il croise aussi la politique policière et provocatrice de l'Etat tsariste. Gapone n'est pas exempt de contradictions. On a peur d'interroger pour le caractériser. Provocateur stipendié ? Meneur d'hommes honnête, mais inconscient ? Prédicateur génial ou dangereux ?

Difficile de choisir, et il s'il était tout cela à la fois, cela ne changerait en rien le rôle qu'il a joué, ne serait-ce que le "Dimanche rouge", étape décisive de l'ouverture de cette époque révolutionnaire qui va déboucher sur la grève générale, la révolution de 1905, les premiers soviets, et annoncer octobre 1917.

Pierre Levasseur

(1) Jean-Jacques Marie, éditions Larousse, 18 euros.

Chronique des falsifications



Conseil des commissaires du peuple

Petrograd,
18 décembre 1917

“En réponse à l’adresse du gouvernement finlandais sur la reconnaissance de la République de Finlande, le Conseil des commissaires du peuple, en plein accord avec le droit des nations à l’autodétermination, décide :

- de soumettre au comité exécutif central (*des Soviets*) la proposition :
- a) de reconnaître l’indépendance de la République finlandaise en tant qu’Etat ;
- b) d’organiser, après accord avec le gouvernement finlandais, une commission spéciale, formée de représentants des deux parties, pour élaborer les mesures pratiques qui découlent du fait que la Finlande se sépare de la Russie.”

Le président du Conseil des commissaires du peuple : V. I. Oulianov (Lénine)
 Les commissaires du peuple : L. Trotsky, G. Petrovski, J. Staline, J. Steinberg, D. Kareline
 Le chef du service administratif du Conseil des commissaires du peuple : V. I. Bont-Brouievitch
 Le secrétaire du conseil

Une falsification bien dissimulée...

ELLE se trouve dans la page "Culture et vous" du *Monde* (samedi 22 mars 2008), sous le titre "*Film à scandale en Finlande*". Le correspondant du *Monde*, Olivier Truc, évoque les réactions suscitées en Finlande par le film d'animation *Le Papillon de l'Oural*, qui raconte un épisode de la vie du maréchal Manneheim (1867-1951). L'auteur de l'article évoque avec émotion cette "*figure emblématique de la Finlande*", en précisant : "*Il fut à la tête des armées blanches qui arrachèrent l'indépendance de la Finlande en 1918 face à la Russie soviétique.*"

Le maréchal n'arracha rien du tout. Le Conseil des commissaires du peuple reconnut l'indépendance de la Finlande dès le 18 décembre 1917. Les *Cahiers du mouvement ouvrier* ont déjà publié la photocopie de ce document dans leur n° 18. Nous le republions ci-après.

Quelques jours plus tard a éclaté la révolution finlandaise, dans laquelle, empêtrés dans les négociations difficiles de paix avec l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie, les Soviétiques ne purent absolument pas intervenir pour soutenir les sociaux-démocrates de gauche finlandais engagés dans ce combat qu'ils perdirent...

A nouveau M^{me} Narohnitskaia

C E numéro des *Cahiers du mouvement ouvrier* publie une recension du livre de M^{me} Narohnitskaia, qui souligne certaines falsifications commises par cette "historienne et philosophe" (?).

Un correspondant russe à qui nous avons envoyé cette recension nous signale par téléphone : "*Cette dame est une stalinienne, une chauvine, une antisémite. Elle a écrit le scénario d'un film passé à la télévision, et dont j'ai oublié*

le titre, où elle affirme que Trotsky, Raccovski, Martov et les divers zimmerwaldiens ont reçu de l'argent allemand, et que c'est pour cela qu'ils se sont prononcés contre la guerre."

Est-ce pour cela que Jacques Sapir, l'ancien mao, nommé professeur dans une université de Moscou, a donné une postface élogieuse (et pour la dame Narohnitskaia, et pour lui-même, bien entendu) ?

A propos de M. Jean-Louis Panné

JEAN-LOUIS PANNÉ est l'un des principaux auteurs du *Livre noir du communisme*, l'un des six auteurs sur onze dont le nom figure sur la couverture. C'est un pourfendeur inlassable des "crimes du communisme".

Avant cette collaboration, il a publié chez Robert Laffont, en 1993, une biographie de Boris Souvarine. On y trouve un chapitre intitulé "*Sentinelle du monde libre*", qui commence par six pages consacrées à Georges Albertini, qui fut sous l'Occupation le principal responsable après Marcel Déat du très collaborationniste Rassemblement national populaire et avec qui Souvarine travaillera après la fin de la guerre.

La manière dont Jean-Louis Panné évoque ce parangon de la collaboration avec les nazis éclaire sa dénonciation des "crimes du communisme" et représente une forme assez raffinée de falsification.

Albertini ? "*Le personnage fascine*", commence-t-il par écrire. Il évoque les débuts de sa carrière dans le courant pacifiste de la SFIO, puis affirme : "*Il approuve l'armistice. Comme d'autres socialistes ou syndicalistes, il veut promouvoir des réformes (de type corporatiste) dans le cadre de l'Etat français*" (pp. 347-348)... Etat français que Jean-Louis Panné ne caractérise pas autrement, dont ne sait pas qu'il a dissous les syndicats et les partis, les loges maçonniques, les Ecoles normales d'instituteurs. Il y a eu l'armistice, point final. On croirait que c'est toujours le même Etat. Panné oublie de dire que les "socialistes" et "syndicalistes" qu'il évoque acceptent... la dissolution des syndicats et des partis de la République ! Simplement, après l'armistice, certains veulent y introduire des réformes...

La phrase suivante précise : "*En avril 1941, il s'engage dans les rangs du Rassemblement national populaire de Marcel Déat, qui prône la collaboration avec l'Allemagne ; il en sera le secrétaire général administratif de novembre 1941 à mai 1942, le secrétaire général de mai 1942 à août 1944, puis deviendra directeur général du cabinet de Marcel Déat au ministère du Travail en 1944. Georges Albertini croit en la construction d'une Europe où la France retrouverait sa place grâce à la réconciliation franco-allemande cimentée par l'antibolchevisme. Le brillant professeur reprend à son compte l'antisémitisme de l'époque...*" (p. 348).

Ces lignes superbes éclairent la méthode de Jean-Louis Panné :

1) Le camouflage par non-dit comme le non-dit sur la dissolution des syndicats et autres... L'Allemagne qu'il évoque n'est pas qualifiée : Panné efface l'adjectif "nazi" : c'est une Allemagne intemporelle.

2) Ce coup de gomme permet une seconde falsification : l'évocation d'une prétendue et intemporelle réconciliation franco-allemande, grossier camouflage d'une collaboration qui liquide toutes les libertés démocratiques et organise le pillage de la France pour la machine de guerre nazie. Drôle de "réconciliation" !

3) Enfin, fraude ultime : "*Le brillant professeur reprend l'antisémitisme de l'époque.*" Belle formule... Ce n'est pas l'antisémitisme des nazis, de Vichy, des fascistes et de l'extrême droite qui débouche sur la solution finale, mais celui de "l'époque", là encore indifférenciée, une mode, en quelque sorte, un courant général auquel il est bien difficile d'échapper, comme à toute mode...

Jean-Jacques Marie

Courrier des lecteurs

A propos de la Chine

JE viens de recevoir les derniers *Cahiers du mouvement ouvrier* (n° 38), et, en lisant l'article "*Les Truqueurs*", je découvre l'existence d'un certain Eric Nolte, dont j'ignorais tout. Je croyais connaître le vilain Ernst Nolte, mais j'ignorais qu'il avait un frère jumeau prénommé Eric, sans doute une nouvelle version du célèbre Lieutenant Tenant d'un écrivain russe du XIX^e siècle.

Plus sérieusement, à la page 125, à propos de la Chine, nos camarades Barbe et Sebban évoquent "*des conditions proches de l'esclavage*" et "*le non-respect des droits de l'homme*". Cette remarque demande à être au moins développée, car ce qui me paraît essentiel, c'est de souligner que les manuels de géographie et d'histoire "oublent" un "petit détail" — comme dirait Jean-Marie : **le fait qu'il y a eu une révolution en 1949** et que les dirigeants chinois tentent depuis vingt ans de réintroduire le

capitalisme. C'est dans le cadre de la restauration du capitalisme qui s'opère contre la propriété collective et la propriété sociale, et donc contre les droits ouvriers (et non pas "les droits de l'homme" du président de Reporters sans frontières), que se produit cette "*course des salaires vers le bas*".

Par ailleurs, l'expression "*conditions proches de l'esclavage*" met sur le même plan des Etats impérialistes et un Etat comme la Chine où une révolution a expulsé l'impérialisme. Cette expression me paraît peu explicite et ne pas refléter la réalité de la lutte de classe en Chine, c'est-à-dire la nécessité de la révolution **politique**, et non celle de la révolution sociale.

Il ne faut pas faire comme les manuels scolaires et oublier nous aussi la réalité de la révolution de 1949.

Amitiés.

Sam Ayache

Un lecteur attentif

DANS les *Cahiers du mouvement ouvrier*, n° 38, à la page 36, dans le premier paragraphe, vous écrivez : "Histoire des soldats russes en France (1915-1920), (les damnés de la guerre), ouvrage qui vient d'être réédité par les éditions Les Bons caractères."

C'est une erreur de votre part : l'ouvrage de Rémi Adam, *1917 : la révolte des soldats russes en France*, éditeur Les Bons caractères, collection Histoire, n'est pas la réédition de l'ouvrage de 1996, mais un livre nouveau.

Comme l'indique l'auteur, c'en est un autre, une réponse à un ouvrage d'un

historien américain, Jannie Cockfield, *L'odyssée tragique du corps expéditionnaire russe en France pendant la Première Guerre mondiale*, paru en 1998.

"Ce récit à charge contre la révolution nous amène à répondre à un certain nombre de ses conclusions. A la défense de la révolution russe de 1917, nous souhaiterions en revanche modestement contribuer" (introduction, p. 11).

**Bernard Roux,
un lecteur attentif**

ISSN 1287-25-98
Commission paritaire 0908G78360